

**ACTUALISATION du  
DOCUMENT de RÉFÉRENCE  
2016**

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL  
JUN 2017**

**Groupe CRÉDIT MUTUEL-CM11**



*Document de référence 2016 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 28 avril 2017 sous le numéro D.17-0479.*

*Première actualisation du document de référence 2016 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 2 août 2017 sous le numéro D.17-0479-A01.*



La présente actualisation du document de référence 2016 a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 2 août 2017 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.



## Sommaire

1.	RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2017 .....	5
1.1	Environnement économique du 1 <sup>er</sup> semestre 2017 .....	6
1.2	Activité et résultats des groupes Crédit Mutuel-CM11 et BFCM .....	8
1.3	Situation financière du groupe Crédit Mutuel-CM11 au 30 juin 2017.....	31
2.	ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2017 DU GROUPE CREDIT MUTUEL- CM11.....	35
3.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE DU GROUPE CREDIT MUTUEL-CM11.....	63
4.	ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2017 DU GROUPE BFCM .....	65
5.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE DU GROUPE BFCM .....	93
6.	COMPLEMENT SUR LES INFORMATIONS RELATIVES AU PILIER 3 DES ACCORDS DE BALE AU 31 DECEMBRE 2016 DU GROUPE CREDIT MUTUEL-CM11 .....	95
7.	GOUVERNANCE.....	99
8.	INFORMATIONS CONCERNANT LE GROUPE CREDIT MUTUEL-CM11 ET LA BFCM – ÉVÉNEMENTS RECENTS ET PERSPECTIVES.....	101
8.1	Présentation du groupe .....	101
8.2	Répartition du capital de la BFCM au 30 juin 2017.....	104
8.3	Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2017.....	104
8.4	Evénements récents propres au groupe Crédit Mutuel-CM11 et à la BFCM intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité.....	105
9.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC – RESPONSABLE DE L'INFORMATION ....	107
10.	RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL – ATTESTATION .....	109
11.	TABLE DE CONCORDANCE .....	111



# 1. Rapport financier semestriel au 30 juin 2017

## Rapport de gestion sur la situation financière et les résultats du premier semestre 2017

Le rapport de gestion qui suit doit être lu en relation avec les états financiers consolidés du groupe Crédit Mutuel-CM11 et du groupe BFCM incorporés par référence dans le présent document (respectivement les « États financiers au 30 juin 2017 du groupe Crédit Mutuel-CM11 » et les « États financiers au 30 juin 2017 du groupe BFCM »), ainsi qu'en relation avec les notes qui s'y rapportent, incorporées par référence dans la présente actualisation. Cette actualisation du document de référence fait également office de rapport financier semestriel du groupe Crédit Mutuel-CM11 et du groupe BFCM.

Ces états financiers consolidés ont été préparés en conformité avec les normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne.

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2017. Ce référentiel IFRS comprend les normes IAS 1 à 41, les normes IFRS 1 à 8 et IFRS 10 à 13 et leurs interprétations SIC et IFRIC adoptées à cette date. Aucune norme non adoptée par l'Union Européenne n'est appliquée. Les documents de synthèse sont présentés selon la recommandation ANC 2013-04. L'ensemble des normes IAS/IFRS est disponible sur le site de la Commission européenne :

[https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_en#ifrs-financial-statements](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en#ifrs-financial-statements)

Ces états financiers intermédiaires sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet la publication d'états financiers condensés. Ils viennent en complément des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016 présentés dans le document de référence 2016. Les activités du groupe ne sont pas soumises à un caractère saisonnier ou cyclique. Des estimations et des hypothèses ont pu être faites lors de l'évaluation d'éléments du bilan.

Il n'y a pas de nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017.

### **Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et non encore appliquées**

Norme	Libellé
IFRS 9	Instruments financiers
IFRS 15	Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients

### **Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union Européenne**

Norme	Libellé
IFRS 16	Contrats de location
IFRS 17	Contrats d'assurance

## 1.1 Environnement économique du 1<sup>er</sup> semestre 2017

### Le recul des principaux risques politiques

Alors que l'investiture de D. Trump avait suscité beaucoup d'espoirs aux Etats-Unis et beaucoup d'inquiétudes dans le reste du monde, la première partie de l'année a finalement apporté de nombreux éléments rassurants. La dynamique favorable de la croissance mondiale et la dissipation des principaux risques politiques a permis à la Fed de poursuivre son resserrement monétaire tandis que les principales autres banques centrales ont pu opter pour un ton légèrement moins accommodant. Les pays émergents ont quant à eux pu bénéficier d'un comportement plus rationnel de D. Trump et du recul concomitant des risques protectionnistes.

Dans la zone euro, le risque politique a été particulièrement élevé en début d'année, en raison du calendrier électoral chargé (élections aux Pays-Bas puis en France notamment) et du contexte de montée des partis extrêmes et europhobes. Cela a eu pour conséquence un écartement des taux souverains (*spreads*) de la France et des pays périphériques vis-à-vis de ceux de l'Allemagne. Le risque d'élections anticipées en Italie a été levé grâce à l'assainissement de son système bancaire et les inquiétudes concernant la Grèce se sont également dissipées, du moins pour un temps, avec le versement d'une nouvelle tranche d'aide de 8,5 milliards d'euros au mois de juin. L'ensemble de ces paramètres, combinés à l'amélioration des perspectives économiques de la zone euro - poursuite de la baisse du taux de chômage, progression de la consommation propice au soutien de la dynamique de l'inflation et aux anticipations d'une normalisation progressive de la politique monétaire accommodante de la BCE - a nettement porté l'euro, en particulier face au dollar.

En France, la victoire d'E. Macron aux élections présidentielles puis aux élections législatives a largement contribué à la réduction du risque politique au sein de la zone euro. Fort d'une large majorité à l'Assemblée nationale, le nouveau gouvernement sera en capacité de mener les réformes avancées pendant la campagne : flexibilisation du marché du travail, renforcement de l'Union Européenne et assainissement des finances publiques. Ces éléments sont de bon augure pour la croissance française, déjà portée par une bonne dynamique.

L'économie britannique a particulièrement bien résisté au fil des mois, avec une croissance stable à +2,1% au premier trimestre. Les ventes au détail et les prix de l'immobilier se sont en revanche retournés, en premières victimes de la dépréciation de la livre sterling qui a pesé sur le pouvoir d'achat des ménages tandis que l'investissement des entreprises était freiné par les incertitudes liées au Brexit. La Banque d'Angleterre a donc été contrainte de prolonger sa politique monétaire accommodante, dans un contexte de négociations difficiles avec l'Union Européenne aggravé par la perte de la majorité absolue par T. May aux élections législatives anticipées de juin.

Sur fond d'échec de réforme de l'*Obamacare*, le dégonflement des paris liés aux réformes avancées par l'administration Trump s'est accentué à partir du mois de mars, provoquant une rechute des taux souverains américains et européens, ainsi qu'une dépréciation du dollar face aux principales devises en tendance. Encadré par le Congrès, D. Trump a opté pour un ton plus modéré, y compris vis-à-vis des pays émergents, leur permettant ainsi de mieux digérer le resserrement monétaire de la Fed, laquelle a effectué une deuxième hausse de ses taux directeurs en mars.

Il est nécessaire de faire la distinction entre la bonne tenue de l'économie chinoise (malgré la dégradation de sa note souveraine par Moody's), toujours pilotée par le gouvernement en amont du 19<sup>ème</sup> congrès du Parti communiste cet automne, et les difficultés rencontrées en Inde à la suite de la démonétisation de certains billets de banques qui pèse sur la consommation des ménages. Ces difficultés restent toutefois sans commune mesure avec la situation du Brésil. Ce pays doit en effet faire face à une récession durable sur fond de troubles politiques liés à une affaire de corruption pesant à présent sur le président M. Temer ainsi qu'à la rechute en cours de semestre des cours des matières premières, à l'instar de la Russie, particulièrement pénalisée par les accès de faiblesse à répétition du baril de pétrole.

Malgré la prolongation pour neuf mois (jusqu'à fin mars 2018) de l'accord de réduction de la production signé en novembre 2016 par les principaux pays producteurs (OPEP et Russie notamment), le cours du Brent a chuté de plus de 15% depuis le début de l'année. Privés d'accélération suffisante de la demande



mondiale alors que la production hors OPEP ne cessait de remonter, en particulier aux Etats-Unis, en Libye et au Nigeria, les stocks de brut mondiaux sont restés quasiment au même niveau que celui précédant l'accord, alimentant le scepticisme des investisseurs quant au rééquilibrage du marché.

### **Perspectives**

Au cours du second semestre, nous tablons sur une poursuite de l'amélioration de la dynamique de croissance mondiale, tirée en premier lieu par les Etats-Unis (avec d'éventuelles réformes de l'administration Trump qui viendraient en bonus) et par l'Europe. Malgré des incertitudes liées aux négociations sur le Brexit, la dissipation du risque politique dans la zone euro (avec de surcroît un couple franco-allemand a priori renforcé) permettra à la BCE de poursuivre un resserrement graduel de sa politique monétaire, ce qui entretiendra la dynamique haussière des taux souverains mondiaux.

Plusieurs éléments pourraient cependant compromettre notre scénario :

- Une incapacité de l'administration Trump à délivrer des réformes, même si la dynamique de la croissance américaine est suffisamment solide pour s'en passer ;
- A l'inverse, des mesures protectionnistes d'envergure de la part de l'administration américaine, qui pénaliseraient notamment les pays émergents, dont la Chine ;
- Une rechute des taux d'inflation aux Etats-Unis ou en Europe, en particulier si le baril de pétrole devait chuter plus fortement qu'il ne l'a fait ces dernières semaines, ce qui entraverait la marche des banques centrales dans la voie de la normalisation de leurs politiques monétaires.

## 1.2 Activité et résultats des groupes Crédit Mutuel-CM11 et BFCM

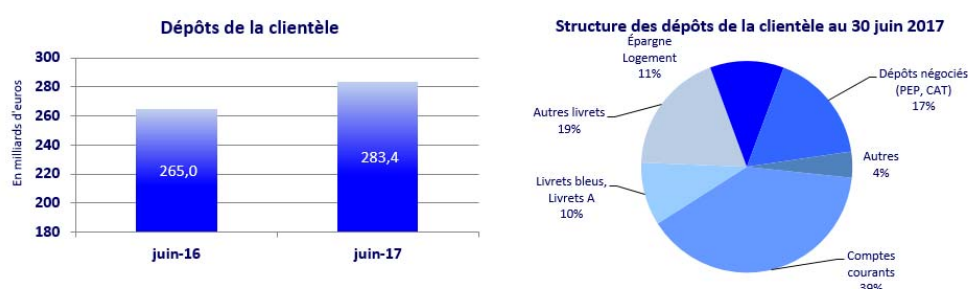
Note : toutes les évolutions citées sont à périmètre et méthode constants ; voir la précision méthodologique en page 19.

### Activité du groupe

Après une année 2016 marquée par le développement des métiers de la banque, de l'assurance et des services, le groupe a poursuivi une activité commerciale soutenue durant le premier semestre 2017 au service de ses 23,6 millions de clients-sociétaires.

#### La banque

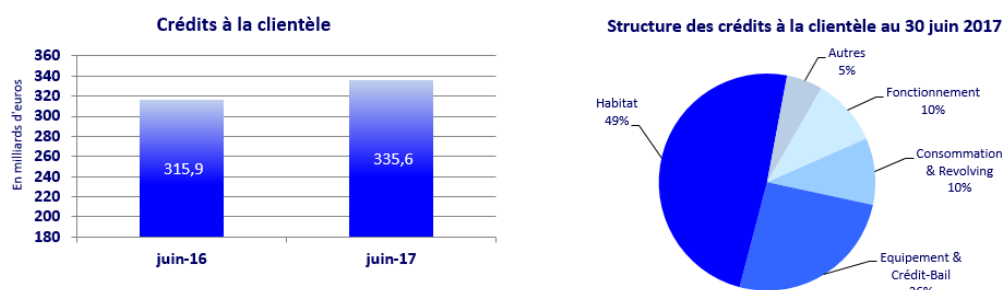
Les encours de dépôts de la clientèle ressortent à 283,4 milliards d'euros à fin juin 2017. Ils s'accroissent de 6,1%, portés par les comptes courants (+11,9%) et des comptes sur livrets (+11,3%).



Très dynamique au premier semestre 2017, la production de crédits reflète l'accompagnement des particuliers et des entreprises dans le financement de leurs projets. A 19,2 milliards d'euros, la production de crédits habitat affiche une hausse significative de 37,3% par rapport au premier semestre 2016. Compte tenu du mouvement de renégociations qui est resté très actif au premier semestre, les rachats de crédits contribuent pour partie à ce chiffre élevé de déblocages. La production de crédits d'équipement est également soutenue : elle croît de 10,5% par rapport au premier semestre 2016 à 8,9 milliards d'euros. Au global, sur le périmètre des réseaux bancaires et COFIDIS, le montant des crédits décaissés s'élève à près de 40 milliards d'euros au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2017.

335,6 Md€  
d'encours de  
crédits

Les encours de crédit connaissent une croissance régulière, s'établissant à 335,6 milliards d'euros au 30 juin 2017, soit une hausse de 3,8% depuis le 30 juin 2016. Les prêts à l'habitat (+2,8%) restent sur un rythme de croissance similaire à celui de fin décembre 2016, fortement impactés par le niveau élevé des remboursements anticipés dans un contexte concurrentiel très vif. Les crédits à la consommation marquent une forte hausse (+6,9%).



L'ensemble de ces évolutions permet une amélioration du ratio « crédits/dépôts » à 118,4% au 30 juin 2017 contre 119,2% un an auparavant.

Le LCR (*Liquidity Coverage Ratio*) s'inscrit bien au-dessus des exigences réglementaires à 138% à fin juin 2017 contre 140 % au 31 décembre 2016.

## ▪ L'assurance

29,2 millions  
contrats d'assurance

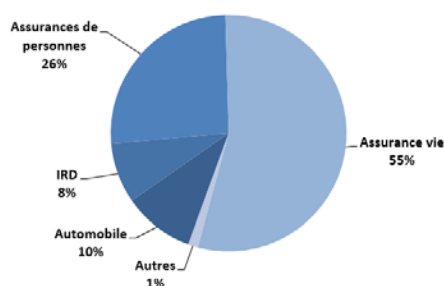
Les activités d'assurance du groupe Crédit Mutuel-CM11 poursuivent leur progression après une année 2016 déjà exceptionnelle. Grâce à des niveaux de vente record en assurances de risques, le nombre de contrats en portefeuille atteint désormais 29,2 millions, en hausse de 2,8% par rapport à juin 2016.

Le chiffre d'affaires assurances s'établit à 5,2 milliards d'euros, en baisse de 8,6% du fait des mesures prises dès 2016 par le groupe pour favoriser les unités de comptes (UC). La progression en assurances de risques (+4,5%) est ainsi masquée par le recul de la collecte brute en assurance vie et capitalisation (-16,9% à 2,9 milliards d'euros). La réorientation de la collecte d'assurance-vie, réalisée dans le respect du profil de risque des clients, se matérialise à fin juin par une part d'UC dans la collecte brute de plus de 25%, soit plus du double du premier semestre 2016 (11,4%).

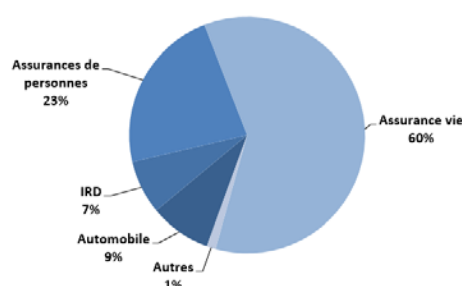
Les fortes ventes de contrats automobile et habitation et la diminution du taux de résiliation, qui reflètent la qualité des contrats et des services offerts par les Assurances du Crédit Mutuel, profitent au chiffre d'affaires des assurances de biens qui enregistre une progression de 4,5% à 0,9 milliard d'euro. Axe fort de développement en 2017, la prévoyance affiche une progression record des ventes. Elle contribue à la hausse sensible du chiffre d'affaires des assurances de personnes (+4,4%) qui atteint près d'1,4 milliard d'euros.

Ce fort développement contribue à la progression des résultats techniques qui sont orientés favorablement dans l'ensemble des branches.

Répartition du chiffre d'affaires du GACM à fin juin 2017



Répartition du chiffre d'affaires du GACM à fin juin 2016



## ▪ Les services

En complément des activités bancaires et d'assurance, les performances commerciales s'illustrent aussi à travers la diversité des services distribués par les réseaux du groupe.

**EI Telecom** qui propose une offre de téléphonie mobile, dispose désormais d'un portefeuille de près de 1,6 million de clients. Son activité commerciale et marketing s'est intensifiée, portée notamment par le lancement et la pérennisation en gamme d'une série limitée 100 Go.

**Euro Protection Surveillance** qui commercialise des solutions de télésurveillance a réalisé 6 500 installations supplémentaires au premier semestre 2017. La société est l'opérateur n°1 dans le domaine de la télésurveillance en France avec 434 685 contrats d'abonnements au 30 juin 2017 (+8% sur un an).

**CM-CIC Bail** apporte une solution complète automobile allant de l'achat et du financement du véhicule via des formules de location, jusqu'à la souscription du contrat de maintenance. Au premier semestre 2017, 1 128 véhicules ont ainsi été achetés pour le compte des clients particuliers du réseau et, au 30 juin 2017, 11 294 contrats de location souscrits représentent un encours de 162,2 millions d'euros.

En matière de ventes immobilières neuves, **CM-CIC Agence Immobilière** affiche un nombre de réservations nettes de 5 358 logements au premier semestre 2017 en hausse de 16% par rapport à 2016 (+721). Dans la banque privée, les conseillers immobiliers du Crédit Mutuel et du CIC accompagnent aussi nos clients dans l'acquisition de logements anciens.

Dans le domaine du portefeuille électronique, le groupe a entériné le rapprochement de son application, Fivory, avec celle de BNP Paribas, Wa! afin de créer une nouvelle marque baptisée **Lyf Pay**. Cette nouvelle application, disponible depuis le 18 mai, propose un ensemble de services innovants notamment le paiement en magasin ou sur Internet, combiné à des offres de fidélité, des coupons proposés par les commerçants... L'application permet également le paiement entre amis et la possibilité de faire des dons. Déployée dans la région de Strasbourg, elle est en cours d'implantation dans les réseaux commerciaux d'Auchan et de Carrefour.

### **Résultats du groupe**

*Préambule : Au 30 juin 2017, l'activité banque privée des succursales du CIC de Singapour et de Hong-Kong est traitée selon la norme IFRS 5 en tant qu'activité en cours de cession. Un accord de cession avec Indosuez Wealth Management a été signé en juillet 2017. La réalisation de l'opération reste soumise à l'obtention préalable des autorisations réglementaires requises. Au 30 juin 2016, la banque Pasche est également traitée selon la norme IFRS 5 en tant qu'entité en cours de cession. La cession a été réalisée à la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2016.*

Le résultat net du groupe Crédit Mutuel-CM11 au titre du premier semestre 2017 s'élève à 1 316 millions d'euros, en hausse de 4,7%. Le tableau ci-dessous présente l'évolution des principaux éléments du compte de résultat du groupe au 30 juin 2017 et 2016.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>	évolution *
<b>Produit net bancaire</b>	<b>7 150</b>	<b>6 760</b>	<b>+3,6%</b>
Frais de fonctionnement	(4 360)	(4 288)	-0,6%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 790</b>	<b>2 472</b>	<b>+10,9%</b>
Coût du risque	(398)	(359)	+9,2%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 392</b>	<b>2 113</b>	<b>+11,1%</b>
Gains/pertes s/autres actifs & MEE	(271)	(288)	-5,8%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 121</b>	<b>1 826</b>	<b>+13,8%</b>
Impôt sur les sociétés	(810)	(646)	+23,7%
Gains & pertes nets d'IS sur act. abandonnées	5	46	Ns
<b>Résultat net</b>	<b>1 316</b>	<b>1 226</b>	<b>+4,7%</b>
Intérêts minoritaires	153	129	+17,6%
<b>Résultat net - part du groupe</b>	<b>1 163</b>	<b>1 097</b>	<b>+3,2%</b>

\* à périmètre constant <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Pour le détail de l'évolution à périmètre constant voir la précision méthodologique.

### *Produit net bancaire*

Le PNB global du groupe Crédit Mutuel-CM11 s'établit à près de 7,2 milliards d'euros au premier semestre 2017 contre 6,8 milliards un an plus tôt, soit une progression de 3,6% à périmètre constant. À périmètre courant, la progression est de 5,8%, les entités d'affacturage et de leasing acquises auprès de General Electric en France et en Allemagne, le 20 juillet 2016 générant 159 millions d'euros de PNB sur le premier semestre 2017. Cet accroissement du PNB sur un an est d'autant plus notable que le 1<sup>er</sup> semestre 2016 avait comptabilisé la plus-value de cession des titres Visa Europe, enregistrée dans le secteur « holding » pour 269 millions d'euros. Hors changement de périmètre et plus-value Visa, le PNB augmente donc de 7,9%.

La progression du PNB à périmètre constant résulte de plusieurs éléments parmi lesquels :

- la hausse du PNB de la bancassurance de détail due à la fois aux commissions perçues par les réseaux bancaires et à l'évolution positive du PNB de la BECM, de Targobank Allemagne et des filiales spécialisées comme COFIDIS ;
- l'activité toujours soutenue et les bons résultats techniques du secteur assurance dont le PNB contributif augmente de 17,3% ;
- la bonne tenue des activités de marché dont le PNB, à 275 millions d'euros, en hausse significative de 87 millions ;
- la hausse de près de 39% des revenus du secteur capital développement témoignant de la vitalité des entreprises accompagnées par CM-CIC Investissement.

Cœur de l'activité du groupe Crédit Mutuel-CM11, le PNB de la Bancassurance de détail représente près de 80% du revenu total du groupe Crédit Mutuel-CM11.

#### *Répartition du PNB du groupe Crédit Mutuel-CM11 par activités*

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016 retraité *</b>	évolution **
Banque de détail	5 026	4 781 <sup>1</sup>	+1,8%
Assurance	881	752	+17,3%
Banque de financement et de marché	463	359	+29,0%
Banque privée	262	270	+2,5%
Capital développement	169	122	+38,8%
Informatique, logistique & holding	720	825	-12,6%
Interactivités	-372	-347	+7,2%
<b>TOTAL</b>	<b>7 150</b>	<b>6 760</b>	<b>+3,6%</b>

\* voir précision méthodologique

\*\* à périmètre constant

La répartition géographique du produit net bancaire du groupe montre la prédominance des activités de banque et d'assurance sur le marché domestique qui représente 78 % du produit net bancaire des activités opérationnelles du premier semestre 2017.

Le tableau ci-dessous indique la répartition du produit net bancaire du groupe, toutes activités confondues, par zone géographique, au 30 juin 2017 et 2016.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>	évolution
France	5 667	5 420	+4,6%
Europe hors France	1 381	1 216	+13,6%
Autres pays	102	124	-17,7%
<b>TOTAL</b>	<b>7 150</b>	<b>6 760</b>	<b>+5,8%</b>

La progression de 13,6% de la zone « Europe hors France » est consécutive aux entrées de périmètre des entités, acquises auprès de General Electric, d'affacturage et de leasing en Allemagne.

#### *Résultat brut d'exploitation*

Le résultat brut d'exploitation ressort à 2 790 millions d'euros au 30 juin 2017 en hausse de 10,9%.

Le coefficient d'exploitation s'améliore de 2,4 points, il est de 61,0% au 30 juin 2017 contre 63,4% à fin juin 2016.

Les frais généraux s'établissent, fin juin 2017 à 4 360 millions d'euros. Ils restent bien maîtrisés et affichent une baisse de 0,6% sur un an à périmètre constant. Cette baisse intègre une progression maîtrisée des frais de personnel (+0,6%). Les dotations aux amortissements sont quant à elles en fort recul (-98 millions d'euros), le premier semestre 2016 ayant été pénalisé par l'enregistrement de dépréciations des fonds de commerce du secteur de la presse désormais totalement provisionnés.

#### *Coût du risque*

Le coût du risque est en hausse de 33 millions d'euros. Il s'établit à 398 millions au premier semestre 2017. La hausse globale du provisionnement recouvre une baisse des dotations sur base individuelle (-18 millions) traduisant la bonne qualité des risques clientèle et une hausse des provisions collectives (+51 millions) suite à une modification des paramètres de calcul permettant leur fixation.

Par métier, la charge du risque sur base individuelle progresse faiblement en banque de détail (+1,1%) et ressort en fort recul sur les métiers de banque de financement (-22 millions d'euros).

Le coût du risque total clientèle rapporté aux encours des crédits ressort à 0,23% comme au premier semestre 2016 et le ratio de couverture global des créances douteuses s'établit à 63,5% (64,2% en juin 2016).

Le tableau ci-dessous synthétise les données du groupe relatives aux créances douteuses et aux provisions pour créances irrécouvrables du premier semestre 2017 et du premier semestre 2016 :

<i>(en milliards d'euros)</i>	<b>30 juin 2017</b>	<b>30 juin 2016</b>
Montant brut de l'encours de crédits à la clientèle	346,4	324,3
Créances douteuses	13,2	13,1
Provisions pour dépréciation des créances	8,4	8,4
Ratio des créances douteuses <sup>(1) (2)</sup>	3,81%	4,03%
Ratio de couverture des créances douteuses <sup>(1)</sup>	63,5%	64,2%

(1) créances douteuses/montant brut des crédits à la clientèle

(2) les chiffres ayant été arrondis, les ratios indiqués peuvent ne pas correspondre à la division des encours arrondis affichés

### *Résultat d'exploitation*

Le résultat d'exploitation s'élève à 2 392 millions d'euros au 30 juin 2017, il s'apprécie de 11,1% porté par la hausse du PNB, la baisse des frais généraux et malgré la hausse du coût du risque.

### *Autres éléments du compte de résultat*

*Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence.* La quote-part du groupe dans le résultat net des entreprises mises en équivalence représente une charge de 255,7 millions d'euros au 30 juin 2017. Ce poste intègre la quote-part de la perte du premier trimestre de Banco Popular (13,5 millions), une dépréciation de la valeur de mise en équivalence de BMCE (50 millions) ainsi que le résultat net (40 millions d'euros) des autres sociétés mises en équivalence (BMCE, Banque de Tunisie ...). Il enregistre également la moins-value de cession de 232 millions d'euros sur les titres Banco Popular dont la valeur de marché est désormais nulle suite à la résolution de cet établissement le 7 juin 2017. Celle-ci résulte de la mise à zéro de la valeur de mise en équivalence au 30 juin 2017 (405,6 millions) et de la reprise de la dépréciation (174 millions).

Par ailleurs, une provision pour risque constituée, dès 2016, pour 90 millions d'euros, est reprise dans le PNB du 1<sup>er</sup> semestre 2017.

*Gains ou pertes sur autres actifs :* Ce poste comptabilise un produit net non significatif de 0,4 millions d'euros.

*Variations de valeur des écarts d'acquisition.* La variation négative de 15 millions d'euros affichée au 30 juin 2017 résulte de la dépréciation d'une partie des écarts d'acquisition de CIC Iberbanco.

*Impôt sur les sociétés.* La charge nette d'impôt sur les sociétés du groupe s'élève à 810 millions d'euros au 30 juin 2017 en hausse en lien avec la progression du résultat avant impôts.

*Gains et pertes nets d'impôts sur actifs abandonnés.* Conformément à la norme IFRS 5, ce poste correspond au résultat net d'impôt (5 millions d'euros au 30 juin 2017) sur les activités cédées à savoir les activités de banque privée du CIC à Singapour et Hong-Kong.

### *Résultat net*

Le résultat net part du groupe ressort à 1 163 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 1 097 millions d'euros au 30 juin 2016, en hausse de 3,2% à périmètre constant.

### **Résultats par activité**

#### **Description des pôles d'activité**

**LA BANQUE DE DÉTAIL :** ce métier regroupe les caisses de Crédit Mutuel, le réseau CIC, la Banque Européenne du Crédit Mutuel, CIC Iberbanco, les agences Targobank en Allemagne et en Espagne, le groupe Cofidis Participations, Banque Casino et toutes les activités spécialisées dont la commercialisation des produits est assurée par les réseaux : crédit-bail mobilier et location avec option d'achat, crédit-bail immobilier, crédit vendeur, affacturage, gestion collective, épargne salariale et ventes immobilières.

**ASSURANCE :** l'activité d'assurance est constituée par le Groupe des Assurances du Crédit Mutuel.

**LA BANQUE DE FINANCEMENT :** avec ses équipes basées en France ou dans ses succursales (Londres, New York, Singapour, Hong Kong), la banque de financement offre des services à une clientèle de grandes entreprises et d'institutionnels, dans le cadre d'une approche globale de leurs besoins. Elle appuie également l'action des réseaux « entreprises » pour leur grande clientèle, et contribue au développement de l'activité internationale ainsi qu'à la mise en œuvre de financements spécialisés (acquisitions, actifs, projets).

LES ACTIVITÉS DE MARCHÉ : les activités de marché du groupe Crédit Mutuel-CM11 sont logées dans le bilan du CIC. Elles comprennent le métier Investissement taux, actions et crédits et le métier commercial (CM-CIC Market Solutions) en France et dans les succursales de New York et Singapour.

LA BANQUE PRIVÉE : les sociétés qui composent le métier opèrent tant en France par le biais de CIC Banque Transatlantique qu'à l'étranger par l'intermédiaire des filiales et succursales Banque de Luxembourg, Banque CIC Suisse, Banque Transatlantique Luxembourg, Banque Transatlantique Belgium, Banque Transatlantique Londres. Elles développent un savoir-faire en matière de gestion financière et d'organisation patrimoniale, mis au service de familles d'entrepreneurs et d'investisseurs privés.

LE CAPITAL DÉVELOPPEMENT : ce métier est exercé par CM-CIC Investissement qui, basé à Paris, dispose d'antennes à Lyon, Nantes, Lille, Bordeaux et Strasbourg assurant ainsi la proximité avec la clientèle, tout en abordant une phase de développement progressif à l'international. Il réunit les activités de prises de participations, de conseils en fusions-acquisitions et d'ingénierie financière et boursière.

INFORMATIQUE & LOGISTIQUE : ce pôle rassemble les structures à vocation purement logistique : les sociétés informatiques du groupe, le GIE CM-CIC Services, EI Telecom, Euro Protection Surveillance, Lyf Pay ainsi que l'activité presse.

HOLDING : ce pôle rassemble les activités dépositaires et trésorerie centrale / refinancement du groupe (depuis janvier 2017) ainsi que tous les éléments non affectés à une autre activité.

#### ▪ *Banque de détail*

La banque de détail est de loin le secteur d'activité le plus important du groupe. Au 30 juin 2017, le produit net bancaire du groupe provenait à hauteur de 67% du métier de la banque de détail. Le tableau ci-dessous présente les éléments constitutifs du résultat de la banque de détail au 30 juin 2017 et 2016.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016 retraité*</b>	évolution**
<b>Produit net bancaire</b>	<b>5 026</b>	<b>4 781</b>	<b>+1,8%</b>
Frais de fonctionnement	(3 303)	(3 187)	+0,1%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 723</b>	<b>1 594</b>	<b>+5,1%</b>
Coût du risque	(423)	(357)	+16,8%
Gains/pertes s/autres actifs & MEE	19	(52)	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 319</b>	<b>1 184</b>	<b>+7,8%</b>
Impôt sur les sociétés	(532)	(447)	+16,4%
<b>Résultat net</b>	<b>787</b>	<b>737</b>	<b>+2,6%</b>

\* voir précision méthodologique

\*\* à périmètre constant ; voir précision méthodologique

Le PNB du premier semestre 2017 de la banque de détail affiche une hausse modérée de 1,8% en un an. Si l'on considère le périmètre des réseaux, l'effritement de la marge d'intérêt dû à la baisse du rendement moyen des crédits est largement compensé par une bonne progression des commissions (commissions sur crédit et commissions assurance principalement). Les commissions du réseau bancaire s'établissent à 1,9 milliard d'euros, en progression de près de 9%, dont 608 millions au titre des assurances, soit près du tiers du total des commissions des réseaux bancaires.

Les frais généraux sont maîtrisés et marquent une légère hausse de 0,1%, malgré la progression des taxes bancaires et plus particulièrement celle de la contribution au Fonds de Résolution Unique (+13 millions d'euros pour la seule banque de détail).



Le coût du risque est en hausse de 16,8%, sous l'effet des provisions collectives (+56 millions d'euros). Hors provisions collectives, la hausse du coût du risque est contenue à 1,1% (+4 millions).

Le groupe Crédit Mutuel-CM11 a pris en compte, au titre de sa participation dans la banque espagnole Banco Popular, sa quote-part (3,92%) de la perte du premier trimestre soit 13,5 millions d'euros contre 98,8 millions au premier semestre 2016.

Au final, le résultat net est en hausse de 2,6% et s'établit à 787 millions d'euros. Hors impact des résultats de Banco Popular (-98,8 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2016 et -13,5 millions au 1<sup>er</sup> semestre 2017) désormais revendue à Santander, le résultat net de la banque de détail est en recul de 4,2%.

➤ Les réseaux bancaires

○ **Caisses de Crédit Mutuel**

Le nombre de clients a progressé de près de 22 000 depuis fin décembre 2016 et dépasse 6,9 millions.

Les encours des crédits évoluent de près de 3 milliards d'euros sur un an à 118,1 milliards (+2,6%), essentiellement sous l'impulsion des prêts à l'habitat (+3%), des crédits à l'équipement (+1,8%) et des crédits consommation (+1,5%).

Les dépôts de la clientèle sont en hausse de 6,8 milliards d'euros, portant l'encours total à 102,9 milliards d'euros. Les encours sur les comptes courants et les comptes sur livrets enregistrent les plus fortes variations, respectivement +4,2 milliards (+18,2%) et +3,2 milliards (+8,8%).

Le PNB est en baisse de 0,1% à 1 493 millions d'euros tandis que les frais généraux et le coût du risque s'accroissent respectivement 1,6% et 19,7%.

Le résultat net s'élève à 170 millions d'euros contre 216 millions un an plus tôt (-21,4%).

○ **Réseau bancaire CIC**

Le CIC compte au 30 juin 2017, 1 954 agences et 5 millions de clients (+1,9% par rapport au 30 juin 2016).

L'activité en crédits reste dynamique avec une progression des encours sur un an de 4,6% à

117,6 milliards d'euros. Les crédits d'investissement à 32,8 milliards ont été particulièrement actifs avec une progression de 7,6% et les crédits habitat (67,8 milliards d'encours) maintiennent une progression de 4,1% après un premier semestre soutenu en termes de déblocages de nouveaux crédits (8,1 milliards). Les crédits consommation représentent un encours de 5,3 milliards d'euros (+3,7%).

Les encours de dépôts atteignent 108,2 milliards d'euros (+6,0% par rapport à fin juin 2016) avec des flux toujours importants sur les dépôts à vue.

Le PNB du réseau CIC s'établit à 1 691 millions d'euros au 30 juin 2017, en hausse de 3,8% grâce aux commissions.

Les frais généraux s'élèvent à 1 129 millions d'euros (-0,3%). Le coût du risque (88 millions d'euros au premier semestre 2017) est en hausse de 23 millions dont +24 millions sur les provisions collectives et -1 million sur les provisions individuelles.

Le résultat net, à 273 millions d'euros, est en recul de 1,2%.

### ○ **Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM)**

La Banque Européenne du Crédit Mutuel intervient en France et en Allemagne sur les marchés des entreprises, des promoteurs immobiliers et des sociétés foncières. Au service de plus de 20 000 clients, elle se compose de 51 agences commerciales (dont 42 en France) et d'une filiale à Monaco.

A fin juin 2017, en capitaux moyens mensuels et tous marchés confondus, les crédits à la clientèle progressent de 10,2 % à 13,5 milliards d'euros sur 12 mois glissants, et de 7,0% sur les six premiers mois de l'année 2017. Les ressources comptables restent en hausse de 1,6 % sur 12 mois glissants, à 12,1 milliards. Elles sont néanmoins en baisse de 9,6% sur les six premiers mois de l'année 2017, sous l'effet de mesures de régulation de la collecte.

Au 30 juin 2017, le PNB est en hausse de 10,1% à 141,2 millions d'euros. La marge d'intérêt a progressé de 18,1% en raison de la baisse du coût des ressources clientèle et de la croissance des encours de crédits. Les commissions s'établissent à 30,5 millions d'euros, soit une baisse de 10,6% par rapport au premier semestre 2016 en raison d'une moindre contribution des commissions sur la monétique.

Les frais généraux s'établissent à 52,2 millions d'euros, en progression de 7,5%, sous l'effet notamment de l'augmentation des taxes sur institutions financières. Le coût du risque s'élève à 5,7 millions d'euros, en hausse de 22,8%. Il représente toutefois un taux modéré de 0,13% des crédits en moyenne annuelle.

Le résultat net s'établit à 51,9 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 47,6 millions d'euros au 30 juin 2016. Il enregistre une progression significative de 9,2%.

### ○ **Targobank Allemagne**

Au 1er semestre 2017, l'activité commerciale de Targobank Allemagne a poursuivi la progression entamée début 2016 sous l'impulsion du nouveau plan à moyen terme « TARGOBANK 2020 ».

Durant les 6 premiers mois de l'année, la production de prêts personnels s'établit à 1,8 milliard d'euros, en hausse de 14% par rapport à celle du 1er semestre 2016.

L'ensemble des canaux de distribution progresse. Parmi eux, les ventes à distance affichent une augmentation particulièrement marquée (+34,8% pour les ventes en ligne, +45,6% pour les ventes par téléphone).

Au 30 juin 2017, les encours de crédits (presque exclusivement des crédits à la consommation) progressent de 9,2% par rapport au 30 juin 2016 et s'établissent à 12,7 milliards d'euros.

Les volumes de dépôts continuent de croître en dépit des faibles taux de rémunération. Ils atteignent 14,1 milliards d'euros fin juin 2017 portés par une collecte de 828 millions depuis le 1er janvier. Les dépôts courts restent privilégiés par les clients.

Le début de l'année 2017 marque par ailleurs une reprise de l'activité de gestion de patrimoine. L'épargne financière est en hausse de 461 millions d'euros (+4%) par rapport à fin 2016 et s'établit à 11 milliards au 30 juin 2017.

Le PNB est stimulé par la nouvelle offre tarifaire « Plus-Depot », lancée en 2016 (+1,1 million d'euros sur les 6 premiers mois de l'année).

Le résultat avant impôt du 1er semestre 2017 s'élève à 222 millions d'euros. Il est en hausse de plus de 5% par rapport à celui du 1er semestre 2016.

### ○ Targobank Espagne

En juin 2017, le groupe Crédit Mutuel-CM11 est devenu l'associé unique de Targobank Espagne en rachetant 48,98% du capital auprès de Banco Popular.

La banque poursuit son processus d'évolution. Après avoir élaboré un business plan sur trois ans, elle met en œuvre des changements à différents niveaux : organisation et début de la spécialisation de son réseau pour adapter les services rendus aux différents marchés, circuits et méthodes de travail, outils informatiques et adaptations aux évolutions règlementaires. Toutes ces mesures visent à répondre à l'environnement actuel. Elles ont pour but de tendre vers une efficacité maximale en termes de production et de service aux 135 000 clients (dont 74 % sont des particuliers).

Ces changements sont menés parallèlement au développement de l'activité commerciale de la banque dont les encours au 30 juin 2017 s'élèvent à 2,1 milliards d'euros pour les crédits et 1,9 milliard pour les dépôts.

Le résultat du 1er semestre 2017 s'établit à -61 millions d'euros.

### ➤ Groupe COFIDIS

Le produit net bancaire du groupe COFIDIS Participations est en progression de 2,5% à 618 millions d'euros, soit +14,8 millions d'euros entre le 1er semestre 2016 et le 1er semestre 2017.

Les produits d'intérêt se stabilisent, sous l'effet de la baisse des taux d'usure (France, Portugal et Hongrie), de la pression concurrentielle forte avec une course aux taux promotionnels bas impactant le niveau de facturation des nouvelles générations, d'une réorientation des portefeuilles dans l'environnement économique vers des produits à plus faible facturation (prêts personnels, rachats, crédit automobile et partenariat bancaire).

Ces éléments sont compensés par une progression annuelle de l'encours de 6%, par une meilleure maîtrise du risque, et donc par une progression de la part d'encours générateurs, et par des ajustements stratégiques des entités du groupe leur permettant d'optimiser la facturation client.

Hormis cette stabilité des produits d'intérêt, le PNB est impacté positivement par la poursuite de la baisse des frais financiers (-29% durant le 1er semestre 2017 par rapport au 1er semestre 2016) et par la hausse des commissions en particulier l'assurance des emprunteurs.

Les frais généraux sont en diminution de 0,7%. Ils bénéficient de la stabilité en montant des investissements marketing alors que dans le même temps les nouveaux financements progressent de 8,6% et traduisent une amélioration de la productivité commerciale. Ils profitent également de la baisse des frais de fonctionnement hors frais marketing.

Le coût du risque est bien orienté avec une baisse de 18 points de base par rapport à juin 2016. Il s'établit à 2,3% sur encours moyen en juin 2017 contre 2,5% en juin 2016.

La progression du PNB en lien avec la croissance de l'activité et des encours, la maîtrise des frais et des risques conduisent à une hausse de 10,2% de la contribution au résultat net du groupe qui est de 105 millions d'euros à fin juin 2017.

▪ **Assurance**

Au 30 juin 2017, le produit net bancaire du groupe provenait à hauteur de 12 % du métier assurance. Le tableau ci-dessous détaille les éléments constitutifs du résultat du métier assurance au 30 juin 2017 et 2016, tel que présenté dans les états financiers consolidés du groupe.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>	évolution
<b>Produit net bancaire</b>	<b>881</b>	<b>752</b>	<b>+17,3%</b>
Frais de fonctionnement	(278)	(266)	+4,5%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>604</b>	<b>486</b>	<b>+24,3%</b>
Gains/pertes s/autres actifs & MEE	7	19	-63,3%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>611</b>	<b>505</b>	<b>+20,9%</b>
Impôt sur les sociétés	(194)	(150)	+29,3%
<b>Résultat net</b>	<b>417</b>	<b>355</b>	<b>+17,4%</b>

Le chiffre d'affaires assurance atteint près de 5,2 milliards d'euros et enregistre une baisse de 8,6%.

A l'instar du marché, la collecte brute en assurances vie et capitalisation recule de 16,9% et s'établit à 2,9 milliards d'euros. Cette baisse s'inscrit dans le contexte de taux d'intérêt toujours très bas qui contraint les compagnies d'assurance à freiner la collecte sur les fonds en euros et à promouvoir davantage les unités de comptes (UC). Pour le GACM, la part des UC dans la collecte brute atteint ainsi 25,7% au premier semestre 2017 contre 11,4% en juin 2016.

La progression des primes en assurance de biens surperforme le marché, atteignant +4,5% (+2,5% pour le marché à fin mai 2017). Elle est dynamisée par une production record en automobile et multirisque habitation ainsi que par le développement soutenu de la multirisque professionnelle.

Les primes en assurances de personnes progressent de 4,4%, portées par un volume de ventes record en prévoyance, axe fort de développement en 2017. À cet effet, le produit « assurance des accidents de la vie » a été revu. Le réseau bénéficie également d'un nouvel outil d'aide à la vente qui permet d'analyser les besoins des assurés pour proposer les offres adéquates. Des actions promotionnelles complètent l'accompagnement des chargés de clientèle vers ce segment d'activité.

Les réseaux ont perçu 644 millions d'euros de commissions, en progression de 5,3%.

Le premier semestre 2017 se conclut pour le GACM par un résultat net<sup>2</sup> de 417 millions d'euros contre 355 millions un an plus tôt.

Contrairement au premier semestre 2016 touché par la baisse des taux techniques et par les intempéries de mai et juin, le résultat du premier semestre 2017 reflète la bonne performance commerciale du groupe, la stabilité des taux d'intérêt et l'absence d'évènements de grande ampleur.

<sup>2</sup> Contribution au résultat consolidé du groupe Crédit Mutuel-CM11

▪ **Banque de financement et activités de marché**

Au 30 juin 2017, le produit net bancaire du groupe provenait à hauteur de 6 % des activités de financement et de marché. Le tableau ci-dessous présente les éléments constitutifs du résultat des activités de financement et de marché au 30 juin 2017 et 2016.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016 retraité *</b>	évolution
<b>Produit net bancaire</b>	<b>463</b>	<b>359</b>	<b>+29,0%</b>
Frais de fonctionnement	(172)	(157)	+9,3%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>291</b>	<b>201</b>	<b>+44,3%</b>
Coût du risque	27	(0)	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>318</b>	<b>202</b>	<b>+57,7%</b>
Impôt sur les sociétés	(105)	(68)	+53,7%
<b>Résultat net</b>	<b>213</b>	<b>134</b>	<b>+59,7%</b>

\* voir précision méthodologique

Banque de financement

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>	évolution
<b>Produit net bancaire</b>	<b>188</b>	<b>171</b>	<b>+10,1%</b>
Frais de fonctionnement	(61)	(57)	+6,1%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>127</b>	<b>114</b>	<b>+12,1%</b>
Coût du risque	22	(3)	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>149</b>	<b>110</b>	<b>+34,9%</b>
Impôt sur les sociétés	(46)	(36)	+28,4%
<b>Résultat net</b>	<b>103</b>	<b>75</b>	<b>+38,0%</b>

Le produit net bancaire de la banque de financement ressort à 188 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 171 millions d'euros au 30 juin 2016, l'activité ayant été bonne dans tous les compartiments (grands comptes, financements spécialisés, succursales).

Malgré la hausse des frais généraux à 61 millions d'euros, le résultat brut d'exploitation progresse de 12,1% à 127 millions.

Le coût du risque s'inscrit en reprise nette de 22 millions (+12 sur les provisions individuelles et +10 sur les provisions collectives) contre -3 millions d'euros au 30 juin 2016.

La charge fiscale augmente en lien avec la hausse du résultat avant impôt et le résultat net de la banque de financement s'inscrit en hausse de 38% à 103 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 75 millions au 30 juin 2016.

### Activités de marché

(en millions d'euros)	30/06/2017	30/06/2016 retraité*	évolution
<b>Produit net bancaire</b>	<b>275</b>	<b>188</b>	<b>+46,2%</b>
Frais de fonctionnement	(111)	(100)	+11,2%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>163</b>	<b>88</b>	<b>+86,1%</b>
Coût du risque	6	4	+60,4%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>169</b>	<b>91</b>	<b>+85,1%</b>
Impôt sur les sociétés	(59)	(33)	+81,4%
<b>Résultat net</b>	<b>110</b>	<b>59</b>	<b>+87,2%</b>

\* voir précision méthodologique

Le produit net bancaire des activités de marché totalise 275 millions d'euros au premier semestre 2017, contre 188 millions à fin juin 2016 profitant de la bonne tenue des marchés financiers depuis le début de l'année.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 163 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 88 millions d'euros au 30 juin 2016.

Le coût du risque affiche une reprise de provision de 6 millions d'euros contre une reprise de 4 millions au 30 juin 2016.

Ainsi, le résultat avant impôt des activités de marché s'élève à 169 millions d'euros contre 91 millions au 30 juin 2016.

Après impôt, le résultat net ressort à 110 millions d'euros contre 59 millions au 30 juin 2016, soit une amélioration de 51 millions d'euros.

#### ▪ **Banque privée**

Au 30 juin 2017, le produit net bancaire du groupe provenait à hauteur de 3,5 % du métier de la banque privée. Le tableau ci-dessous présente les éléments constitutifs du résultat de la banque privée :

(en millions d'euros)	30/06/2017	30/06/2016	évolution à méthode. constante
<b>Produit net bancaire</b>	<b>262</b>	<b>270</b>	<b>+2,5%</b>
Frais de fonctionnement	(171)	(178)	+5,3%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>92</b>	<b>93</b>	<b>-2,4%</b>
Coût du risque	0	(1)	ns
Gains/pertes s/autres actifs & MEE	0	10	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>92</b>	<b>102</b>	<b>-10,9%</b>
Impôt sur les sociétés	(21)	(16)	+25,2%
Gains & pertes nets d'IS sur act. abandonnées	5	(20)	ns
<b>Résultat net</b>	<b>76</b>	<b>66</b>	<b>+15,5%</b>

Le PNB à 262 millions d'euros apparait est en hausse de 2,5% grâce à la hausse des commissions.

Le tableau ci-dessous fournit des indicateurs du niveau d'activité du métier de la banque privée au 30 juin 2017.

<i>(en milliards d'euros)</i>	<b>30 juin 2017</b>	<b>évolution sur 12 mois</b>
Dépôts	20,5	+1,4%
Crédits	13,5	+8,3%
Epargne gérée	93,9	+11,7%

Ces encours incluent les encours au 30 juin 2017 de l'activité banque privée des succursales de Singapour et de Hong-Kong pour 2,4 milliards d'euros de crédits, 0,8 milliard de dépôts et 2,8 milliards d'épargne hors bilan.

Les frais généraux s'élèvent à 171 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 178 millions au premier semestre 2016.

La contribution au résultat net du groupe ressort à 76 millions d'euros à fin juin 2017 contre 66 millions au premier semestre 2016.

Ces résultats n'incluent pas ceux des agences CIC Banque Privée qui sont intégrées dans les banques du CIC pour servir principalement la clientèle des dirigeants d'entreprises. Le résultat avant impôt des agences CIC Banque Privée est de 48 millions en progrès de 9,8% par rapport à juin 2016.

#### ▪ **Capital-développement**

Au 30 juin 2017, le produit net bancaire du groupe provenait à hauteur de 2 % du métier de capital-développement. Le tableau ci-dessous présente les éléments constitutifs du résultat de ce métier :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>	<b>évolution</b>
<b>Produit net bancaire</b>	<b>169</b>	<b>122</b>	<b>+38,8%</b>
Frais de fonctionnement	(25)	(22)	+12,4%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>144</b>	<b>100</b>	<b>+44,7%</b>
Impôt sur les sociétés	2	(1)	ns
<b>Résultat net</b>	<b>146</b>	<b>99</b>	<b>+47,4%</b>

Le tableau ci-dessous présente la répartition des investissements et des capitaux gérés par ce secteur.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2017</b>
Montant total des investissements effectués par le groupe au cours du semestre	372
Cumul des capitaux investis par le groupe *	2 154
Valeur du portefeuille du groupe, hors capitaux gérés pour compte de tiers	2 393
Capitaux gérés pour compte de tiers	201

\* Dont 85 % investis dans des sociétés non cotées, le solde correspondant à des fonds et à des sociétés cotées.

Le montant des investissements réalisés au premier semestre 2017 est de 372 millions d'euros contre 44 millions sur la même période de 2016, traduisant le niveau soutenu d'activité. Le montant total investi à fin juin 2017 s'élève à 2,1 milliards d'euros, dont 85% dans des entreprises non cotées. Le solde se partage entre des entreprises cotées et des fonds. La valeur du portefeuille s'élève à 2,4 milliards d'euros.

La qualité des investissements réalisés se traduit par un PNB de 169 millions d'euros en hausse de près de 39% sur un an et la contribution aux résultats du groupe s'élève à 144 millions d'euros à fin juin 2017 contre 99 millions à fin juin 2016.

▪ **Logistique et holding**

(en millions d'euros)	30/06/2017	30/06/2016 retraité *	évolution
<b>Produit net bancaire</b>	<b>720</b>	<b>824</b>	<b>-12,6%</b>
Frais de fonctionnement	(783)	(825)	-5,0%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(63)</b>	<b>(1)</b>	<b>ns</b>
Coût du risque	(2)	(1)	ns
Gains/pertes s/autres actifs & MEE	(297)	(265)	+12,3%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(363)</b>	<b>(267)</b>	<b>+36,1%</b>
Impôt sur les sociétés	40	36	+11,0%
Gains & pertes nets d'IS sur act. abandonnées	0	66	ns
<b>Résultat net</b>	<b>(323)</b>	<b>(165)</b>	<b>ns</b>

\* voir précision méthodologique

Les activités logistique et holding enregistrent un produit net bancaire de 720 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 824 millions au 30 juin 2016. Ces chiffres s'expliquent comme suit :

- Les activités « informatique et logistique » du groupe affichent un produit net bancaire de 787 millions d'euros au 30 juin 2017 (+11,7%). Cette variation découle principalement de l'amélioration des marges commerciales enregistrées au niveau d'Euro Information et de ses filiales
- Les activités « holding » du groupe enregistrent un PNB négatif de 67 millions d'euros au 30 juin 2017 contre un produit net bancaire positif de 120 millions d'euros au 30 juin 2016. Cette évolution s'explique principalement par la plus-value Visa exceptionnelle enregistrée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2016.

Les frais généraux s'élèvent à 783 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 825 millions au 30 juin 2016, le premier semestre 2017 n'ayant pas été significativement pénalisé par l'enregistrement de dépréciations des fonds de commerce du secteur de la presse, contrairement au premier semestre 2016.

Après comptabilisation de la moins-value (232 millions d'euros) sur les titres Banco Popular dont la valeur de marché est désormais nulle à la suite de la résolution de cet établissement le 7 juin 2017, le résultat net des activités logistique et holding est de -323 millions d'euros.



## Précisions méthodologiques

1/ **Résultats au 30 juin 2016 retraités** : l'information sectorielle a été légèrement modifiée à compter de début 2017 : les activités dépositaire (banque de détail) et trésorerie centrale (activité de marché) ont été rassemblées et affectées au métier « holding ». Des résultats retraités sont donc présentés pour ces trois métiers (banque de détail, activités de marché, holding) au 30 juin 2016.

### Banque de détail

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	a	b	(a-b)
		30/06/2016 publié	30/06/2016 dépositaire	30/06/2016 retraité*
<b>Produit net bancaire</b>	<b>5 026</b>	<b>4 780</b>	(0,3)	<b>4 781</b>
Frais de fonctionnement	(3 303)	(3 189)	(2,2)	(3 187)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 723</b>	<b>1 591</b>	(2,4)	<b>1 594</b>
Coût du risque	(423)	(357)		(357)
Gains/pertes s/autres actifs & MEE	19	(52)		(52)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 319</b>	<b>1 182</b>	(2,4)	<b>1 184</b>
Impôt sur les sociétés	(532)	(447)	0,3	(447)
<b>Résultat net</b>	<b>787</b>	<b>735</b>	(2,1)	<b>737</b>

\* Réaffectation en 2017 de l'activité dépositaire, auparavant classée en banque de détail, en holding

### Banque de financement et activités de marché

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	a	b	(a-b)
		30/06/2016 publié	30/06/2016 trésorerie	30/06/2016 retraité*
<b>Produit net bancaire</b>	<b>463</b>	<b>388</b>	29,3	<b>359</b>
Frais de fonctionnement	(172)	(173)	(15,6)	(157)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>291</b>	<b>215</b>	13,7	<b>201</b>
Coût du risque	27	0		0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>318</b>	<b>215</b>	13,7	<b>202</b>
Impôt sur les sociétés	(105)	(74)	(6,3)	(68)
<b>Résultat net</b>	<b>213</b>	<b>141</b>	7,3	<b>134</b>

\* Réaffectation en 2017 de l'activité trésorerie centrale, auparavant classée en activités de marché, en holding

### Banque privée

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	a	b	(a-b)
		30/06/2016 publié	30/06/2016 BP Singapour et Hong-Kong	30/06/2016 retraité*
<b>Produit net bancaire</b>	<b>262</b>	<b>270</b>	14,4	<b>256</b>
Frais de fonctionnement	(171)	(178)	(15,6)	162
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>92</b>	<b>93</b>	(1,3)	<b>94</b>
Coût du risque	0	(1)		(1)
Gains/pertes s/autres actifs & MEE	0	10		10
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>92</b>	<b>102</b>	(1,3)	<b>103</b>
Impôt sur les sociétés	(21)	(16)		(16)
Gains & pertes nettes d'impôts sur activités abandonnées	5	(20)	(1,3)	(21)
<b>Résultat net</b>	<b>76</b>	<b>66</b>	0,0	<b>66</b>

\* Retraitement des SIG de l'activité Banque Privée de Singapour et de Hong-Kong en 06/2016, dont la contribution nette en 06/2017 est classée sur la seule ligne : "Gains & pertes nettes d'ipôts sur activités abandonnées"

Logistique et holding

(en millions d'euros)	30/06/2017	a	b	c	(a + b + c)
		30/06/2016 publié	30/06/2016 dépositaire	30/06/2016 trésorerie	30/06/2016 retraité *
<b>Produit net bancaire</b>	<b>720</b>	<b>795</b>	(0,3)	29,3	<b>824</b>
Frais de fonctionnement	(783)	(807)	(2,2)	(15,6)	(825)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(63)</b>	<b>(12)</b>	(2,4)	13,7	<b>(1)</b>
Coût du risque	(2)	(1)			(1)
Gains/pertes s/autres actifs & MEE	(297)	(265)			(265)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(363)</b>	<b>(278)</b>	(2,4)	13,7	<b>(267)</b>
Impôt sur les sociétés	40	42	0,3	(6,3)	36
Gains & pertes nettes d'impôts sur activités abandonnées	0	66			66
<b>Résultat net</b>	<b>(323)</b>	<b>(170)</b>	(2,1)	7,3	<b>(165)</b>

\* Réaffectation en 2017 en Holding de l'activité dépositaire, auparavant classée en banque de détail

\* Réaffectation en 2017 en Holding de trésorerie centrale, auparavant classée en activités de marché

2/ Les **variations à périmètre constant** du compte de résultat sont calculées après neutralisation :

- en 2017, des entrées de périmètre entre le 1<sup>er</sup> juillet 2016 et le 30 juin 2017 à savoir les entités d'affacturage et de leasing acquises le 20 juillet 2016 auprès de General Electric en France et en Allemagne (secteur banque de détail).
- En 2016, de la contribution des activités de banque privée du CIC à Hong-Kong et Singapour suite au changement de méthode de classement comptable au 30 juin 2017 de celles-ci ; en effet, depuis l'annonce de la cession de ces activités par le CIC à Indosuez Wealth Management, leur contribution est classée dans le compte de résultat sur la ligne « gains/pertes nets d'IS des activités abandonnées ».

Pour les encours de dépôts et crédits clientèle, les variations sont calculées à méthode constante, c'est-à-dire après réintégration, en 2017, de la contribution des activités de banque privée du CIC à Hong-Kong et Singapour suite au changement de méthode de classement comptable au 30 juin 2017 de celles-ci ; en effet, depuis l'annonce de la cession de ces activités par le CIC à Indosuez Wealth Management, leur contribution est classé dans les états financiers sur une ligne « actifs / passifs destinés à être cédés ».

Ces éléments sont détaillés ci-après sur les différents soldes intermédiaires de gestion :

	30 juin 2017 (millions €)			30 juin 2016 (millions €)			variations 2017 / 2016	
	publié	var. de pér. à neutraliser	à pér. constant	publié	var. de méth. à neutraliser	à méth. constante	brutes	à pér. et méth. constants
<b>Produit net bancaire</b>	<b>7 150</b>	<b>159</b>	<b>6 990</b>	<b>6 760</b>	<b>14</b>	<b>6 745</b>	<b>+5,8%</b>	<b>+3,6%</b>
Frais de fonctionnement	(4 360)	(112)	(4 248)	(4 288)	(16)	-4 272	+1,7%	-0,6%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 790</b>	<b>47</b>	<b>2 742</b>	<b>2 472</b>	<b>(1)</b>	<b>2 473</b>	<b>+12,8%</b>	<b>+10,9%</b>
Coût du risque	(398)	(6)	(392)	(359)	0	-359	+10,9%	+9,2%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 392</b>	<b>42</b>	<b>2 350</b>	<b>2 113</b>	<b>(1)</b>	<b>2 115</b>	<b>+13,2%</b>	<b>+11,1%</b>
Gains/pertes s/autres actifs & MEE	(271)	0	(271)	(288)	0	-288	-5,8%	-5,8%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 121</b>	<b>42</b>	<b>2 079</b>	<b>1 826</b>	<b>(1)</b>	<b>1 827</b>	<b>+16,2%</b>	<b>+13,8%</b>
Impôt sur les sociétés	(810)	(10)	(800)	(646)	0	-646	+25,3%	+23,7%
Gains/pertes nets d'IS sur act. aband.	5	0	5	46	0	46	-90,0%	ns
<b>Résultat net</b>	<b>1 316</b>	<b>31</b>	<b>1 284</b>	<b>1 226</b>	<b>(1)</b>	<b>1 227</b>	<b>+7,3%</b>	<b>+4,7%</b>
Intérêts minoritaires	153	1	152	129	0	129	+18,6%	+17,6%
<b>Résultat net - part du groupe</b>	<b>1 163</b>	<b>30</b>	<b>1 133</b>	<b>1 097</b>	<b>(1)</b>	<b>1 098</b>	<b>+6,0%</b>	<b>+3,2%</b>

Et sur les encours clientèle :

	encours au 30 juin 2017 (millions €)				30 juin 2016 (millions €)	variations juin 2017 / juin 2016	
	publié (1)	banque privée Singapour (2)	filiales "ex-General Electric" (3)	encours retraités (4) = (1) + (2) - (3)	publié (5)	brutes (1) / (5)	à pér. constant (4) / (5)
<b>Crédits à la clientèle</b>	<b>335 615</b>	<b>2 363</b>	<b>10 101</b>	<b>327 877</b>	<b>315 882</b>	<b>+6,2%</b>	<b>+3,8%</b>
<b>Épargne totale</b>	<b>627 178</b>	<b>3 589</b>	<b>3 080</b>	<b>627 687</b>	<b>590 433</b>	<b>+6,2%</b>	<b>+6,3%</b>
dont dépôts de la clientèle	283 400	771	3 080	281 091	265 012	+6,9%	+6,1%
dont épargne assurance	80 648	0	0	80 648	77 945	+3,5%	+3,5%
dont épargne financière bancaire	263 130	2 818	0	265 948	247 476	+6,3%	+7,5%

**Indicateurs alternatifs de performance (IAP)** – article 223-1 du règlement général de l'AMF / orientations de l'ESMA (ESMA/20151415)

Libellé	Définition / mode de calcul	Pour les ratios, justification de l'utilisation
coefficient d'exploitation	ratio calculé à partir de postes du compte de résultat consolidé : rapport entre les frais généraux (sommes des postes "charges générales d'exploitation" et "dotations/reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles" du compte de résultat consolidé) et le "produit net bancaire IFRS"	mesure de l'efficacité d'exploitation de la banque
coût du risque clientèle global rapporté aux encours de crédits (exprimé en % ou en points de base)	coût du risque clientèle de la note 31 de l'annexe des comptes consolidés rapporté aux encours de crédits bruts de fin de période (prêts et créances sur la clientèle hors dépréciations individuelles et collectives)	permet d'apprécier le niveau de risque en pourcentage des engagements de crédit bilanciaux
coût du risque global	poste "coût du risque" du compte de résultat consolidé publiable ; par différence avec le coût du risque sur base individuelle (définition dans ce tableau)	mesure le niveau de risque
coût du risque sur base individuelle	coût du risque global hors provisions collectives (voir définition dans ce tableau)	mesure le niveau de risque calculé sur base individuelle
crédits à la clientèle	poste "prêts et créances sur la clientèle" de l'actif du bilan consolidé	mesure de l'activité clientèle en matière de crédits
dépôts de la clientèle ; dépôts comptables	poste "dettes envers la clientèle" du passif du bilan consolidé	mesure de l'activité clientèle en matière de ressources bilanciales
épargne assurance	encours d'assurance vie détenus par nos clients - données de gestion (compagnie d'assurance)	mesure de l'activité clientèle en matière d'assurance vie
épargne financière bancaire	encours d'épargne hors bilan détenus par nos clients ou conservés (comptes titres, OPCVM ...) - données de gestion (entités du groupe)	mesure représentative de l'activité en matière de ressources hors-bilan (hors assurance vie)
épargne totale	somme des dépôts comptable, de l'épargne assurance et de l'épargne financière bancaire	mesure de l'activité clientèle en matière d'épargne
frais de fonctionnement ; frais généraux ; frais de gestion	somme des lignes « charges générales d'exploitation » et « dotations/reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles »	mesure le niveau des frais de fonctionnement
marge d'intérêt ; revenu net d'intérêt ; produit net d'intérêt	calculé à partir de postes du compte de résultat consolidé : différence entre les intérêts reçus et les intérêts versés : - intérêts reçus = poste "intérêts et produits assimilés" du compte de résultat consolidé publiable - intérêts versés = poste "intérêts et charges assimilés" du compte de résultat consolidé publiable	mesure représentative de la rentabilité
production de crédits	montants des nouveaux crédits débloqués à la clientèle - source données de gestion, somme des données individuelles des entités du secteur "banque de détail - réseau bancaire" + COFIDIS	mesure de l'activité clientèle en matière de nouveaux crédits

provisions collectives	application de la norme IAS 39 qui prévoit un examen collectif des prêts, en complément de l'examen individuel, et la constitution le cas échéant d'une provision collective correspondante (IAS 39 §58 à 65 et guide d'application §AG84 à 92)	mesure le niveau des provisions collectives
ratio crédits / dépôts ; coefficient d'engagement	ratio calculé à partir de postes du bilan consolidé : rapport exprimé en pourcentage entre le total des crédits à la clientèle (poste "prêts et créances sur la clientèle" de l'actif du bilan consolidé) et des dépôts de la clientèle (poste "dettes envers la clientèle" du passif du bilan consolidé)	mesure de la dépendance aux refinancements externes
ratio de couverture globale des créances douteuses	déterminé en rapportant les provisions constatées au titre du risque de crédit (y compris provisions collectives) aux encours bruts identifiés comme en défaut au sens de la réglementation ; calcul à partir de l'annexe 8a des comptes consolidés : "dépréciations individuelles" + "dépréciations collectives" / "créances dépréciées sur base individuelle"	ce taux de couverture mesure le risque résiduel maximal associé aux encours en défaut ("douteux")

### IAP, réconciliation avec les comptes :

		30/06/2017	30/06/2016
Coefficient d'exploitation			
Frais généraux	note 29	(4 360)	(4 288)
Produit net bancaire	compte de résultat	7 150	6 760
<b>Coefficient d'exploitation</b>		<b>61,0%</b>	<b>63,4%</b>

		30/06/2017	30/06/2016
coût du risque clientèle global rapporté aux encours de crédits			
Coût du risque clientèle	note 30	(393)	(367)
Créances brutes + location financement	note 8a	346 360	324 268
<b>Coût du risque clientèle global rapporté aux encours de crédits</b>		<b>0,23%</b>	<b>0,23%</b>

		30/06/2017	30/06/2016
Marge d'intérêt			
Intérêts et produits assimilés	compte de résultat	7 295	7 741
Intérêts et charges assimilées		(4 410)	(4 839)
<b>Marge d'intérêt</b>		<b>2 885</b>	<b>2 902</b>

		30/06/2017	30/06/2016
Coefficient d'engagement			
Prêts et créances sur la clientèle	actif	335 615	315 882
Dettes envers la clientèle	passif	283 400	265 012
<b>Coefficient d'engagement</b>		<b>118,4%</b>	<b>119,2%</b>

		30/06/2017	30/06/2016
Couverture globale des créances douteuses			
Dépréciations individuelles et collectives	note 8a	8 382	8 386
Créances dépréciées sur base individuelle	note 8a	13 207	13 068
<b>Couverture globale des créances douteuses</b>		<b>63,5%</b>	<b>64,2%</b>

## **Résultats du groupe BFCM**

Les résultats du groupe BFCM au titre du premier semestre 2017 ont été portés par les mêmes facteurs qui ont influé sur les résultats du groupe Crédit Mutuel-CM11. Le tableau ci-dessous présente les chiffres clés du groupe BFCM pour le premier semestre 2017 et le premier semestre 2016.

(en millions d'euros)	30/06/2017	30/06/2016	évolution *
<b>Produit net bancaire</b>	<b>5 359</b>	<b>5 005</b>	<b>+4,2%</b>
Frais de fonctionnement	(3 067)	(3 016)	-1,5%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 292</b>	<b>1 989</b>	<b>+12,8%</b>
Coût du risque	(344)	(315)	+7,2%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 948</b>	<b>1 674</b>	<b>+13,8%</b>
Gains/pertes s/autres actifs & MEE	(258)	(280)	-8,0%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 690</b>	<b>1 394</b>	<b>+18,2%</b>
Impôt sur les sociétés	(687)	(499)	+35,5%
Gains & pertes nets d'IS sur act. abandonnées	5	46	ns
<b>Résultat net</b>	<b>1 009</b>	<b>941</b>	<b>+3,9%</b>
Intérêts minoritaires	192	166	+15,2%
<b>Résultat net - part du groupe</b>	<b>816</b>	<b>775</b>	<b>+1,4%</b>

\* à périmètre constant

### *Produit net bancaire*

Le produit net bancaire du groupe BFCM ressort à 5 359 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 5 005 millions d'euros au 30 juin 2016, soit une hausse de 4,2%. Les principaux éléments expliquant cette évolution du PNB du groupe BFCM entre le premier semestre 2016 et le premier semestre 2017 sont détaillés ci-dessous et résultent de facteurs identiques à ceux qui ont touché le groupe Crédit Mutuel-CM11 :

- la hausse du PNB de la banque de détail due à la fois aux commissions perçues par les réseaux bancaires et à l'évolution positive du PNB de la BECM, de Targobank Allemagne et des filiales spécialisées comme COFIDIS ;
- l'activité toujours soutenue et les bons résultats techniques du secteur assurance dont le PNB contributif augmente de 18,7% ;
- la bonne tenue des activités de marché dont le PNB, à 275 millions d'euros, en hausse significative de 87 millions ;
- la hausse de près de 39% des revenus du secteur capital développement témoignant de la vitalité des entreprises accompagnées par CM-CIC Investissement.

La banque de détail représente l'activité la plus importante du groupe BFCM, suivie par l'assurance et les activités de financement et de marché. Le tableau ci-dessous montre la répartition du produit net bancaire par activité. L'analyse des résultats sectoriels du groupe Crédit Mutuel-CM11 est reprise à partir de la page 13 du présent document.

Répartition du PNB du groupe BFCM par activité

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016 retraité *</b>	évolution **
Banque de détail	3 530	3 284	+2,6%
Assurance	852	717	+18,7%
Banque de financement et de marché	463	359	+29,0%
Banque privée	262	270	+2,5%
Capital développement	169	122	+38,8%
Informatique, logistique & holding	117	291	-59,8%
<i>Interactivités</i>	(34)	(38)	-11,9%
<b>TOTAL</b>	<b>5 359</b>	<b>5 005</b>	<b>+4,2%</b>

\* voir précision méthodologique \*\* à périmètre constant

Le produit net bancaire du groupe BFCM au 30 juin 2017 ressort en hausse de 4,2 % par rapport au 30 juin 2016.

La banque de détail contribue à hauteur de 66% au PNB du groupe BFCM et progresse de 2,6% à 3 530 millions d'euros grâce à la hausse de la marge d'intérêt (+1,3%) et des commissions (+5,8%) du réseau bancaire.

Le produit net d'assurance (852 millions d'euros) évolue favorablement de 18,7% ; contrairement au premier semestre 2016 impacté par la baisse des taux techniques et par les intempéries de mai et juin, le résultat du premier semestre 2017 reflète la bonne performance commerciale du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel, la stabilité des taux d'intérêt et l'absence d'évènements de grande ampleur.

Les PNB des métiers financements et marchés, banque privée et capital-développement figurent de manière identique dans le périmètre de consolidation des groupes Crédit Mutuel-CM11 et BFCM, de sorte que les commentaires en infra restent pertinents dans cette partie.

La baisse du PNB du métier logistique et holding reflète l'effet de base constituée par la comptabilisation de la plus-value Visa au 1<sup>er</sup> semestre 2016.

La France représente près de 72 % du produit net bancaire du groupe BFCM (hors activités logistique et holding) au 30 juin 2017 en augmentation de 1,5 point par rapport au 30 juin 2016. Le tableau ci-dessous indique la répartition du produit net bancaire du groupe BFCM par zone géographique au 30 juin 2017 et 2016.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>	<b>30/06/2016</b>
France	3 877	3 665
Europe hors France	1 381	1 216
Autres pays	102	124
<b>TOTAL</b>	<b>5 359</b>	<b>5 005</b>

### *Résultat brut d'exploitation*

Le résultat brut d'exploitation du groupe BFCM s'élève à 2 292 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 1 989 millions au 30 juin 2016, en hausse significative de 12,8%. Les frais généraux s'élèvent à 3 067 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 3 016 millions au 30 juin 2016, soit une baisse de 1,5%. Le coefficient d'exploitation du groupe BFCM évolue favorablement de 60,3% au 30 juin 2016 à 57,2% au 30 juin 2017.

Le résultat brut d'exploitation de la banque de détail ressort à 1 347 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 1 199 millions au 30 juin 2016, en progression de 8,2%. Le coefficient d'exploitation de la banque de détail s'améliore de 1,7 point à 61,8% au 30 juin 2017 contre 63,5% au 30 juin 2016, évolution qui reflète les mêmes évolutions que celles analysées précédemment pour les activités de banque de détail du groupe Crédit Mutuel-CM11.

### *Coût du risque*

Le coût du risque du groupe BFCM s'élève à 344 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 315 millions d'euros au 30 juin 2016, en hausse de 7,2%. Les raisons de cette hausse sont en grande partie les mêmes que celles exposées pour le groupe Crédit Mutuel-CM11.

### *Résultat d'exploitation*

Le résultat d'exploitation du groupe BFCM s'élève à 1 948 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 1 674 millions d'euros au 30 juin 2016, en progression de 13,8%. L'amélioration du produit net bancaire et la baisse des frais généraux, malgré la hausse du coût du risque, expliquent cette évolution favorable.

### *Autres éléments du compte de résultat*

*Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence.* La quote-part du groupe dans le résultat net des entreprises mises en équivalence représente une charge de 241,8 millions d'euros au 30 juin 2017. Ce poste intègre la quote-part de la perte du premier trimestre de Banco Popular (13,5 millions), une dépréciation de la valeur de mise en équivalence de BMCE (50 millions) ainsi que le résultat net (53,5 millions d'euros) des autres sociétés mises en équivalence (BMCE, Banque de Tunisie ...). Il enregistre également la moins-value de cession de 232 millions d'euros sur les titres Banco Popular dont la valeur de marché est désormais nulle suite à la résolution de cet établissement le 7 juin 2017. Celle-ci résulte de la mise à zéro de la valeur de mise en équivalence au 30 juin 2017 (405,6 millions) et de la reprise de la dépréciation (174 millions).

Par ailleurs, une provision pour risque constituée, dès 2016, pour 90 millions d'euros, est reprise dans le PNB du 1<sup>er</sup> semestre 2017.

*Gains ou pertes sur autres actifs :* Ce poste comptabilise un produit net non significatif de 0,9 millions d'euros.

*Variations de valeur des écarts d'acquisition.* La variation négative de 15 millions d'euros affichée au 30 juin 2017 résulte de la dépréciation d'une partie des écarts d'acquisition de CIC Iberbanco.

*Impôt sur les sociétés.* La charge nette d'impôt sur les sociétés du groupe s'élève à 687 millions d'euros au 30 juin 2017 en hausse en lien avec la progression du résultat avant impôts.

*Gains et pertes nets d'impôts sur actifs abandonnés.* Conformément à la norme IFRS 5, ce poste correspond au résultat net d'impôt (5 millions d'euros au 30 juin 2017) sur les activités cédées à savoir les activités de banque privée du CIC à Singapour et Hong-Kong.

### *Résultat net*

Le résultat net part du groupe du groupe BFCM ressort à 816 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 775 millions au premier semestre 2016.

### *Opérations avec les entités du groupe Crédit Mutuel-CM11*

Au 30 juin 2017, les encours de crédits accordés aux entités du groupe Crédit Mutuel-CM11 ne faisant pas partie du groupe BFCM s'établissent à 30 milliards d'euros (39,8 milliards d'euros au 30 juin 2016).

Le résultat brut d'exploitation du groupe BFCM est issu, à hauteur de 257 millions d'euros, d'opérations réalisées avec des entités du groupe Crédit Mutuel-CM11 ne faisant pas partie du groupe BFCM (principalement les Caisses Locales et la CF de CM). Au 30 juin 2016, les opérations réalisées avec des entités du groupe Crédit Mutuel-CM11 ont généré un résultat brut d'exploitation de 301 millions d'euros.

Les revenus nets d'intérêts issus de ces opérations totalisent 305 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 369 millions au 30 juin 2016.).

Les commissions nettes versées s'élèvent à 23 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 16 millions au 30 juin 2016.

Le solde net des produits et charges des autres activités enregistré par ces entités ressortent à -2 millions d'euros au 30 juin 2017 contre -29 millions au 30 juin 2016.



### 1.3 Situation financière du groupe Crédit Mutuel-CM11 au 30 juin 2017

Les analyses qui suivent portent sur la situation financière du groupe Crédit Mutuel-CM11 au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016.

Le total du bilan du groupe Crédit Mutuel-CM11 s'est accru de 2,4% au 30 juin 2017 par rapport au 31 décembre 2016.

#### *Actifs*

Les actifs consolidés du groupe s'établissent à 624,2 milliards d'euros au 30 juin 2017 contre 609,8 milliards d'euros au 31 décembre 2016, en hausse de 2,4%. Cette hausse du total des actifs découle de plusieurs éléments : accroissement des prêts et créances sur les établissements de crédit (+3 milliards d'euros, soit 8,1%), des prêts et créances sur la clientèle (+5,7 milliards soit +1,7%), des actifs financiers à la juste valeur par résultat (+3,4 milliards soit +12,4%) et des encours caisse, banques centrales (+2,6 milliards soit +4,3%).

*Actifs financiers à la juste valeur par résultat.* Les actifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent les instruments financiers détenus à des fins de transaction (y compris les instruments dérivés) et certains actifs financiers désignés par le groupe à la juste valeur par résultat à la date de leur acquisition (y compris les titres du métier de capital-développement). Ces actifs sont réévalués à leur juste valeur lors de chaque arrêté.

Le montant total des actifs financiers à la juste valeur par résultat ressort à 31,3 milliards d'euros au 30 juin 2017 contre 27,9 milliards au 31 décembre 2016, soit une hausse de 12,4%. Les actifs financiers à la juste valeur par résultat représentent 5% du total des actifs du groupe au 30 juin 2017.

*Prêts et créances sur les établissements de crédit.* Les prêts et créances sur les établissements de crédit sont constitués des dépôts à vue, des prêts interbancaires et des prises en pension de titres. Les prêts et créances sur les établissements de crédit atteignent 40,7 milliards d'euros au 30 juin 2017 contre 37,7 milliards au 31 décembre 2016, en accroissement de 8,1% qui découle principalement de la hausse des pensions.

*Prêts et créances sur la clientèle.* Les prêts et créances sur la clientèle s'élèvent à 335,6 milliards d'euros au 30 juin 2017 contre 330 milliards au 31 décembre 2016, soit une hausse de 1,7 %. Dans les « actifs non courants destinés à être cédés » figurent 2,4 milliards d'euros de créances clientèle correspondant à l'activité de banque privée du CIC à Hong-Kong et Singapour.

*Actifs financiers disponibles à la vente.* Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les titres à revenu fixe ou variable qui ne peuvent être classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat ni en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance. Ces actifs sont réévalués en fonction de leur valeur de marché ou d'une valeur similaire lors de chaque arrêté et la variation de valeur en résultant est enregistrée directement en capitaux propres.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont stables et totalisent 106,2 milliards d'euros au 30 juin 2017 (107,1 milliards d'euros au 31 décembre 2016).

*Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.* Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance sont des titres assortis de paiements fixes ou déterminables et d'échéances fixes, que le groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés au bilan au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et se répartissent dans deux catégories : les certificats de dépôt négociables et les obligations. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance totalisent 11,4 milliards d'euros au 30 juin 2017 contre 11,7 milliards au 31 décembre 2016, en baisse de 2,4 %.

#### *Passifs (hors capitaux propres)*

Les passifs consolidés du groupe hors capitaux propres s'établissent à 583,6 milliards d'euros au 30 juin 2017 contre 570,2 milliards au 31 décembre 2016. Ces passifs comprennent des dettes subordonnées à hauteur de 7,3 milliards d'euros au 30 juin 2017, encours en hausse de 546 millions par rapport au 31 décembre 2016. L'augmentation des passifs hors capitaux propres au cours du premier

semestre 2016 résulte principalement de : l'augmentation des dettes envers la clientèle (dépôts principalement) de 7,2 milliards d'euros (+2,6 %), la hausse des comptes de régularisation, et la progression des provisions techniques des contrats d'assurance de 1,4 milliard (+1,5%).

*Passifs financiers à la juste valeur par résultat.* Le montant total des passifs financiers à la juste valeur par résultat ressort à 12,2 milliards d'euros 30 juin 2017, en hausse de 2,2 %.

*Dettes envers les établissements de crédit.* Les dettes envers les établissements de crédit s'élèvent à 47,3 milliards d'euros au 30 juin 2016 contre 49,2 milliards d'euros au 31 décembre 2016, soit une baisse de 3,8 %.

*Dettes envers la clientèle.* Les dettes envers la clientèle sont essentiellement constituées des dépôts à vue, des comptes à terme, des comptes d'épargne réglementée et des mises en pension de titres. Les dettes envers la clientèle s'élèvent à 283,4 milliards d'euros au 30 juin 2017 contre 276,2 milliards au 31 décembre 2016 soit +2,6%, la hausse principale de ce poste se situant au niveau des comptes à vue.

*Dettes représentées par un titre.* Les dettes représentées par un titre sont constituées des certificats de dépôt négociables et des émissions obligataires. Les dettes représentées par un titre sont en baisse de 1,4% à 110,9 milliards d'euros au 30 juin 2017. Une présentation des programmes d'émission de titres du groupe figure sous le titre « —Liquidité et refinancement ».

*Provisions techniques des contrats d'assurance.* Les provisions techniques des contrats d'assurance affichent une hausse de 1,5 % à 94,8 milliards d'euros au 30 juin 2017.

### **Capitaux propres consolidés**

Les capitaux propres consolidés part du groupe représentent 37,7 milliards d'euros au 30 juin 2017, contre 36,5 milliards au 31 décembre 2016 et sont en hausse de 3,4%.

Les variations de la juste valeur des titres disponibles à la vente ont un impact positif de 144 millions d'euros sur les capitaux propres consolidés part du groupe au 30 juin 2017.

Les intérêts minoritaires ressortent à 2 893 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 3 113 millions d'euros au 31 décembre 2016.

### **Liquidité et refinancement**

Le groupe Crédit Mutuel-CM11 dispose d'une position solide en matière de liquidité qui résulte d'une politique de refinancement de l'activité de banque de détail du groupe axée sur les dépôts. En outre, la BFCM procède régulièrement à des émissions obligataires placées sur les marchés financiers de moyen long terme, dont au moins 15% hors zone euro depuis 2013.

Au 30 juin 2017, les ressources de marché du groupe ressortent à 130,8 milliards d'euros et se décomposent en 63% d'encours levés à moyen et long terme et 37% de ressources de marché monétaire.

Les ressources issues du marché monétaire se situent à 48,6 milliards d'euros en hausse de 2,9 milliards par rapport à mi-2016 (45,7 milliards) ; ces ressources bénéficient d'une bonne diversification, elles sont levées à l'origine principalement en euro (58%), en USD (12%) et en GBP (27%).

Par rapport aux 13,2 milliards d'euros de tombées de ressources à moyen et long terme sur l'ensemble de l'année 2017, et à l'objectif annuel d'émission de 13 milliards d'euros, un total de 8,84 milliards a d'ores et déjà été levé dans les marchés au 30 Juin.

La majeure partie est réalisée en dette senior BFCM par le programme EMTN à savoir :

- 1 250 millions d'euros à 5 ans en janvier,
- 1 250 millions d'euros à 10 ans en mai,
- 440 millions d'euros au total pour 2 émissions en CHF à 8 ans en février et juin,

- 400 millions d'euros pour une émission en GBP à 3 ans, en juin.

Une émission de dette subordonnée BFCM a eu lieu en mars, pour 500 millions d'euros avec une échéance à 10 ans.

Une émission de 750 millions d'euros de *covered bonds* à 8 ans (Crédit Mutuel-CIC Home Loan SFH) a été effectuée le 9 février.

Les 4,2 milliards d'euros restants se répartissent en placements privés EMTN pour près d'1 milliard, et NEU MTN (ex BMTN) pour 3,2 milliards.

Le dispositif de liquidité du groupe reste confortablement sécurisé puisqu'au 30 juin 2017 un total de 103,1 milliards d'euros d'actifs liquides et éligibles à la BCE couvrent 58,2 milliards de tombées de ressources de marchés dans les 12 prochains mois (177% de couverture).

### ***Exposition à la dette souveraine européenne***

Le tableau ci-dessous présente au 30 juin 2017, l'exposition du groupe aux dettes souveraines les plus fragiles :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30/06/2017</b>
Portugal	97
Irlande	145
<b>Total des expositions sur le Portugal et l'Irlande *</b>	<b>242</b>
Italie	1 188
Espagne	600
<b>Total des expositions sur l'Italie et l'Espagne *</b>	<b>1 788</b>

\* expositions souveraines du portefeuille bancaire

Au 30 juin 2017, l'ensemble des titres représentatifs de la dette publique du Portugal et de l'Irlande qui étaient détenus par le groupe représentait 0,6 % de ses capitaux propres. Des informations complémentaires concernant l'exposition du groupe à la dette souveraine européenne sont fournies dans la note 7b des états financiers du premier semestre 2017 du groupe Crédit Mutuel-CM11.

### ***Ratios d'adéquation des fonds propres***

Au 30 juin 2017, les capitaux propres s'élèvent à 40,6 milliards d'euros (39,6 milliards à fin décembre 2016).

Au 31 mars 2017, le ratio *Common Equity Tier 1* (CET1) sans mesures transitoires du groupe s'est nettement amélioré en passant à 15,7% (15% fin décembre 2016) sous l'effet essentiellement d'une diminution des risques pondérés avec la levée du *floor corporate* et la levée de la LGD plancher sur les grands comptes et les banques. Le ratio global de solvabilité s'établit à 19% en hausse de 100 points de base par rapport à fin 2016.

Au 31 mars 2017, le ratio de levier avec application de l'acte délégué s'élève à 5,4% (sans mesures transitoires) et le ratio de liquidité à court terme (LCR) est de 138% à fin juin 2017.



## 2. Etats financiers consolidés au 30 juin 2017 du groupe Crédit Mutuel-CM11

*Les comptes ne sont pas audités mais font l'objet d'un examen limité*

### Bilan actif - IFRS

En millions d'euros	30.06.2017	31.12.2016	Notes
Caisse, Banques centrales	63 645	61 044	4a
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	31 303	27 862	5a, 5c
Instruments dérivés de couverture	3 279	4 126	6a, 5c, 6c
Actifs financiers disponibles à la vente	106 214	107 089	7a, 5c
Prêts et créances sur les établissements de crédits	40 729	37 694	4a
Prêts et créances sur la clientèle	335 615	329 958	8a
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	498	604	6b
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	11 378	11 657	9
Actifs d'impôts courants	1 548	1 590	12a
Actifs d'impôts différés	1 264	1 293	12b
Comptes de régularisation et actifs divers	14 992	15 120	13a
Actifs non courants destinés à être cédés	2 394	0	3e
Participations dans les entreprises mises en équivalence	1 686	1 973	14
Immeubles de placement	1 880	1 961	15
Immobilisations corporelles	2 976	2 942	16a
Immobilisations incorporelles	679	686	16b
Ecarts d'acquisition	4 118	4 157	17
<b>Total de l'actif</b>	<b>624 201</b>	<b>609 756</b>	

### Bilan passif - IFRS

En millions d'euros	30.06.2017	31.12.2016	Notes
Banques centrales	608	0	4b
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	12 239	11 971	5b, 5c
Instruments dérivés de couverture	4 007	4 913	6a,5c,6c
Dettes envers les établissements de crédit	47 316	49 209	4b
Dettes envers la clientèle	283 400	276 194	8b
Dettes représentées par un titre	110 909	112 458	18
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-824	-1 165	6b
Passifs d'impôts courants	956	764	12a
Passifs d'impôts différés	1 328	1 268	12b
Comptes de régularisation et passifs divers	16 573	11 616	13b
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	2 390	0	3e
Provisions techniques des contrats d'assurance	94 837	93 396	19
Provisions	2 610	2 835	20
Dettes subordonnées	7 256	6 710	21
Capitaux propres	40 595	39 587	
Capitaux propres - Part du Groupe	37 703	36 474	
Capital et réserves liées	6 014	5 941	22a
Réserves consolidées	29 085	26 828	22a
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 440	1 296	22b
Résultat de l'exercice	1 163	2 410	22a
Capitaux propres - Intérêts minoritaires	2 893	3 113	
<b>Total du passif</b>	<b>624 201</b>	<b>609 756</b>	

## COMPTE DE RESULTAT - IFRS

En millions d'euros	30.06.2017	30.06.2016	Notes IFRS
Intérêts et produits assimilés	7 295	7 741	24
Intérêts et charges assimilées	-4 410	-4 839	24
Commissions (produits)	2 427	2 109	25
Commissions (charges)	-622	-523	25
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	539	375	26
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	139	363	27
Produits des autres activités	7 982	7 546	28
Charges des autres activités	-6 200	-6 012	28
<b>Produit net bancaire IFRS</b>	<b>7 150</b>	<b>6 760</b>	
Charges générales d'exploitation	-4 129	-3 962	29a,29b
Dot/Rep sur amortissements et provisions des immos corporelles et incorporelles	-230	-326	29c
<b>Résultat brut d'exploitation IFRS</b>	<b>2 790</b>	<b>2 472</b>	
Coût du risque	-398	-359	30
<b>Résultat d'exploitation IFRS</b>	<b>2 392</b>	<b>2 113</b>	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	-256	-111	14
Gains ou pertes sur autres actifs	0	11	31
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-15	-187	32
<b>Résultat avant impôt IFRS</b>	<b>2 121</b>	<b>1 826</b>	
Impôts sur les bénéfices	-810	-646	33
Gains et pertes nets d'impôts sur actifs abandonnés	5	46	3c
<b>Résultat net</b>	<b>1 316</b>	<b>1 226</b>	
Intérêts Minoritaires	153	129	
<b>Résultat net (part du Groupe)</b>	<b>1 163</b>	<b>1 097</b>	

## Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En millions d'euros	30.06.2017	30.06.2016	Notes IFRS
<b>Résultat net</b>	<b>1 316</b>	<b>1 226</b>	
Ecarts de conversion	-68	-95	
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	107	116	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	24	-2	
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	13	-9	
<b>Total des gains et pertes recyclables comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>78</b>	<b>10</b>	
- Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	61	-91	
<b>Total des gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>61</b>	<b>-91</b>	22c,22d
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>1 454</b>	<b>1 145</b>	
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>1 307</i>	<i>989</i>	
<i>Dont intérêts minoritaires</i>	<i>147</i>	<i>155</i>	

Les rubriques relatives aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sont présentées pour leur montant net d'impôt.

**TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

En millions	Capital	Primes	Réserves (1)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Résultat net - part du groupe	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres consolidés
				Ecart de conversion	Actifs disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture	Ecart actuariels				
Capitaux propres au 31 décembre 2015	5 820	0	24 691	143	1 616	-22	-194	2 254	34 308	2 824	37 132
Affectation du résultat de l'exercice précédent			2 254					-2 254	0		0
Augmentation de capital	73								73		73
Distribution de dividendes			-102						-102		-177
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle									0		0
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	73	0	2 152	0	0	0	0	-2 254	-22	-76	-105
Résultat consolidé de la période								1 097	1 097	129	1 226
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente					80	-3	-86		78	37	115
Variation des écarts actuariels				-99					-86	-5	-91
Variation des taux de conversion									-99		-105
Sous-total	0	0	0	-99	80	-3	-86	1 097	989	155	1 145
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires									0	165	165
Autres variations				0	0	0	0	0	-35	-14	-49
Capitaux propres au 30 juin 2016	5 893	0	26 808	44	1 696	-25	-281	1 097	35 233	3 054	38 287
Affectation du résultat de l'exercice précédent			0					0	0		0
Augmentation de capital	47								47		47
Distribution de dividendes			0						0		0
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle									0		0
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	47	0	0	0	0	0	0	0	47	14	61
Résultat consolidé de la période								1 313	1 313	85	1 398
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente					-164	4	-20		-160	-5	-165
Variation des écarts actuariels				40					-20	-19	-39
Variation des taux de conversion									40	2	42
Sous-total	0	0	0	40	-164	4	-20	1 313	1 173	83	1 256
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires									0	10	10
Autres variations			20			0			20	-49	-29
Capitaux propres au 31 décembre 2016	5 941	0	26 828	84	1 532	-21	-300	2 410	36 474	3 113	39 587
Affectation du résultat de l'exercice précédent			2 410					-2 410	0		0
Augmentation de capital	74								74		74
Distribution de dividendes			-68						-68		-127
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle									-56		-369
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	74	0	2 286	0	0	0	0	-2 410	-50	-371	-422
Résultat consolidé de la période								1 163	1 163	133	1 296
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente					150	25	57		174	-4	170
Variation des écarts actuariels				-87					57	4	61
Variation des taux de conversion									-87	-5	-92
Sous-total	0	0	0	-87	150	25	57	1 163	1 307	147	1 454
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires									0		0
Autres variations			-28						-28	4	-24
Capitaux propres au 30 juin 2017	6 014	0	29 085	-3	1 682	4	-243	1 163	37 703	2 893	40 596

(1) Les réserves sont constituées au 30 juin 2017 par la réserve légale pour 325 M€, les réserves statutaires pour 23977 M€, les réserves pour 4773 M€, et les autres réserves pour 23977 M€.

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE**

En millions d'euros	1er semestre 2017	1er semestre 2016
Résultat net	1 316	1 226
Impôt	810	646
Résultat avant impôts	2 125	1 872
+/- Dotations nettes aux amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	231	344
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	15	186
+/- Dotations nettes aux provisions	-146	83
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	256	111
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	1	-282
+/- /charges des activités de financement	0	0
+/- Autres mouvements	-396	3 097
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	-39	3 539
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-4 543	-644
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	554	-1 593
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	2 116	5 705
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	3 950	-2 141
- Impôts versés	-547	-618
= Diminution/ nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	1 530	710
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE</b>	<b>3 616</b>	<b>6 121</b>
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	50	1 225
+/- Flux liés aux immeubles de placement	3	2
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-180	-170
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-127</b>	<b>1 058</b>
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-53	-104
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-628	127
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>-682</b>	<b>23</b>
<b>EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET ASSIMILEE</b>	<b>-116</b>	<b>-71</b>
Augmentation/ nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 692	7 130
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	3 616	6 121
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-127	1 058
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-682	23
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-116	-71
<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</u>	<u>55 630</u>	<u>38 712</u>
Caisse, banques centrales, CCP	61 044	11 078
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-5 415	27 634
<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</u>	<u>58 321</u>	<u>45 842</u>
Caisse, banques centrales, CCP	63 037	13 811
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-4 716	32 032
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>2 692</b>	<b>7 130</b>



## Notes relatives aux postes des états financiers

Les notes de l'annexe sont présentées en millions d'euros.

### NOTE 1 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2017. Ce référentiel IFRS comprend les normes IAS 1 à 41, les normes IFRS 1 à 8 et IFRS 10 à 13 et leurs interprétations SIC et IFRIC adoptées à cette date. Aucune norme non adoptée par l'Union Européenne n'est appliquée. Les documents de synthèse sont présentés selon la recommandation ANC 2013-04. L'ensemble des normes IAS/IFRS est disponible sur le site de la Commission européenne :

[https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_en#ifrs-financial-statements](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en#ifrs-financial-statements)

Ces états financiers intermédiaires sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet la publication d'états financiers condensés. Ils viennent en complément des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016 présentés dans le document de référence 2016. Les activités du groupe ne sont pas soumises à un caractère saisonnier ou cyclique. Des estimations et des hypothèses ont pu être faites lors de l'évaluation d'éléments du bilan.

#### Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et non encore appliquées :

##### IFRS 9 - instruments financiers

La norme IFRS 9 est appelée à remplacer la norme IAS 39 Instruments financiers « comptabilisation et évaluation ». Elle définit de nouvelles règles en matière de :

- classement et d'évaluation des instruments financiers (Phase 1),
- dépréciation du risque de crédit des actifs financiers (Phase 2), et de
- comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture (Phase 3).

Elle entre en vigueur de manière obligatoire au 1er janvier 2018. Le classement et l'évaluation ainsi que le nouveau modèle de dépréciation d'IFRS 9 sont applicables rétrospectivement en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans obligation de retraiter les exercices présentés en comparatif. Ainsi, le groupe présentera ses comptes 2018 sans comparatif 2017 au format IFRS 9, l'explication du passage des portefeuilles entre les deux référentiels et les impacts sur les capitaux propres seront intégrés dans les annexes.

Le groupe a lancé le chantier en mode projet au deuxième trimestre 2015; il regroupe les différents acteurs (finance, risques, informatique,...), et est structuré autour du comité de pilotage « consolidation nationale » coordonné par la Direction Gestion Finances de la Confédération. Le projet est articulé en groupes de travail, selon les phases et les instruments (Crédits, Titres et dérivés) ; les travaux relatifs aux modèles de dépréciation étant sous la responsabilité de la Direction des risques CNCM. Les développements et adaptations informatiques nécessaires ont démarré en 2016 et se poursuivent en 2017.

Suite au vote de l'ARC intervenu le 29 juin, il est très probable que l'amendement IFRS 4 soit étendu aux bancassureurs. Les pôles d'assurance du Groupe respectant les critères énoncés par le texte, et afin d'éviter toute distorsion de concurrence avec les assureurs traditionnels, le Groupe a décidé de reporter, à 2021, l'application d'IFRS 9 pour ces entités. Elles restent néanmoins totalement impliquées dans le chantier.

Les informations par phase sont présentées ci-après.

### *Phase 1 - Classement et évaluation*

Selon IFRS 9, le classement et l'évaluation des actifs financiers dépendront du modèle de gestion et des caractéristiques contractuelles des instruments, ce qui pourrait conduire à un classement et une évaluation de certains actifs financiers différents d'IAS 39.

Les prêts, créances, ou titres de dettes acquis seront classés :

- au coût amorti, si le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels, et si les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'une rémunération d'intérêts sur le principal (analyse réalisée via le test SPPI (seulement le paiement de principal et d'intérêts),

- en juste valeur par capitaux propres, si le modèle de gestion est de détenir l'instrument afin de collecter les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs en fonction des opportunités, et si les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal. En cas de cession de ces instruments, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres seront constatés en compte de résultat, comme actuellement sous IAS 39 en cas de classement en portefeuille d'actifs disponibles à la vente (AFS),

en juste valeur par résultat, s'ils ne sont pas éligibles aux deux catégories précédentes ou si le Groupe choisit de les classer comme tel, sur option, à des fins de réduction d'incohérence comptable.

Les instruments de capitaux propres acquis (actions notamment) seront classés :

- en juste valeur par résultat, ou

- sur option, en juste valeur par capitaux propres. En cas de cession de ces instruments, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres ne seront pas recyclés en résultat, contrairement à la pratique actuelle en cas de comptabilisation en portefeuille d'actifs disponibles à la vente (AFS). Seuls les dividendes seront comptabilisés en résultat.

A noter que :

- les dérivés incorporés à des actifs financiers ne pourront plus être comptabilisés séparément du contrat hôte,

- les dispositions de la norme IAS 39 relatives à la décomptabilisation des actifs sont reprises dans la norme IFRS 9 sans modification,

- tout comme celles relatives aux passifs financiers, exceptée la comptabilisation des variations de juste valeur, résultant du risque de crédit propre des dettes désignées en juste valeur par résultat sur option. En effet, elles seront à constater en gains ou pertes latents ou différés dans les capitaux propres, et non plus en résultat. Le groupe est marginalement concerné par la problématique du risque de crédit propre.

Les travaux opérationnels menés dans le Groupe depuis le début de l'exercice 2017, ont visé à :

- actualiser la cartographie des instruments, tant sur les taux que sur les différentes clauses contractuelles,

- finaliser les tests SPPI,

- poursuivre le chantier de documentation des différents instruments, aux niveaux national et régional, tant sur les caractéristiques des instruments que sur les modèles de gestion.

A ce stade, seront principalement reclassés en juste valeur par résultat, les parts d'OPCVM et d'OPCI, et certaines obligations convertibles, ou structurées; l'impact des reclassements est modéré.

Le Crédit Mutuel n'a pas souhaité émettre de principes « Groupe » quant :

- à l'usage de l'option à la juste valeur par capitaux propres pour les instruments de capitaux propres,

- au classement en coût amorti, ou en juste valeur par capitaux propres, des instruments de dettes inclus dans le portefeuille de liquidité ; chaque groupe classera ses instruments en fonction de son propre modèle de gestion.

### *Phase 2 - Dépréciation*

Pour sa partie relative à la dépréciation du risque de crédit, IFRS 9 répond aux critiques soulevées par le modèle de pertes de crédit avérées de la norme IAS 39, d'une comptabilisation trop tardive et trop faible des pertes de crédit.

Elle permet de passer d'un provisionnement de pertes de crédit avérées à un provisionnement de pertes de crédit attendues. Les dépréciations seront constatées, pour les actifs financiers n'ayant pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie.

Cette approche du risque de crédit plus prospective est déjà prise en compte, pour partie, lorsque des provisions collectives sont actuellement constatées sur des portefeuilles homogènes d'actifs financiers en application de la norme IAS 39.

Ainsi, le nouveau modèle de dépréciation de la norme IFRS 9 s'appliquera à l'ensemble des instruments de dettes évalués au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres, qui seront répartis en 3 catégories ; ceux relevant :

- Statut 1 : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir) dès l'entrée au bilan des actifs financiers, et tant qu'aucune augmentation significative du risque de crédit n'a été constatée depuis la comptabilisation initiale,
- Statut 2 : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à maturité (résultant de risques de défauts sur toute la durée de vie résiduelle de l'instrument) dès lors qu'une augmentation significative du risque de crédit a été constatée depuis la comptabilisation initiale, et
- Statut 3 : catégorie regroupant les actifs financiers dépréciés pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt. Cette catégorie équivaut au périmètre des encours actuellement dépréciés individuellement sous IAS 39.

L'augmentation significative du risque de crédit s'appréciera en :

- tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables, et
- en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec celui à la date de la comptabilisation initiale.

Pour le groupe, cela se traduit par la mesure du risque au niveau de l'emprunteur, l'évaluation de la variation du risque étant réalisée contrat par contrat.

Les travaux opérationnels menés dans le Groupe depuis le début de l'exercice 2017, ont principalement visé à :

- affiner la frontière entre les statuts 1 et 2 :
- le groupe s'appuiera sur les modèles développés pour les besoins prudentiels et sur l'évaluation du risque de défaut à 12 mois (représenté par une cotation ou un taux de défaut), comme la norme l'y autorise.
- il associera à ces données quantitatives, des critères qualitatifs tels que les impayés/retards de plus de 30 jours, la notion de crédits restructurés,...
- des méthodes moins complexes seront utilisées pour les entités ou petits portefeuilles, classés prudentiellement en méthode standard et ne disposant pas de systèmes de notation
- définir le mode de calcul des probabilités de défaut la méthodologie de prise en compte, dans les paramètres, des informations de nature prospective.

A ce stade, le groupe estime que le niveau de dépréciation, sous IFRS 9, des statuts 1 et 2 sera sensiblement plus élevé que les provisions collectives actuellement constituées sous IAS 39. L'ensemble du processus étant en cours de fiabilisation, il ne souhaite pas communiquer des impacts chiffrés au 30 juin 2017.

### Phase 3 - Comptabilité de couverture

IFRS 9 permet aux entités de choisir, lors de la première application, d'appliquer les nouvelles dispositions en termes de comptabilité de couverture, ou de maintenir celles d'IAS 39.

Le Groupe Crédit Mutuel a choisi de conserver les dispositions actuelles. Des informations complémentaires en annexe seront, en revanche, incluses sur la gestion des risques et les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers, conformément à IFRS 7 révisé.

A noter qu'en outre, les dispositions prévues dans IAS 39 pour de la couverture de valeur du risque de taux d'un portefeuille d'actifs ou passifs financiers, telles qu'adoptées par l'Union Européenne, continueront de s'appliquer.

### IFRS 15 - produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients

Cette norme remplacera plusieurs normes et interprétations relatives à la comptabilisation des revenus (notamment les normes IAS 18 Produits des activités ordinaires et IAS 11 Contrats de construction). Mais elle n'affecte pas les revenus résultant des contrats de location, des contrats d'assurance ou des instruments financiers.

La comptabilisation des produits résultant de contrats doit traduire le transfert du contrôle du bien (ou service) à un client, pour le montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit. A cette fin, la norme développe un modèle en cinq étapes, permettant de déterminer quand et pour quel montant les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés :

- identification du contrat conclu avec le client,
- identification des obligations de performance incluses dans le contrat,
- détermination du prix de transaction du contrat,
- allocation du prix de transaction aux différentes obligations de performance, et
- reconnaissance du revenu lorsqu'une obligation de performance est remplie.

Cette norme entrera en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.

L'analyse de la norme et une première identification de ses effets potentiels ont été réalisés dès 2016. Ces travaux s'effectuent au sein d'un groupe de travail confédéral dédié, auquel participent les différents groupes CM, et certaines filiales, le cas échéant. Les principaux métiers/produits ayant fait l'objet d'analyses sont les offres bancaires packagées, la gestion d'actifs (commissions de surperformance), la téléphonie, et les activités informatiques. A ce stade, les impacts attendus devraient être limités.

### Normes et interprétations non encore adoptées par l'union européenne :

Il convient de noter principalement :

- IFRS 16 - Contrats de location dont la première application est prévue pour le 01.01.2019, sous réserve d'adoption par l'Union européenne,

les amendements à IFRS 4 en lien avec IFRS 9 (Date d'application prévue : 01.01.2018) : cf. note précédente sur IFRS 9.

- IFRS 17 sur les contrats d'assurance

## IFRS 16 - Contrats de location

Elle remplacera la norme IAS 17 et les interprétations relatives à la comptabilisation des contrats de location. Selon IFRS 16, la définition des contrats de location implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif.

Du point de vue du bailleur, l'impact attendu devrait être limité, les dispositions retenues restant substantiellement inchangées par rapport à l'actuelle norme IAS 17.

Côté preneur, pour tout contrat de location simple, doivent être comptabilisés :

- dans les immobilisations : un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué,
- au passif, une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers à effectuer pendant la durée de la location, et
- dans le compte de résultat, la charge liée à l'amortissement linéaire de l'actif, séparément de la charge d'intérêts calculée actuariellement, sur la dette financière.

Pour rappel, selon la norme IAS 17 actuellement en vigueur, aucun montant n'est enregistré au bilan et le coût des contrats de location figurent dans les charges d'exploitation.

Le groupe poursuit ses travaux d'analyses de cette norme, notamment concernant les différentes options possibles (première application, séparation des composants, taux d'actualisation,...ainsi que le recensement de ses contrats de location. Les impacts devraient se concentrer principalement sur les biens immobiliers, les autres secteurs étant plus marginaux (informatique, flotte automobile,...).

## IFRS 17 - Contrats d'assurance

La norme IFRS 17 remplacera, à partir de 2021, IFRS 4, qui permet aux compagnies d'assurance de conserver leurs principes comptables locaux pour leurs passifs, ce qui nuit à la comparabilité des états financiers des entités du secteur.

IFRS 17 vise à harmoniser la comptabilisation des différents types de contrats d'assurance, et à fonder leur valorisation sur une évaluation prospective des engagements des assureurs. Cela nécessite un recours accru à des modèles complexes et à des concepts proches de Solvabilité 2. La communication financière devra être aussi largement adaptée.

## NOTE 2 - Répartition du compte de résultat par activité et par zone géographique

Les activités sont les suivantes :

- La banque de détail regroupe les caisses du réseau CM11, banques régionales du CIC, Targobank Allemagne, Cofidis, Banque Marocaine du Commerce Extérieur, Banque de Tunisie ainsi que toutes les activités spécialisées dont la commercialisation des produits est assurée par le réseau : crédit-bail mobilier et immobilier, affacturage, gestion collective, épargne salariale, immobilier.

- L'activité d'assurance est constituée par le groupe des Assurances du Crédit Mutuel.

- Les activités de financement et de marché regroupent :

a) le financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, les financements spécialisés, l'international et les succursales étrangères ;

b) les activités de marché au sens large, c'est-à-dire les activités sur taux, change et actions, qu'elles soient exercées pour le compte de la clientèle ou pour compte propre, y compris l'intermédiation boursière.

- Les activités de banque privée regroupent les sociétés dont c'est la vocation principale, tant en France qu'à l'étranger.

- Le capital-développement exercé pour compte propre et l'ingénierie financière constituent un pôle d'activité.

- La structure holding rassemble les éléments non affectables à une autre activité (holding) ainsi que les structures de logistique : les holdings intermédiaires, l'immobilier d'exploitation logé dans des entités spécifiques et les entités informatiques.

Les entités consolidées sont affectées en totalité à leur activité principale sur la base de leur contribution aux comptes consolidés. Seules deux entités font exception, le CIC et la BFCM en raison de leur présence dans plusieurs activités. Dans ce cas, les comptes sociaux font l'objet d'une répartition analytique. La répartition du bilan s'effectue de la même façon.

### 2a - Répartition du compte de résultat par activité

1er sem 2017	banque de détail	assurance	financements et marchés	banque privée	capital développement	logistique et holding	inter activités	Total
Produit net bancaire	5 026	882	463	262	169	720	-372	7 150
Frais généraux	-3 303	-278	-172	-171	-25	-784	372	-4 360
Résultat brut d'exploitation	1 723	604	291	92	144	-63	0	2 790
Coût du risque	-423		27	0		-2		-398
Gains sur autres actifs *	19	7				-297		-271
Résultat avant impôts	1 319	611	318	92	144	-363	0	2 121
Impôt sur les sociétés	-532	-194	-105	-21	2	40		-810
Gains et pertes nets d'impôts sur actifs abandonnés				5				5
Résultat net comptable	787	417	213	76	146	-323	0	1 316
Minoritaires								153
<b>Résultat net part du groupe</b>								<b>1 163</b>

\* y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition (notes 14 et 17)

1er sem 2016 retraité**	banque de détail	assurance	financements et marchés	banque privée	capital développement	logistique et holding	inter activités	Total
Produit net bancaire	4 780	752	359	270	122	824	-348	6 759
Frais généraux	-3 187	-266	-158	-178	-22	-825	348	-4 288
Résultat brut d'exploitation	1 594	486	202	93	100	-1	0	2 472
Coût du risque	-357			-1		-1		-359
Gains sur autres actifs *	-52	19		10		-265		-288
Résultat avant impôts	1 184	505	202	102	100	-267	0	1 825
Impôt sur les sociétés	-447	-150	-68	-16	-1	36		-646
Gains et pertes nets d'impôts sur actifs abandonnés				-20		66		46
Résultat net comptable	737	355	133	66	99	-165	0	1 226
Minoritaires								129
<b>Résultat net part du groupe</b>								<b>1 097</b>

\* y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition

\*\* l'information sectorielle a été légèrement modifiée à compter de début 2017 : les activités dépositaire (banque de détail) et trésorerie centrale (activité de marché) ont été rassemblées et affectées au métier « holding ». Des résultats retraités sont donc présentés pour ces trois métiers (banque de détail, activités de marché, holding) au 30 juin 2016.

2b - Répartition du compte de résultat par zone géographique

	1er sem 2017				1er sem 2016 retraité**			
	France	Europe hors France	Autres pays*	Total	France	Europe hors France	Autres pays*	Total
Produit net bancaire **	5 667	1 381	102	7 150	5 420	1 216	124	6 760
Frais généraux	-3 508	-807	-45	-4 360	-3 451	-780	-57	-4 288
Résultat brut d'exploitation	2 160	574	56	2 790	1 969	436	67	2 472
Coût du risque	-238	-172	13	-398	-229	-134	4	-359
Gains sur autres actifs ***	-303	-8	40	-271	-268	-81	61	-288
Résultat avant impôts	1 619	393	109	2 121	1 472	222	132	1 826
Résultat net global	962	263	90	1 316	992	124	110	1 226
Résultat net part du Groupe	843	234	86	1 163	899	95	103	1 097

\* USA, Singapour, Hong-Kong (en 2017), Saint Martin, Tunisie et Maroc

\*\* 21,9 % du PNB (hors activités logistique et holding) a été réalisé à l'étranger au premier semestre 2017

\*\*\* y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition

## NOTE 3 - Périmètre de consolidation

### 3a - Composition du périmètre de consolidation

Conformément à l'avis de la Commission bancaire, la société mère du groupe est constituée par les sociétés incluses dans le périmètre de globalisation. Les entités qui la composent sont :

- la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe (FCMCEE),
- la Fédération du Crédit Mutuel du Sud-Est (FCMSE),
- la Fédération du Crédit Mutuel d'Ile-de-France (FCMIDF),
- la Fédération du Crédit Mutuel de Savoie-Mont Blanc (FCMSMB),
- la Fédération du Crédit Mutuel Midi-Atlantique (FCMMA),
- la Fédération du Crédit Mutuel Loire-Atlantique Centre Ouest (FCMLACO),
- la Fédération du Crédit Mutuel Centre (FCMC),
- la Fédération du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarais (FCMDV),
- la Fédération du Crédit Mutuel Méditerranée (FCMM),
- la Fédération du Crédit Mutuel Normandie (FCMN),
- la Fédération du Crédit Mutuel Anjou (FCMA)
- la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel (CF de CM),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Sud-Est (CRCMSE),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Ile-de-France (CRCMIDF),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel de Savoie-Mont Blanc (CRCMSMB),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Midi-Atlantique (CRCMMA),
- la Caisse Régionale du Crédit Loire-Atlantique Centre Ouest (CRCMLACO),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Centre (CRCMC),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarais (CRCMDV),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Méditerranée (CRCMM),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Normandie (CRCMN),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Anjou (CRMA)
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Sud-Est,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Ile-de-France,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel de Savoie-Mont Blanc,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Midi-Atlantique,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Loire-Atlantique Centre Ouest,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Centre,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarais,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Méditerranée,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Normandie,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Anjou.

Par rapport au 31 décembre 2016, les changements intervenus sur le périmètre de consolidation sont :

- Entrées de périmètre : CIC Hong-Kong (succursale CIC), Mutuelles Investissement, CM-CIC Caution Habitat SA
- Fusions, absorptions : CM-CIC Proximité avec CM-CIC Investissement SCR, CM Akquisitions avec BFCM
- Sorties de périmètre : Banco Popular Espanol

- Changement de méthode de consolidation : Lyf SAS (ex Fivory SAS) : de IG en MEE

Par ailleurs, le groupe a effectué sur le premier semestre 2017 un rachat complémentaire de titres Cofidis Participation portant ainsi sa participation à 71%, ainsi que l'intégralité des titres Targobank Espagne pour un montant de 65 millions d'euros.

	Pays	30.06.2017			31.12.2016		
		Pourcentage	Pourcentage	Méthode	Pourcentage	Pourcentage	Méthode
		Contrôle	Intérêt	*	Contrôle	Intérêt	*
<i>A. Réseau bancaire</i>							
Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM)	France	100	98	IG	100	98	IG
BECM Francfort (succursale de BECM)	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
BECM Saint Martin (succursale de BECM)	Saint Martin	100	98	IG	100	98	IG
Caisse Agricole du Crédit Mutuel	France	100	100	IG	100	100	IG
CIC Est	France	100	93	IG	100	93	IG
CIC Iberbanco	France	100	98	IG	100	98	IG
CIC Lyonnaise de Banque (LB)	France	100	93	IG	100	93	IG
CIC Nord Ouest	France	100	93	IG	100	93	IG
CIC Ouest	France	100	93	IG	100	93	IG
CIC Sud Ouest	France	100	93	IG	100	93	IG
Crédit Industriel et Commercial (CIC)	France	95	93	IG	95	93	IG
CIC Hong-Kong (succursale du CIC)	Hong-Kong	100	93	IG			
CIC Londres (succursale du CIC)	Royaume Uni	100	93	IG	100	93	IG
CIC New York (succursale du CIC)	Etats Unis	100	93	IG	100	93	IG
CIC Singapour (succursale du CIC)	Singapour	100	93	IG	100	93	IG
Targobank AG & Co. KGaA	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Targobank Espagne	Espagne	100	98	IG	51	50	IG
<i>B. Filiales du réseau bancaire</i>							
Bancas	France	50	49	ME	50	49	ME
Banco Popular Español	Espagne			NC	4	4	ME
Banque de Tunisie	Tunisie	34	33	ME	34	33	ME
Banque du Groupe Casino	France	50	49	ME	50	49	ME
Banque Européenne du Crédit Mutuel Monaco	Monaco	100	98	IG	100	98	IG
Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE)	Maroc	26	26	ME	26	26	ME
Caisse Centrale du Crédit Mutuel	France	53	53	ME	53	53	ME
Cartes et crédits à la consommation	France	100	98	IG	100	98	IG
CM-CIC Asset Management	France	90	91	IG	90	91	IG
CM-CIC Bail	France	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Bail Espagne (succursale de CM-CIC Bail)	Espagne	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Caution Habitat SA	France	100	98	IG			
CM-CIC Epargne salariale	France	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Factor	France	95	92	IG	95	92	IG
CM-CIC Gestion	France	100	91	IG	100	91	IG
CM-CIC Home Loan SFH	France	100	98	IG	100	98	IG
CM-CIC Lease	France	100	96	IG	100	96	IG
CM-CIC Leasing Benelux	Belgique	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Leasing GmbH	Allemagne	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Leasing Solutions SAS	France	100	98	IG	100	98	IG
Cofacredit	France	64	63	IG	64	63	IG
Cofidis Belgique	Belgique	100	69	IG	100	54	IG
Cofidis France	France	100	69	IG	100	54	IG
Cofidis Espagne (succursale de Cofidis France)	Espagne	100	69	IG	100	54	IG
Cofidis Hongrie (succursale de Cofidis France)	Hongrie	100	69	IG	100	54	IG
Cofidis Portugal (succursale de Cofidis France)	Portugal	100	69	IG	100	54	IG
Cofidis SA Pologne (succursale de Cofidis France)	Pologne	100	69	IG	100	54	IG
Cofidis SA Slovaquie (succursale de Cofidis France)	Slovaquie	100	69	IG	100	54	IG
Cofidis Italie	Italie	100	69	IG	100	54	IG
Cofidis République Tchèque	République Tchèque	100	69	IG	100	54	IG
Cofidis Slovaquie	Slovaquie	100	69	IG	100	54	IG
Creatis	France	100	69	IG	100	54	IG
Factofrance	France	100	98	IG	100	98	IG
FCT CM-CIC Home loans	France	100	98	IG	100	98	IG
LYF SA (ex Fivory)	France	87	85	IG	89	87	IG
Monabanq	France	100	69	IG	100	54	IG
SCI La Tréfilère	France	100	99	IG	100	99	IG
Targo Commercial Finance AG	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Targo Factoring GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Targo Finanzberatung GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Targo Leasing GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
<i>C. Banque de financement et activités de marché</i>							
Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM)	France	98	98	IG	98	98	IG
Cigogne Management	Luxembourg	100	95	IG	100	95	IG
Diversified Debt Securities SICAV - SIF	Luxembourg	100	93	IG	100	93	IG
Ventadour Investissement	France	100	98	IG	100	98	IG
<i>D. Banque privée</i>							
Banque de Luxembourg	Luxembourg	100	93	IG	100	93	IG
Banque Transatlantique (BT)	France	100	93	IG	100	93	IG
Banque Transatlantique Londres (succursale de BT)	Royaume Uni	100	93	IG	100	93	IG
Banque Transatlantique Belgium	Belgique	100	93	IG	100	93	IG
Banque Transatlantique Luxembourg	Luxembourg	100	93	IG	100	93	IG
CIC Suisse	Suisse	100	93	IG	100	93	IG
Dubly-Douilhet Gestion	France	100	93	IG	100	93	IG
Transatlantique Gestion	France	100	93	IG	100	93	IG
<i>E. Capital développement</i>							
CM-CIC Capital et Participations	France	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Conseil	France	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Innovation	France	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Investissement	France	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Investissement SCR	France	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Proximité	France			FU	100	93	IG
<i>F. Logistique et holding</i>							
Actimut	France	100	100	IG	100	100	IG
Adepi	France	100	93	IG	100	93	IG
CIC Participations	France	100	93	IG	100	93	IG
CM Akquisitions	Allemagne			FU	100	98	IG
CM-CIC Services	France	100	100	IG	100	100	IG
CMCP - Crédit Mutuel Cartes de Paiement	France	59	61	IG	59	61	IG
Cofidis Participations	France	71	69	IG	55	54	IG
Euro Automatic Cash	Espagne	50	40	ME	50	40	ME



	Pays	30.06.2017			31.12.2016		
		Pourcentage	Pourcentage	Méthode	Pourcentage	Pourcentage	Méthode
		Contrôle	Intérêt	*	Contrôle	Intérêt	*
Euro-Information	France	80	79	IG	80	79	IG
Euro-Information Développement	France	100	79	IG	100	79	IG
EIP	France	100	100	IG	100	100	IG
EI Telecom	France	95	75	IG	95	75	IG
Euro Protection Surveillance	France	100	84	IG	100	84	IG
Lyf SAS (ex Fivory SAS)	France	43	34	ME	83	66	IG
Gesteurop	France	100	93	IG	100	93	IG
Groupe Républicain Lorrain Communication (GRLC)	France	100	98	IG	100	98	IG
Heller GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
L'Est Républicain	France	92	90	IG	92	90	IG
Mutuelles Investissement	France	100	98	IG			
SAP Alsace	France	99	97	IG	99	97	IG
Société Civile de Gestion des Parts dans l'Alsace (SCGPA)	France	100	99	IG	100	99	IG
Société d'Investissements Médias (SIM)	France	100	98	IG	100	98	IG
Société de Presse Investissement (SPI)	France	100	98	IG	100	98	IG
Targo Deutschland GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Targo Dienstleistungen GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Targo IT Consulting GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Targo IT Consulting GmbH Singapour (succursale de Targo IT consulting GmbH)	Singapour	100	98	IG	100	98	IG
Targo Management AG	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Targo Realty Services GmbH	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
<i>G. Sociétés d'assurance</i>							
ACM GIE	France	100	86	IG	100	86	IG
ACM IARD	France	96	83	IG	96	83	IG
ACM Nord IARD	France	49	42	ME	49	42	ME
ACM RE	Luxembourg	100	86	IG	100	86	IG
ACM Services	France	100	86	IG	100	86	IG
ACM Vie SA	France	100	86	IG	100	86	IG
ACM Vie, Société d'Assurance Mutuelle	France	100	100	IG	100	100	IG
Agrupació AMCI d'Assegurances i Reassegurances S.A.	Espagne	95	82	IG	95	82	IG
Agrupación pensiones, entidad gestora de fondos de pensiones, S.A. (ex Agrupació Bankpyme Pensiones)	Espagne	100	82	IG	100	82	IG
Agrupació serveis administratius	Espagne	100	82	IG	100	82	IG
AMDIF	Espagne	100	82	IG	100	82	IG
Amgen Seguros Generales Compañía de Seguros y Reaseguros SA	Espagne	100	86	IG	100	86	IG
AMSYR	Espagne	100	82	IG	100	82	IG
Asesoramiento en Seguros y Previsión Atlantis SL	Espagne	80	69	IG	80	69	IG
Asistencia Avanzada Barcelona	Espagne	100	82	IG	100	82	IG
ASTREE Assurances	Tunisie	30	26	ME	30	26	ME
Atlantis Asesores SL	Espagne	80	69	IG	80	69	IG
Atlantis Correduría de Seguros y Consultoría Actuarial SA	Espagne	60	52	IG	60	52	IG
Atlantis Vida, Compañía de Seguros y Reaseguros SA	Espagne	88	77	IG	88	77	IG
GACM España	Espagne	100	86	IG	100	86	IG
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)	France	88	86	IG	88	86	IG
ICM Life	Luxembourg	100	86	IG	100	86	IG
Margem-Mediação Seguros, Lda	Portugal	100	69	IG	100	54	IG
MTRL	France	100	100	IG	100	100	IG
NELB (North Europe Life Belgium)	Belgique	49	42	ME	49	42	ME
Partners	Belgique	51	44	IG	51	44	IG
Procurtage	France	100	86	IG	100	86	IG
Royale Marocaine d'Assurance (ex RMA Watanya)	Maroc	22	19	ME	22	19	ME
Serenis Assurances	France	100	86	IG	100	86	IG
Voy Mediación	Espagne	90	76	IG	90	76	IG
<i>H. Autres sociétés</i>							
Affiches d'Alsace Lorraine	France	100	98	IG	100	98	IG
Alsacienne de Portage des DNA	France	100	98	IG	100	98	IG
CM-CIC Immobilier	France	100	98	IG	100	98	IG
Distripub	France	100	97	IG	100	97	IG
Documents AP	France	100	98	IG	100	98	IG
Est Bourgogne Médias	France	100	98	IG	100	98	IG
Foncière Massena	France	100	86	IG	100	86	IG
France Régie	France	100	98	IG	100	98	IG
GEIE Synergie	France	100	69	IG	100	54	IG
Groupe Dauphiné Media	France	100	98	IG	100	98	IG
Groupe Progrès	France	100	98	IG	100	98	IG
Groupe Républicain Lorrain Imprimeries (GRLI)	France	100	98	IG	100	98	IG
Jean Bozzi Communication	France	100	98	IG	100	98	IG
Journal de la Haute Marne	France	50	45	ME	50	45	ME
La Liberté de l'Est	France	97	88	IG	97	88	IG
La Tribune	France	100	98	IG	100	98	IG
Le Dauphiné Libéré	France	100	98	IG	100	98	IG
Le Républicain Lorrain	France	100	98	IG	100	98	IG
Les Dernières Nouvelles d'Alsace	France	100	98	IG	100	98	IG
Lumedia	Luxembourg	50	49	ME	50	49	ME
Mediaportage	France	100	97	IG	100	97	IG
Presse Diffusion	France	100	98	IG	100	98	IG
Publiprint Province n°1	France	100	98	IG	100	98	IG
Quanta	Allemagne	100	98	IG	100	98	IG
Républicain Lorrain Communication	France	100	98	IG	100	98	IG
Républicain Lorrain - TV news	France	100	98	IG	100	98	IG
SCI ACM	France	100	86	IG	100	86	IG
SCI Le Progrès Confluence	France	100	98	IG	100	98	IG
Société d'Édition de l'Hebdomadaire du Louhannais et du Jura (SEHLJ)	France	100	98	IG	100	98	IG

\* Méthode :  
IG = Intégration Globale  
ME = Mise en Equivalence  
NC = Non Consolidée  
FU = Fusionnée

3b - Entités intégrées globalement ayant des intérêts minoritaires significatifs

30.06.2017	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives aux entités intégrées globalement*			
	Pourcentage d'intérêt	Résultat net	Montant dans les capitaux propres	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	Réserves OCI	PNB	Résultat net
Euro Information	21%	11	195	-1	1 243	91	548	49
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)	14%	62	1 191	-36	98 469	1 132	853	406
Cofidis Belgique	31%	1	217	0	818	-2	50	2
Cofidis France	31%	9	333	0	8 119	-4	269	36

\* Montants avant élimination des comptes et opérations réciproques

31.12.2016	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives aux entités intégrées globalement*			
	Pourcentage d'intérêt	Résultat net	Montant dans les capitaux propres	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	Réserves OCI	PNB	Résultat net
Euro Information	21%	20	181	-1	1 250	89	1 023	91
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)	14%	105	1 140	-39	97 658	1 206	1 427	688
Targobank Espagne	50%	-72	165	0	2 511	0	62	-144
Cofidis Belgique	46%	3	323	0	835	-2	95	6
Cofidis France	46%	21	436	0	7 928	-4	545	54

\* Montants avant élimination des comptes et opérations réciproques

3c - Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

En application d'IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », l'activité Banque privée de la succursale de Singapour, dont la cession a été annoncée au 1er semestre 2017, a été classée dans les rubriques Actifs non courants destinés à être cédés, Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et Gains & peres nets d'impôts / activités en cours de session.

Décomposition des Actifs non courants destinés à être cédés	30.06.2017	31.12.2016
Actifs financiers	31	
Créances clientèle	2 363	
Total	2 394	0

Décomposition des Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	30.06.2017	31.12.2016
Passifs financiers	8	
Dettes envers les établissements de crédit	1 611	
Dettes envers la clientèle	770	
Total	2 389	0

NOTE 4 - Caisse, Banques centrales

4a - Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30.06.2017	31.12.2016
<b>Caisse, Banques centrales</b>		
Banques centrales	62 520	59 873
dont réserves obligatoires	2 436	2 317
Caisse	1 124	1 172
<b>TOTAL</b>	<b>63 645</b>	<b>61 044</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>		
Comptes réseau Crédit Mutuel (1)	19 517	18 897
Autres comptes ordinaires	2 368	2 391
Prêts	3 777	4 248
Autres créances	2 610	2 442
Titres non cotés sur un marché actif	338	486
Pensions	12 005	9 050
Créances rattachées	116	180
<b>TOTAL</b>	<b>40 729</b>	<b>37 694</b>

(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu)

4b - Dettes envers les établissements de crédit

	30.06.2017	31.12.2016
<b>Banques centrales</b>		
Dettes envers les établissements de crédit	608	0
Autres comptes ordinaires	2 707	2 944
Emprunts	13 332	16 026
Autres dettes	1 993	4 315
Pensions	29 239	25 862
Dettes rattachées	46	62
<b>TOTAL</b>	<b>47 925</b>	<b>49 209</b>

Le groupe participe au TLTRO II (Targeted Long Term Refinancing Operation) proposé par la BCE à hauteur de 9 994 millions d'euros au 30 juin 2017. Le TLTRO II s'accompagne d'un dispositif de réduction du taux d'intérêt de 0,4% sur la durée de l'opération (4 ans) sous réserve d'améliorer suffisamment son activité de prêt à l'économie. Compte-tenu de la progression de nos encours éligibles au 30 juin 2017, le groupe estime avoir une "assurance raisonnable" que l'objectif de progression sera atteint et a comptabilisé en conséquence les intérêts courus de la bonification sur la période écoulée.

NOTE 5 - Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

5a - Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2017			31.12.2016		
	Transaction	Juste valeur sur option	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Total
. Titres	9 449	18 160	27 609	7 812	15 702	23 514
- Effets publics	1 461	1	1 461	865	1	866
- Obligations et autres titres à revenu fixe	6 504	1 910	8 414	6 280	1 885	8 165
. Cotés	6 504	1 459	7 963	6 280	1 492	7 772
. Non cotés	0	451	451	0	393	393
- Actions et autres titres à revenu variable	1 484	16 250	17 734	666	13 817	14 483
. Cotés	1 484	13 554	15 038	666	11 669	12 335
. Non cotés	0	2 696	2 696	0	2 148	2 148
. Instruments dérivés de transaction	3 629	0	3 629	4 294	0	4 294
. Autres actifs financiers		65	65		54	54
<b>TOTAL</b>	<b>13 077</b>	<b>18 226</b>	<b>31 303</b>	<b>12 106</b>	<b>15 756</b>	<b>27 862</b>

5b - Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2017	31.12.2016
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	7 049	6 403
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	5 189	5 568
<b>TOTAL</b>	<b>12 239</b>	<b>11 971</b>

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

	30.06.2017	31.12.2016
. Vente à découvert de titres	2 833	1 840
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 324	864
- Actions et autres titres à revenu variable	1 508	975
. Instruments dérivés de transaction	3 788	4 488
. Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction	428	75
<b>TOTAL</b>	<b>7 049</b>	<b>6 403</b>

Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	30.06.2017			31.12.2016		
	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart
. Dettes interbancaires	5 189	5 189	0	5 497	5 497	0
. Dettes envers la clientèle	0	0	0	71	71	0
<b>TOTAL</b>	<b>5 189</b>	<b>5 189</b>	<b>0</b>	<b>5 568</b>	<b>5 568</b>	<b>0</b>

L'évaluation du risque de crédit propre n'est pas significative.

5c - Hiérarchie de Juste Valeur sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

30.06.2017	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>				
Disponibles à la vente	100 248	2 921	3 046	106 214
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	15 743	2	0	15 745
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	72 505	1 474	1 085	75 064
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	10 494	1 019	234	11 747
- Participations et ATDLT - DALV	1 505	420	1 184	3 110
- Parts entreprises liées - DALV	0	6	543	549
Transaction / JVO	22 791	5 723	2 790	31 303
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	1 170	289	3	1 461
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	1	0	0	1
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	5 273	891	341	6 504
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	1 178	367	365	1 910
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	1 484	0	0	1 484
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	13 503	949	1 799	16 250
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	65	0	65
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	183	3 162	284	3 629
Instruments dérivés de couverture	0	3 261	18	3 279
<b>TOTAL</b>	<b>123 038</b>	<b>11 904</b>	<b>5 854</b>	<b>140 797</b>
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Passifs financiers</b>				
Transaction / JVO	3 465	8 412	362	12 239
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	5 189	0	5 189
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	3 465	3 222	362	7 049
Instruments dérivés de couverture	0	3 999	8	4 007
<b>TOTAL</b>	<b>3 465</b>	<b>12 411</b>	<b>370</b>	<b>16 246</b>

31.12.2016	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>				
Disponibles à la vente	101 168	2 858	3 063	107 089
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	15 754	61	0	15 815
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	74 248	1 441	1 109	76 798
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	9 836	940	256	11 031
- Participations et ATDLT - DALV	1 330	410	1 172	2 911
- Parts entreprises liées - DALV	1	6	527	534
Transaction / JVO	19 723	5 291	2 848	27 862
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	750	115	0	865
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	1	0	0	1
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	5 231	779	270	6 280
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	1 213	369	302	1 885
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	666	0	0	666
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	11 386	873	1 558	13 817
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	54	0	54
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	476	3 101	718	4 294
Instruments dérivés de couverture	0	4 078	48	4 126
<b>TOTAL</b>	<b>120 891</b>	<b>12 226</b>	<b>5 959</b>	<b>139 076</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Transaction / JVO	2 388	8 769	814	11 971
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	5 497	0	5 497
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	2 388	3 200	814	6 403
Instruments dérivés de couverture	0	4 898	14	4 913
<b>TOTAL</b>	<b>2 388</b>	<b>13 667</b>	<b>828</b>	<b>16 883</b>

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers, conformément à ce qui a été défini par la norme IFRS 7 :

- niveau 1 : Utilisation du cours de bourse. Dans les activités de marché, concerne les titres de créance cotés par au moins quatre contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé.
- niveau 2 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données observables ; sont dans ce niveau, dans les activités de marché, les titres de créance cotés par deux ou trois contributeurs et les dérivés de gré à gré non présents dans le niveau 3.
- niveau 3 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données non observables. Y figurent les actions non cotées, et dans les activités de marché, les titres de créance cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables.

Les instruments du portefeuille de négociation classés en niveaux 2 ou 3 sont constitués en majorité de titres jugés peu liquides et de dérivés.

L'ensemble de ces instruments comporte des incertitudes de valorisation, lesquelles donnent lieu à des ajustements de valeur reflétant la prime de risque qu'un acteur de marché incorporerait lors de l'établissement du prix.

Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur des dérivés de gré à gré. Les méthodes utilisées sont susceptibles d'évoluer. Ces dernières incluent le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

## NOTE 6 - Couverture

### 6a - Instruments dérivés de couverture

	30.06.2017		31.12.2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. couverture de juste valeur (variation enregistrée en résultat)	3 278	4 007	4 126	4 913
<b>TOTAL</b>	<b>3 279</b>	<b>4 007</b>	<b>4 126</b>	<b>4 913</b>

La couverture en juste valeur est la couverture d'une exposition au changement de la juste valeur d'un instrument financier attribuable à un risque particulier. Les variations de juste valeur de la couverture ainsi que des éléments couverts, pour la partie attribuable au risque couvert, sont comptabilisées en résultat.

### 6b - Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	Juste valeur	Juste valeur	Variation de
	30.06.2017	31.12.2016	juste valeur
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuille			
. d'actifs financiers	498	604	-106
. de passifs financiers	-824	-1 165	340

### 6c - Analyse des instruments dérivés

	30.06.2017			31.12.2016		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
<b>Instruments dérivés de transaction</b>						
<i>Instrument de taux</i>						
Swaps	78 430	2 381	2 261	81 130	2 735	2 729
Autres contrats fermes	205 296	2	3	111 153	5	1
Options et instruments conditionnels	23 455	90	224	20 561	71	198
<i>Instrument de change</i>						
Swaps	100 137	56	82	95 821	73	69
Autres contrats fermes	8 537	655	626	7 140	622	576
Options et instruments conditionnels	26 044	111	122	24 989	200	191
<i>Autres que taux et change</i>						
Swaps	14 466	106	139	12 733	76	129
Autres contrats fermes	4 252	23	97	1 157	14	63
Options et instruments conditionnels	8 530	204	235	11 784	499	531
<b>Sous-total</b>	<b>469 148</b>	<b>3 629</b>	<b>3 788</b>	<b>366 468</b>	<b>4 294</b>	<b>4 488</b>
<b>Instruments dérivés de couverture</b>						
<i>couverture de Fair Value Hedge</i>						
Swaps	84 411	3 282	4 007	106 439	4 126	4 913
Autres contrats fermes	33 502	0	0	15 782	0	0
Options et instruments conditionnels	2	(4)	0	2	(0)	0
<b>Sous-total</b>	<b>117 915</b>	<b>3 279</b>	<b>4 007</b>	<b>122 223</b>	<b>4 126</b>	<b>4 913</b>
<b>TOTAL</b>	<b>587 062</b>	<b>6 908</b>	<b>7 795</b>	<b>488 691</b>	<b>8 420</b>	<b>9 401</b>

La CVA (credit value adjustment) et la DVA (debt value adjustment) consistent à retenir le risque de crédit propre et s'élèvent respectivement au 30 juin 2017 à -26 millions d'euros au 31 décembre 2016) pour la CVA et à 2 millions d'euros pour la DVA (3 millions au 31 décembre 2016). La FVA (funding value adjustment) qui correspond aux coûts ou bénéfices liés au financement de certains dérivés non couverts par un accord de compensation s'élève à -10 millions d'euros au 30 juin 2017 (-14 millions d'euros au 31 décembre 2016).

Les expositions nécessaires au calcul des ajustements CVA, DVA et FVA sont déterminées à l'aide de simulations de Monte Carlo.

Le modèle de diffusion des taux d'intérêt retenu pour les économies matures est un modèle linéaire gaussien à deux facteurs. Ce modèle est utilisé pour les économies qui bénéficient d'un niveau suffisant d'information sur le marché au travers de prix de marché de dérivés optionnels. Pour les économies secondaires, le modèle de diffusion des taux d'intérêt retenu est un modèle Hull and White à un facteur. Ce modèle est utilisé pour les économies pour lesquelles il n'existe pas d'information sur le marché. Le modèle de change est un modèle à un facteur spécifique de type log normal. Le modèle de crédit est un modèle à intensité.

L'ensemble des opérations de dérivés OTC est pris en compte pour CVA, tandis que seuls les deals collatéralisés le sont pour DVA et seuls les deals non collatéralisés le sont pour FVA, le collatéral est rémunéré à un taux équivalent à celui utilisé pour la construction des courbes d'actualisation associées.

Pour les CVA/DVA, le spread de crédit est un spread de marchés (CDS) pour les contreparties dont le CDS est coté et liquide ; pour les autres contreparties, le spread issu des probabilités de défaut historiques est recalé sur des niveaux de marché comme exigé par les régulateurs prudentiels et comptables.

Le spread utilisé pour le calcul de la FVA est déduit des cotations sur le marché secondaire des émissions BFCM.

Un périmètre (Equity, produits de taux et crédit non vanilla...) dont le poids se situe entre 10 et 15% n'est pas pris en compte dans le calcul, un coefficient d'extrapolation calibré tous les mois permet de mesurer une provision complémentaire sur ces opérations.

NOTE 7 - Actifs financiers disponibles à la vente

7a - Actifs financiers disponibles à la vente

. Effets publics
. Obligations et autres titres à revenu fixe
- Cotés
- Non cotés
. Actions et autres titres à revenu variable
- Cotés
- Non cotés
. Titres immobilisés
- Titres de participations
- Autres titres détenus à long terme
- Parts dans les entreprises liées
. Créances rattachées
<b>TOTAL</b>
<i>Dont plus/moins values latentes sur obligations et autres titres à revenus fixe et sur effets publics comptabilisées directement en capitaux propres</i>
<i>Dont plus/moins values latentes sur actions et autres titres à revenu variable et sur titres immobilisés comptabilisées directement en capitaux propres</i>
<i>Dont dépréciations des obligations et autres titres à revenu fixe</i>
<i>Dont dépréciations des actions et autres titres à revenu variable et des titres immobilisés</i>

7b - Exposition au risque souverain

Pays bénéficiant d'un plan de soutien

Expositions nettes*	30.06.2017		31.12.2016	
	Portugal	Irlande	Portugal	Irlande
Actifs à la juste valeur par résultat	22		31	
Actifs disponibles à la vente	59	161	68	162
Actifs détenus jusqu'à l'échéance				
<b>TOTAL</b>	<b>81</b>	<b>161</b>	<b>99</b>	<b>162</b>

\* Les montants des expositions nettes s'entendent après prise en compte de la participation aux bénéfices des assurés pour la partie assurance.

Durée résiduelle contractuelle	30.06.2017		31.12.2016	
	Portugal	Irlande	Portugal	Irlande
<1 an	63	40	14	30
1 à 3 ans		5	50	90
3 à 5 ans	2	90		5
5 à 10 ans	6	27	22	37
Sup à 10 ans	10		13	
<b>TOTAL</b>	<b>81</b>	<b>161</b>	<b>99</b>	<b>162</b>

Autres expositions souveraines du portefeuille bancaire

Expositions nettes	30.06.2017		31.12.2016	
	Espagne	Italie	Espagne	Italie
Actifs à la juste valeur par résultat	53	346	35	353
Actifs disponibles à la vente	548	842	427	1 028
Actifs détenus jusqu'à l'échéance				
<b>TOTAL</b>	<b>600</b>	<b>1 188</b>	<b>462</b>	<b>1 381</b>

Activités de marchés en valeur de marché, autres métiers en valeur nominale. Les encours sont présentés nets de CDS.

Durée résiduelle contractuelle	30.06.2017		31.12.2016	
	Espagne	Italie	Espagne	Italie
<1 an	517	896	419	810
1 à 3 ans	6	183	8	384
3 à 5 ans	34	11	6	49
5 à 10 ans	3	80		129
Sup à 10 ans	40	18	29	9
<b>TOTAL</b>	<b>600</b>	<b>1 188</b>	<b>462</b>	<b>1 381</b>

## NOTE 8 - Clientèle

### 8a - Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2017	31.12.2016
Créances saines	317 659	312 164
. Créances commerciales	12 515	13 042
. Autres concours à la clientèle	304 273	298 188
- crédits à l'habitat	163 808	161 287
- autres concours et créances diverses dont pensions	140 465	136 901
. Créances rattachées	586	594
. Titres non cotés sur un marché actif	285	340
Créances d'assurance et réassurance	293	264
Créances dépréciées sur base individuelle	12 754	13 006
Créances brutes	330 705	325 434
Dépréciations individuelles	-7 647	-7 781
Dépréciation collectives	-521	-479
<b>SOUS TOTAL I</b>	<b>322 537</b>	<b>317 175</b>
Location financement (investissement net)	13 292	13 015
. Mobilier	8 765	8 540
. Immobilier	4 073	4 008
. Créances dépréciées sur base individuelle	453	467
Dépréciations	-214	-232
<b>SOUS TOTAL II</b>	<b>13 078</b>	<b>12 783</b>
<b>TOTAL</b>	<b>335 615</b>	<b>329 958</b>
<i>dont prêts participatifs</i>	<i>8</i>	<i>9</i>
<i>dont prêts subordonnés</i>	<i>15</i>	<i>15</i>

#### Opérations de location financement avec la clientèle

	31.12.2016	Acquisition	Cession	Autres	30.06.2017
Valeur brute comptable	13 015	829	-553	1	13 292
Dépréciations des loyers non recouvrables	-232	-64	82	0	-214
Valeur nette comptable	12 783	765	-471	1	13 078

### 8b - Dettes envers la clientèle

	30.06.2017	31.12.2016
. Comptes d'épargne à régime spécial	116 982	113 483
- à vue	79 642	77 183
- à terme	37 341	36 300
. Dettes rattachées sur comptes d'épargne	643	41
<b>Sous-total</b>	<b>117 625</b>	<b>113 523</b>
. Comptes à vue	112 923	106 948
. Comptes et emprunts à terme	49 607	53 514
. Pensions	2 638	1 575
. Dettes rattachées	404	548
. Dettes d'assurance et de réassurance	202	86
<b>Sous-total</b>	<b>165 775</b>	<b>162 671</b>
<b>TOTAL</b>	<b>283 400</b>	<b>276 194</b>

## NOTE 9 - Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

	30.06.2017	31.12.2016
. Titres	11 398	11 667
- Effets publics	10	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe	11 388	11 667
. Cotés	8 734	8 693
. Non cotés	2 654	2 975
. Créances rattachées	0	1
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>11 399</b>	<b>11 668</b>
<i>dont actifs dépréciés</i>	<i>28</i>	<i>20</i>
Dépréciations	-20	-11
<b>TOTAL NET</b>	<b>11 378</b>	<b>11 657</b>

## NOTE 10 - Variation des dépréciations

	31.12.2016	Dotation	Reprise	Autres	30.06.2017
Prêts et créances sur la clientèle	-8 491	-898	992	15	-8 382
Titres en AFS "disponibles à la vente"	-1 648	-71	109	2	-1 608
Titres en HTM "détenus jusqu'à l'échéance"	-11	-9	0	0	-20
<b>TOTAL</b>	<b>-10 150</b>	<b>-979</b>	<b>1 102</b>	<b>17</b>	<b>-10 010</b>

Au 30/06/2017, les provisions sur les prêts et les créances à la clientèle s'élevaient à 8 382 M€ (contre 8 491 M€ à fin 2016) dont 521 M€ de provisions collectives. Les provisions individuelles, se concentrent essentiellement sur les comptes ordinaires débiteurs à hauteur de 787 M€ (contre 790 M€ fin 2016) ainsi que les provisions sur les créances commerciales et autres concours (dont crédits à l'habitat) à hauteur de 6 859 M€ (contre 7 004 M€ à fin 2016).

## NOTE 11 - Note sur les encours de titrisation

Conformément à la demande du superviseur bancaire et du régulateur des marchés, il est présenté ci-après les expositions sensibles basées sur les recommandations du FSB. Les portefeuilles de trading et AFS ont été valorisés en prix de marché à partir de données externes venant des marchés organisés, des principaux brokers ou, lorsqu'aucun prix n'était disponible, à partir de titres comparables cotés sur le marché.

Synthèse	Valeur comptable	Valeur comptable
	30.06.2017	31.12.2016
RMBS	1 995	2 797
CMBS	56	51
CLO	2 032	2 075
Autres ABS	1 798	1 640
<i>Sous-total</i>	5 880	6 564
CLO couverts par des CDS	0	5
Lignes de liquidité des programmes ABCP	185	185
<b>TOTAL</b>	<b>6 065</b>	<b>6 754</b>

*Sauf mention contraire, les titres ne sont pas couverts par des CDS.*

Expositions au 30/06/2017	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	292	5	77	83	458
AFS	1 282	50	1 821	1 490	4 643
Loans	421		133	225	779
<b>TOTAL</b>	<b>1 995</b>	<b>56</b>	<b>2 032</b>	<b>1 798</b>	<b>5 880</b>
France	211		95	400	705
Espagne	93		-	200	294
Royaume Uni	206		19	185	410
Europe hors France, Espagne, Royaume Uni	401	56	452	1 005	1 914
USA	1 053		777	-	1 829
Autres	31		689	9	728
<b>TOTAL</b>	<b>1 995</b>	<b>56</b>	<b>2 032</b>	<b>1 798</b>	<b>5 880</b>
US Agencies	706		-	-	706
AAA	672		1 933	1 016	3 622
AA	195		64	550	809
A	67		19	6	93
BBB	4	56	4	226	289
BB	20				20
Inférieur ou égal à B	330				330
Non noté	-		11		11
<b>TOTAL</b>	<b>1 995</b>	<b>56</b>	<b>2 032</b>	<b>1 798</b>	<b>5 880</b>
Origination 2005 et avant	130	56			186
Origination 2006-2008	518		20	32	569
Origination 2009-2011	91				91
Origination 2012-2015	1 256		2 012	1 767	5 034
<b>TOTAL</b>	<b>1 995</b>	<b>56</b>	<b>2 032</b>	<b>1 798</b>	<b>5 880</b>

Expositions au 31/12/2016	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	762		113	47	921
AFS	1 500	51	1 814	1 367	4 733
Loans	535		148	226	910
<b>TOTAL</b>	<b>2 797</b>	<b>51</b>	<b>2 075</b>	<b>1 640</b>	<b>6 564</b>
France	130		58	413	600
Espagne	72			116	188
Royaume Uni	295		85	162	541
Europe hors France, Espagne, Royaume Uni	449	51	436	950	1 887
USA	1 850		894	0	2 744
Autres	1		602		603
<b>TOTAL</b>	<b>2 797</b>	<b>51</b>	<b>2 075</b>	<b>1 640</b>	<b>6 564</b>
US Agencies	1 451		0	0	1 451
AAA	686		1 990	972	3 649
AA	157		48	425	630
A	62		22	13	96
BBB	31	51	4	230	316
BB	31				31
Inférieur ou égal à B	380			0	380
Non noté	0		11		11
<b>TOTAL</b>	<b>2 797</b>	<b>51</b>	<b>2 075</b>	<b>1 640</b>	<b>6 564</b>
Origination 2005 et avant	150	51	0	0	201
Origination 2006-2008	650	0	46	32	727
Origination 2009-2011	136	0	0	0	136
Origination 2012-2014	1 862	0	2 030	1 608	5 500
<b>TOTAL</b>	<b>2 797</b>	<b>51</b>	<b>2 075</b>	<b>1 640</b>	<b>6 564</b>

## NOTE 12 - Impôts

### 12a - Impôts courants

	30.06.2017	31.12.2016
Actif (par résultat)	1 548	1 590
Passif (par résultat)	956	764

### 12b - Impôts différés

	30.06.2017	31.12.2016
Actif (par résultat)	1 097	1 115
Actif (par capitaux propres)	167	178
Passif (par résultat)	657	598
Passif (par capitaux propres)	672	670

**NOTE 13 - Comptes de régularisation, actifs et passifs divers**

*13a - Comptes de régularisation et actifs divers*

	30.06.2017	31.12.2016
<i>Comptes de régularisation actif</i>		
Valeurs reçues à l'encaissement	158	397
Comptes d'ajustement sur devises	26	967
Produits à recevoir	658	531
Comptes de régularisation divers	3 275	2 081
<b>Sous-total</b>	<b>4 117</b>	<b>3 977</b>
<i>Autres actifs</i>		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	466	122
Dépôts de garantie versés	5 954	6 112
Débiteurs divers	3 970	4 414
Stocks et assimilés	25	26
Autres emplois divers	37	37
<b>Sous-total</b>	<b>10 453</b>	<b>10 712</b>
<i>Autres actifs d'assurance</i>		
Provisions techniques - Part des réassureurs	307	320
Autres	116	112
<b>Sous-total</b>	<b>422</b>	<b>432</b>
<b>TOTAL</b>	<b>14 992</b>	<b>15 120</b>

*13b - Comptes de régularisation et passifs divers*

	30.06.2017	31.12.2016
<i>Comptes de régularisation passif</i>		
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	136	266
Comptes d'ajustement sur devises	334	15
Charges à payer	1 331	1 302
Produits constatés d'avance	1 402	1 412
Comptes de régularisation divers	7 173	2 179
<b>Sous-total</b>	<b>10 376</b>	<b>5 173</b>
<i>Autres passifs</i>		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	899	270
Versements restant à effectuer sur titres	289	231
Créditeurs divers	4 807	5 742
<b>Sous-total</b>	<b>5 995</b>	<b>6 242</b>
<i>Autres passifs d'assurance</i>		
Dépôts et cautionnements reçus	202	201
<b>Sous-total</b>	<b>202</b>	<b>201</b>
<b>TOTAL</b>	<b>16 573</b>	<b>11 616</b>

**NOTE 14 - Participation dans les entreprises mises en équivalence**

*Quote-part dans le résultat net des entreprises MEE*

		Pays	30.06.2017				JV de la participation
			QP détenue	Valeur de MEE	QP de résultat	Dividendes reçus	
<i>Entités sous influence notable</i>							
ACM Nord Iard	Non coté	France	49,00%	34	4	8	NC*
ASTREE Assurances	Cotée	Tunisie	30,00%	16	1	1	27
Banco Popular Español	Cotée	Espagne	0,00%	0	-246	0	0
Banque de Tunisie	Cotée	Tunisie	34,00%	163	8	8	178
Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE)	Cotée	Maroc	26,00%	981	-20	18	931
Caisse Centrale du Crédit Mutuel	Non coté	France	52,00%	271	3	0	NC*
Euro Automatic Cash	Non coté	Espagne	50,00%	43	4	0	NC*
LYF SAS (ex Ivory SAS)	Non coté	France	43,00%	3	-5	0	NC*
NELB (North Europe Life Belgium)	Non coté	Belgique	49,00%	22	1	0	NC*
Royale Marocaine d'Assurance (ex RMA Watanya)	Non coté	Maroc	22,02%	111	1	9	NC*
Autres participations	Non coté			2	0	0	NC*
<b>TOTAL (1)</b>				<b>1 644</b>	<b>-250</b>	<b>44</b>	
<i>Coentreprises</i>							
Bancas	Non coté	France	50,00%	1	0	0	NC*
Banque du groupe Casino	Non coté	France	50,00%	41	-6	0	NC*
<b>TOTAL (2)</b>				<b>42</b>	<b>-6</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL (1) + (2)</b>				<b>1 686</b>	<b>-256</b>	<b>44</b>	

\* NC : Non communiqué



31.12.2016

	Pays	QP détenue	Valeur de MEE	QP de résultat	Dividendes reçus	JV de la participation
<b>Entités sous influence notable</b>						
ACM Nord Iard	Non coté	France	49,00%	39	7	9 NC*
ASTREE Assurances	Cotée	Tunisie	30,00%	18	2	1 18
Banco Popular Español	Cotée	Espagne	3,95%	245	-262	4 152
Banque de Tunisie	Cotée	Tunisie	34,00%	173	14	6 198
Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE)	Cotée	Maroc	26,21%	1 039	52	19 984
Caisse Centrale du Crédit Mutuel	Non coté	France	52,84%	248	2	1 NC*
Euro Automatic Cash	Non coté	Espagne	50,00%	39	13	14 NC*
NELB (North Europe Life Belgium)	Non coté	Belgique	49,00%	21	3	0 NC*
Royale Marocaine d'Assurance (ex RMA Watanya)	Non coté	Maroc	22,02%	102	33	10 NC*
Autres participations	Non coté			2	1	0 NC*
<b>TOTAL (1)</b>				<b>1 925</b>	<b>-134</b>	<b>63</b>
<b>Coentreprises</b>						
Bancas	Non coté	France	50,00%	1	0	0 NC*
Banque du groupe Casino	Non coté	France	50,00%	47	-2	0 NC*
<b>TOTAL (2)</b>				<b>48</b>	<b>-2</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL (1) + (2)</b>				<b>1 973</b>	<b>-136</b>	<b>63</b>

\* NC : Non communiqué

**Banco Popular Español (BPE) :**

Pour rappel, au 31 décembre 2016 l'investissement dans BPE était consolidé par mise en équivalence compte tenu des liens d'influence notable entre le Groupe et BPE : représentation du Crédit Mutuel - CIC au Conseil d'administration de BPE, existence d'une entreprise bancaire commune aux deux groupes et de multiples accords commerciaux croisés sur les marchés franco-espagnols des entreprises et des particuliers.

Suite à d'importantes contraintes de liquidité, la Banque Centrale Européenne a décidé le 6 juin 2017 que Banco Popular était susceptible de faire faillite et en a informé le Comité de Résolution Unique en conséquence.

Le Comité de Résolution Unique et l'autorité de résolution Espagnole (FROB) ont décidé que la vente de Banco Popular à Banco Santander était dans l'intérêt public en protégeant ainsi tous ses déposants et en assurant ainsi sa stabilité financière. Le plan de résolution est entré en vigueur le 7 juin 2017 et le Comité de Résolution Unique a transféré l'ensemble des actions et instruments de capital de Banco Popular à Banco Santander pour un montant de 1 euro.

Le groupe Crédit Mutuel-CM11 possédant 3,95% des actions Banco Popular a constaté en résultat net des entreprises mises en équivalence une moins-value de cession nette des dépréciations déjà comptabilisées de 232 M€ dans ses comptes consolidés au 30 juin 2017. Cette moins-value de cession est le résultat de la mise à zéro de la valeur de mise en équivalence au 30 juin 2017 (405,6 M€) et de la reprise de la dépréciation (174 M€).

**Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE)**

L'investissement dans BMCE a fait l'objet d'un test de dépréciation au 30/06/2017 et a conduit à un impairment de 50 millions d'euros.

**NOTE 15 - Immeubles de placement**

	31.12.2016	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2017
Coût historique	2 324	17	-1	-124	2 215
Amortissement et dépréciation	-363	-19	1	46	-335
<b>Montant net</b>	<b>1 961</b>	<b>-2</b>	<b>-1</b>	<b>-78</b>	<b>1 880</b>

**NOTE 16 - Immobilisations corporelles et incorporelles****16a - Immobilisations corporelles**

	31.12.2016	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2017
<b>Coût historique</b>					
Terrains d'exploitation	516	1	-1	29	546
Constructions d'exploitation	4 780	57	-22	75	4 890
Autres immobilisations corporelles	2 602	144	-91	16	2 670
<b>TOTAL</b>	<b>7 898</b>	<b>202</b>	<b>-114</b>	<b>120</b>	<b>8 107</b>
<b>Amortissement et dépréciation</b>					
Terrains d'exploitation	-5	-1	0	0	-6
Constructions d'exploitation	-2 927	-95	18	-22	-3 026
Autres immobilisations corporelles	-2 024	-94	40	-19	-2 098
<b>TOTAL</b>	<b>-4 957</b>	<b>-190</b>	<b>58</b>	<b>-42</b>	<b>-5 130</b>
<b>Montant net</b>	<b>2 942</b>	<b>12</b>	<b>-56</b>	<b>78</b>	<b>2 976</b>
<i>Dont immeubles loués en location financement</i>					
Terrains d'exploitation	7				7
Constructions d'exploitation	111		-2		109
<b>Total</b>	<b>118</b>	<b>0</b>	<b>-2</b>	<b>0</b>	<b>116</b>

**16 b - Immobilisations incorporelles**

	31.12.2016	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2017
<b>Coût historique</b>					
. Immobilisations générées en interne	16	0	-16	0	0
. Immobilisations acquises	1 893	42	-19	-3	1 913
- logiciels	497	10	-10	0	497
- autres	1 396	32	-9	-2	1 416
<b>TOTAL</b>	<b>1 909</b>	<b>42</b>	<b>-35</b>	<b>-3</b>	<b>1 913</b>
<b>Amortissement et dépréciation</b>					
. Immobilisations acquises	-1 223	-43	27	5	-1 234
- logiciels	-481	-9	26	0	-464
- autres	-741	-34	0	4	-770
<b>TOTAL</b>	<b>-1 223</b>	<b>-43</b>	<b>27</b>	<b>5</b>	<b>-1 234</b>
<b>Montant net</b>	<b>686</b>	<b>0</b>	<b>-9</b>	<b>2</b>	<b>679</b>

## NOTE 17 - Ecart d'acquisition

	31.12.2016	Augmentation	Diminution	Variation dépréciation	Autres variations*	30.06.2017
Ecart d'acquisition brut	4 632		0	0	-24	4 608
Dépréciations	-475	0	0	-15	0	-490
<b>Ecart d'acquisition net</b>	<b>4 157</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-15</b>	<b>-24</b>	<b>4 118</b>

Filiales	Valeur de l'EA au 31.12.2016	Augmentation	Diminution	Variation dépréciation	Autres variations*	Valeur de l'EA au 30.06.2017
Targobank Allemagne	2781					2 781
Crédit Industriel et Commercial (CIC)	497					497
Cofidis Participations	457					457
El Telecom	78					78
Amgen Seguros Generales Compañía de Seguros y Reaseguros SA	53					53
CM-CIC Investissement SCR	21					21
CIC Iberbanco	15			-15		0
Banque de Luxembourg	13					13
Cofidis Italie	9					9
Banque Transatlantique	6					6
Transatlantique Gestion	5					5
Factofrance SAS	80				-12	68
Heller GmbH et Targo Leasing GmbH	75				-12	63
Autres	66					66
<b>TOTAL</b>	<b>4 157</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-15</b>	<b>-24</b>	<b>4 118</b>

\* Les autres variations correspondent aux diminutions de valeur des écarts d'acquisition suite à l'ajustement du prix d'acquisition des entités concernées.

## NOTE 18 - Dettes représentées par un titre

	30.06.2017	31.12.2016
Bons de caisse	581	744
TMI & TCN	56 641	61 111
Emprunts obligataires	53 024	49 175
Dettes rattachées	662	1 428
<b>TOTAL</b>	<b>110 909</b>	<b>112 458</b>

## NOTE 19 - Provisions techniques des contrats d'assurance

	30.06.2017	31.12.2016
Vie	82 393	82 239
Non vie	3 233	3 139
Unités de compte	8 870	7 724
Autres	341	295
<b>TOTAL</b>	<b>94 837</b>	<b>93 397</b>
<i>Dont participation aux bénéfices différée passive</i>	<i>12 585</i>	<i>12 026</i>
Part des réassureurs dans les provisions techniques	307	320
<b>TOTAL - Provisions techniques nettes</b>	<b>94 530</b>	<b>93 076</b>

## NOTE 20 - Provisions

	31.12.2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres variations	30.06.2017
<b>Provisions pour risques</b>	<b>333</b>	<b>69</b>	<b>-19</b>	<b>-48</b>	<b>0</b>	<b>335</b>
Sur engagements par signature	133	28	-1	-32	0	128
Sur engagements de financement et de garantie	3	0	0	0	0	3
Provision pour impôt	36	2	-1	-6	0	31
Provisions pour litiges	97	37	-17	-9	34	142
Provision pour risques sur créances diverses	64	2	0	-1	-34	31
<b>Autres provisions</b>	<b>1 125</b>	<b>134</b>	<b>-177</b>	<b>-80</b>	<b>-9</b>	<b>993</b>
Provision pour épargne logement	162	19	0	0	0	181
Provisions pour éventualités diverses	547	78	-158	-75	52	444
Autres provisions (1)	416	37	-19	-5	-61	368
<b>Provisions pour engagements de retraite</b>	<b>1 377</b>	<b>20</b>	<b>-12</b>	<b>-1</b>	<b>-101</b>	<b>1 283</b>
<b>Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite</b>						
Indemnités de fin de carrière (2)	1 002	16	-7	-1	-99	911
Compléments de retraite	217	3	-5	-1	-1	213
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	128	0	-1	0	0	127
sous-total comptabilisé	1 346	20	-12	-1	-100	1 252
<b>Retraites complémentaires à prestations définies assurées par les caisses de retraite du groupe</b>						
Provision de l'insuffisance de réserve des caisses de retraite (3)	31	0	0	0	0	31
sous-total comptabilisé	31	0	0	0	0	31
<b>TOTAL</b>	<b>2 835</b>	<b>223</b>	<b>-209</b>	<b>-129</b>	<b>-110</b>	<b>2 610</b>

(1) Les autres provisions comprennent notamment des provisions sur des GIE à hauteur de 342 millions d'euros.

(2) Les autres variations résultent de l'évolution du taux d'actualisation, estimé à partir de l'indice IBOXX, retenu à 1,64% au 30 juin 2017 contre 1,2% au 31 décembre 2016.

(3) Les provisions concernant les insuffisances des caisses de retraite sont relatives aux entités situées à l'étranger.

## NOTE 21 - Dettes subordonnées

	30.06.2017	31.12.2016
Dettes subordonnées	6 113	5 611
Emprunts participatifs	24	24
Dettes subordonnées à durée indéterminée	1 013	1 014
Dettes rattachées	106	61
<b>TOTAL</b>	<b>7 256</b>	<b>6 710</b>

### Principales dettes subordonnées

en M€	Type	Date Emission	Montant Emission	Montant fin d'exercice (1)	Taux	Echéance
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	06.12.2011	1000 M€	1000 M€	5,30	06.12.2018
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	22.10.2010	1000 M€	913 M€	4,00	22.10.2020
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	21.05.2014	1000 M€	1000 M€	3,00	21.05.2024
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	11.09.2015	1000 M€	1000 M€	3,00	11.09.2025
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	24.03.2016	1000 M€	1000 M€	2,475	24.03.2026
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	04.11.2016	700 M€	700 M€	1,875	04.11.2026
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	31.03.2017	500 M€	500 M€	2,625	31.03.2027
CIC	Participatif	28.05.1985	137 M€	10 M€	(2)	(3)
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	15.12.2004	750 M€	737 M€	(4)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	25.02.2005	250 M€	250 M€	(5)	indéterminé

(1) Montants nets d'intra-groupe.

(2) Minimum 85% (TAM+TMO)/2 Maximum 130% (TAM+TMO)/2.

(3) Non amortissable, mais remboursable au gré de l'emprunteur à compter du 28.05.1997 à 130% du nominal revalorisé de 1,5% par an pour les années ultérieures.

(4) CMS 10 ans ISDA CIC + 10 points de base.

(5) CMS 10 ans ISDA + 10 points de base

## NOTE 22 - Capitaux propres

### 22a - Capitaux propres part du groupe (hors gains ou pertes latents ou différés)

	30.06.2017	31.12.2016
. Capital et réserves liées au capital	6 014	5 941
- Capital	6 014	5 941
. Réserves consolidées	29 085	26 828
- Réserves réglementées	8	8
- Autres réserves (dont effets liés à la première application)	28 942	26 690
- Report à nouveau	136	129
. Résultat de l'exercice	1 163	2 410
<b>TOTAL</b>	<b>36 263</b>	<b>35 178</b>

Les Caisses de Crédit Mutuel ont un capital social constitué :

- de parts A incessibles,
- de parts B négociables,
- de parts P à intérêts prioritaires.

Les parts B ne peuvent être souscrites que par les sociétaires détenant au minimum une part A. Les statuts des caisses locales limitent la souscription de parts B par un même sociétaire à 50 000 euros (à l'exception du réinvestissement du dividende versé en parts B). Conformément à la loi du 10 septembre 1947, le capital ne peut être inférieur, suite à des retraits d'apports, au quart du montant le plus élevé atteint par le capital par le passé.

Le régime de rachat des parts B diffère selon qu'elles aient été souscrites avant ou après le 31 décembre 1988 :

- les parts souscrites jusqu'au 31 décembre 1988 peuvent être remboursées sur demande du sociétaire pour le 1er janvier de chaque année. Ce remboursement, qui s'effectue sous réserve du respect des dispositions réglementant la diminution du capital, est subordonné à un préavis minimal de 3 mois.
- les parts souscrites à compter du 1er janvier 1989 peuvent être remboursées sur demande du sociétaire en observant un préavis de 5 ans, sauf en cas de mariage, de décès ou de chômage. Ces opérations sont également soumises au respect des dispositions réglementant la diminution du capital.

La caisse peut, sur décision du conseil d'administration et en accord avec le conseil de surveillance, dans les mêmes conditions, rembourser tout ou partie des parts de cette catégorie.

Les parts P à intérêts prioritaires sont émises par les caisses régionales de Crédit Mutuel de Normandie et Midi-Atlantique, et par la caisse de crédit mutuel « Cautionnement Mutuel de l'Habitat », société de caution mutuelle de crédits qui a émis depuis 1999 des parts sociales à intérêts prioritaires dont la souscription est réservée aux distributeurs de crédits cautionnés hors Groupe Crédit Mutuel-CM11.

Au 30 juin 2017, le capital des Caisses de Crédit Mutuel se répartit comme suit :

- 195,3 millions d'euros au titre des parts A
- 5806,0 millions d'euros au titre des parts B
- 13,0 millions d'euros au titre des parts P

### 22b - Gains ou pertes latents ou différés

	30.06.2017	31.12.2016
<i>Gains ou pertes latents ou différés* liés aux :</i>		
. Actifs disponibles à la vente		
- actions	1 093	973
- obligations	758	769
. Dérivés de couverture (CFH)	5	-19
. Ecarts actuariels	-251	-312
. Ecarts de conversion	28	95
. Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	1	-13
<b>TOTAL</b>	<b>1 633</b>	<b>1 495</b>
<i>dont part du groupe</i>	<i>1 440</i>	<i>1 296</i>
<i>dont part des intérêts minoritaires</i>	<i>193</i>	<i>199</i>

\*soldes net d'IS.

	Variations 2017	Variations 2016
<i>Ecart de conversion</i>		
- Autres mouvements	-68	3
<i>Sous-total - Ecart de conversion</i>	-68	-63
<i>Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</i>		
- Reclassement vers le résultat	0	-205
- Autres mouvements	107	154
<i>Sous-total - Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</i>	107	-51
<i>Réévaluation des instruments dérivés de couverture</i>		
- Autres mouvements	24	1
<i>Sous-total - Réévaluation des instruments dérivés de couverture</i>	24	1
- Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	13	1
<i>Sous-total - Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE</i>	13	1
<b>TOTAL - Gains et pertes recyclables</b>	<b>78</b>	<b>-113</b>
- <i>Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies</i>	61	-110
<b>TOTAL - Gains et pertes non recyclables</b>	<b>61</b>	<b>-110</b>
Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	139	-223

## 22d - Impôt relatif à chaque composante de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	Variations 2017			Variations 2016		
	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette
Ecart de conversion	-68		-68	-63		-63
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	164	-56	107	-78	27	-51
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	37	-13	24	2	-1	1
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	93	-32	61	-167	58	-110
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	13		13	1		1
Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	240	-101	139	-307	84	-223

## NOTE 23 - Engagements donnés et reçus

	30.06.2017	31.12.2016
<b>Engagements donnés</b>		
<i>Engagements de financement</i>		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	1 385	1 316
Engagements en faveur de la clientèle	59 581	56 784
<i>Engagements de garantie</i>		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	3 089	2 591
Engagements d'ordre de la clientèle	15 168	15 676
<i>Engagements sur titres</i>		
Autres engagements donnés	1 829	102
<i>Engagements donnés de l'activité d'assurance</i>	1 624	1 468
<b>Engagements reçus</b>		
<i>Engagements de financement</i>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	18 219	17 664
Engagements reçus de la clientèle	0	56
<i>Engagements de garantie</i>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	42 475	41 009
Engagements reçus de la clientèle	18 898	18 471
<i>Engagements sur titres</i>		
Autres engagements reçus	1 906	753
<i>Engagements reçus de l'activité d'assurance</i>	4 664	4 913
<b>Titres et valeurs donnés en pension</b>		
Actifs donnés en pension	28 182	33 255
Passifs associés	37 066	32 934
<i>Autres actifs donnés en garantie de passif</i>		
Dépôts de garantie sur opérations de marché	5 954	6 112
<b>Total</b>	<b>5 954</b>	<b>5 599</b>

Pour son activité de refinancement, le Groupe procède à la mise en pension de titres de dettes et/ou de capitaux propres. Elle se traduit par le transfert de la propriété de titres que le bénéficiaire peut à son tour prêter. Les coupons ou dividendes bénéficient à l'emprunteur. Ces opérations sont soumises à appels de marge et le Groupe est exposé à la non-restitution des titres. Les autres actifs donnés en garantie de passifs concernent les dérivés pour lesquels sont versés des appels de marge lorsque leur juste valeur est négative. Ces montants comprennent les marges initiales et celles versées ultérieurement.

## NOTE 24 - Intérêts et produits/charges assimilés

	1er sem 2017		1er sem 2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
. Etablissements de crédit & banques centrales	167	-170	324	-265
. Clientèle	6 035	-2 389	6 168	-2 512
- dont location financement et location simple	1 526	-1 348	1 408	-1 281
. Instruments dérivés de couverture	816	-979	866	-1 083
. Actifs financiers disponibles à la vente	225		272	
. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	51		111	
. Dettes représentées par un titre		-865		-971
. Dettes subordonnées		-6		-8
<b>TOTAL</b>	<b>7 295</b>	<b>-4 410</b>	<b>7 741</b>	<b>-4 839</b>

NOTE 25 - Commissions

	1er sem 2017		1er sem 2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	4	-4	6	-6
Clientèle	896	-15	750	-15
Titres	422	-22	371	-24
<i>dont activités gérées pour compte de tiers</i>	296		269	
Instruments dérivés	1	-2	2	-2
Change	10	-1	11	-1
Engagements de financement et de garantie	53	-8	64	-5
Prestations de services	1 039	-571	906	-470
<b>TOTAL</b>	<b>2 427</b>	<b>-622</b>	<b>2 109</b>	<b>-523</b>

NOTE 26 - Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	1er sem 2017	1er sem 2016
Instruments de transaction	273	261
Instruments à la juste valeur sur option (1)	265	134
Inefficacité des couvertures	-45	-46
. Sur couverture de juste valeur (FVH)	-45	-46
. Variations de juste valeur des éléments couverts	-68	-290
. Variations de juste valeur des éléments de couverture	22	244
Résultat de change	47	27
<b>Total des variations de juste valeur</b>	<b>539</b>	<b>375</b>

(1) dont 165 millions d'euros provenant de l'activité Capital Développement au premier semestre 2017 contre 130 millions d'euros au premier semestre 2016.

NOTE 27 - Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

	1er sem 2017			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		94	0	94
. Actions et autres titres à revenu variable	13	-10	11	14
. Titres immobilisés	35	0	-4	32
. Autres	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>48</b>	<b>84</b>	<b>7</b>	<b>139</b>

	1er sem 2016			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		30	0	30
. Actions et autres titres à revenu variable	61	-49	-2	9
. Titres immobilisés (1)	35	271	17	323
. Autres	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>96</b>	<b>252</b>	<b>15</b>	<b>363</b>

(1) comprend le résultat de la cession des titres VISA

NOTE 28 - Produits et charges des autres activités

	1er sem 2017	1er sem 2016
<i>Produits des autres activités</i>		
. Contrats d'assurance	6 943	6 648
. Charges refacturées	20	19
. Autres produits	1 019	878
<b>Sous-total</b>	<b>7 982</b>	<b>7 546</b>
<i>Charges des autres activités</i>		
. Contrats d'assurance	-5 698	-5 562
. Immeubles de placement :	-20	-18
- dotations aux provisions/amortissements (selon traitement retenu)	-20	-18
. Autres charges	-483	-432
<b>Sous-total</b>	<b>-6 200</b>	<b>-6 012</b>
<b>Total net des autres produits et charges</b>	<b>1 782</b>	<b>1 534</b>

*Produits nets des activités d'assurance*

	1er sem 2017	1er sem 2016
Primes acquises	4 982	5 465
Charges des prestations	-3 992	-3 666
Variations des provisions	-1 712	-1 895
Autres charges et produits techniques et non techniques	42	33
Produits nets des placements	1 926	1 149
<b>TOTAL</b>	<b>1 245</b>	<b>1 086</b>

## NOTE 29 - Frais généraux

	1er sem 2017	1er sem 2016
Charges de personnel	-2 486	-2 422
Autres charges	-1 874	-1 865
<b>TOTAL</b>	<b>-4 360</b>	<b>-4 288</b>

### 29a - Charges de personnel

	1er sem 2017	1er sem 2016
Salaires et traitements	-1 588	-1 538
Charges sociales (1)	-560	-552
Avantages du personnel à court terme	-1	-1
Intéressement et participation des salariés	-154	-146
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-184	-185
Autres	1	0
<b>TOTAL</b>	<b>-2 486</b>	<b>-2 422</b>

(1) Le montant du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) comptabilisé au crédit des charges de personnel s'élève à 35 millions d'euros au premier semestre 2017.

### Effectifs

Effectifs moyens	1er sem 2017	1er sem 2016
Techniciens de la banque	40 386	39 755
Cadres	24 525	23 632
<b>TOTAL</b>	<b>64 911</b>	<b>63 387</b>
Ventilation par pays		
France	51 652	50 452
Etranger	13 259	12 935
<b>TOTAL</b>	<b>64 911</b>	<b>63 387</b>

### Effectifs inscrits\*

	1er sem 2017	1er sem 2016
	69 250	67 497

\*Les effectifs inscrits correspondent à la totalité des effectifs de fin de période des entités sous contrôle du Groupe, par différence avec les effectifs moyens en équivalent temps plein (dits ETP), limités au périmètre de la consolidation financière par intégration globale.

### 29b - Autres charges d'exploitation

	1er sem 2017	1er sem 2016
Impôts et taxes (1)	-345	-305
Services extérieurs	-1 244	-1 188
Autres charges diverses (transports, déplacements, ...)	-55	-46
<b>TOTAL</b>	<b>-1 643</b>	<b>-1 540</b>

(1) dont 111 millions d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique en 2017 contre 85 millions en 2016.

### 29c - Dotations et reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles

	1er sem 2017	1er sem 2016
Amortissements :	-222	-235
- immobilisations corporelles	-189	-184
- immobilisations incorporelles	-33	-51
Dépréciations :	-9	-91
- immobilisations corporelles	-1	0
- immobilisations incorporelles	-8	-91
<b>TOTAL</b>	<b>-230</b>	<b>-326</b>

## NOTE 30 - Coût du risque

1er sem 2017	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	8	0	0	2	10
Clientèle	-879	922	-382	-150	97	-393
. Location financement	-57	63	-12	-1	1	-5
. Autres - clientèle	-822	858	-371	-149	96	-388
Sous total	-879	930	-382	-150	99	-383
HTM - DJM	-9	0	0	0	0	-9
AFS - DALV	-3	5	-1	-7	8	1
Autres	-39	40	-8	-1	0	-8
<b>TOTAL</b>	<b>-930</b>	<b>975</b>	<b>-392</b>	<b>-158</b>	<b>107</b>	<b>-398</b>

1er sem 2016	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	2	0	0	0	2
Clientèle	-737	785	-242	-247	75	-367
. Location financement	-3	4	-1	-1	0	0
. Autres - clientèle	-734	780	-241	-246	74	-366
Sous total	-737	787	-242	-247	75	-364
HTM - DJM	0	0	0	0	0	0
AFS - DALV	-1	1	-2	-6	9	1
Autres	-32	40	-2	-1	0	5
<b>TOTAL</b>	<b>-771</b>	<b>828</b>	<b>-246</b>	<b>-254</b>	<b>84</b>	<b>-359</b>

NOTE 31 - Gains ou pertes sur autres actifs

	1er sem 2017	1er sem 2016
Immobilisations corporelles et incorporelles	0	11
. MV de cession	-6	-3
. PV de cession	6	13
Gains ou pertes nets sur titres consolidés	0	0
TOTAL	0	11

NOTE 32 - Variations de valeur des écarts d'acquisition

	1er sem 2017	1er sem 2016
Dépréciation des écarts d'acquisition	-15	-187
TOTAL	-15	-187

NOTE 33 - Impôts sur les bénéfices

Décomposition de la charge d'impôt

	1er sem 2017	1er sem 2016
Charge d'impôt exigible	-764	-675
Charge d'impôt différé	-47	29
Ajustements au titre des exercices antérieurs	1	-1
TOTAL	-810	-646

NOTE 34 - Encours des opérations réalisées avec les parties liées

Éléments de bilan relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

	30.06.2017		31.12.2016	
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale
<b>Actif</b>				
Prêts, avances et titres				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 765	4 119	2 642	4 021
Prêts et créances sur la clientèle	0	9	0	16
Titres	0	314	0	316
Actifs divers	4	36	4	30
TOTAL	2 769	4 478	2 646	4 382
<b>Passif</b>				
Dépôts				
Dettes envers les établissements de crédit	1 198	1 054	921	1 179
Dettes envers la clientèle	16	1 521	10	1 537
Dettes représentées par un titre	0	436	0	555
Passifs divers	0	73	0	64
TOTAL	1 214	3 084	931	3 336
Engagements de financement et de garantie				
Engagements de financement donnés	440	3	390	10
Engagements de garantie donnés	29	99	29	88
Engagements de garantie reçus	0	537	0	543

Éléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

	1er sem 2017		1er sem 2016	
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale
Intérêts reçus	-1	15	6	26
Intérêts versés	0	-10	-2	-11
Commissions reçues	3	5	3	8
Commissions versées	0	0	0	0
Autres produits et charges	34	-5	39	-25
Frais généraux	5	-7	5	-6
TOTAL	41	-2	50	-9

Les "Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale" correspondent aux autres fédérations régionales du Crédit Mutuel non adhérentes à la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel.





### **3. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle du groupe Crédit Mutuel-CM11**

**PricewaterhouseCoopers France**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
S.A.R.L. au capital de € 86.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

**ERNST & YOUNG et Autres**  
1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

#### **Groupe Crédit Mutuel-CM11**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2017

#### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Mesdames et Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du Groupe Crédit Mutuel-CM11, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 1<sup>er</sup> août 2017

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers France

ERNST & YOUNG et Autres

Jacques Lévi

Olivier Durand

Hassan Baaj

## 4. Etats financiers consolidés au 30 juin 2017 du groupe BFCM

*Les comptes ne sont pas audités mais font l'objet d'un examen limité*

### Bilan actif - IFRS

En millions d'euros	30.06.2017	31.12.2016	Notes
Caisse, Banques centrales	62 518	59 950	4a
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	30 081	26 927	5a, 5c
Instruments dérivés de couverture	3 797	4 856	6a, 5c, 6c
Actifs financiers disponibles à la vente	95 718	96 597	7a, 5c
Prêts et créances sur les établissements de crédits	53 763	53 138	4a
Prêts et créances sur la clientèle	217 611	213 329	8a
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	498	604	6b
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	9 817	10 101	9
Actifs d'impôts courants	636	797	12a
Actifs d'impôts différés	937	947	12b
Comptes de régularisation et actifs divers	13 882	13 666	13a
Actifs non courants destinés à être cédés	2 394	0	3c
Participations dans les entreprises mises en équivalence	1 731	2 028	14
Immeubles de placement	1 821	1 903	15
Immobilisations corporelles	1 890	1 846	16a
Immobilisations incorporelles	548	566	16b
Ecarts d'acquisition	4 049	4 088	17
<b>Total de l'actif</b>	<b>501 690</b>	<b>491 344</b>	

### Bilan passif - IFRS

En millions d'euros	30.06.2017	31.12.2016	Notes
Banques centrales	608	0	4b
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	11 520	11 279	5b, 5c
Instruments dérivés de couverture	4 036	4 930	6a, 5c, 6c
Dettes envers les établissements de crédit	54 538	55 474	4b
Dettes envers la clientèle	181 299	178 256	8b
Dettes représentées par un titre	110 867	112 304	19
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-411	-573	6b
Passifs d'impôts courants	540	456	12a
Passifs d'impôts différés	1 226	1 163	12b
Comptes de régularisation et passifs divers	14 889	9 995	13b
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	2 390	0	3e
Provisions techniques des contrats d'assurance	82 842	81 547	19
Provisions	2 012	2 235	20
Dettes subordonnées	7 914	7 360	21
Capitaux propres totaux	27 420	26 918	
Capitaux propres part du Groupe	23 570	22 826	
Capital et réserves liées	6 197	6 197	22a
Réserves consolidées	15 449	14 006	22a
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 108	968	22b
Résultat de l'exercice	816	1 655	22a
Intérêts minoritaires	3 850	4 092	
<b>Total du passif</b>	<b>501 690</b>	<b>491 344</b>	

## COMPTE DE RESULTAT - IFRS

En millions d'euros	30.06.2017	30.06.2016	Notes IFRS
Intérêts et produits assimilés	6 037	6 345	24
Intérêts et charges assimilées	-3 865	-4 253	24
Commissions (produits)	1 860	1 612	25
Commissions (charges)	-569	-464	25
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	528	368	26
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	135	360	27
Produits des autres activités	6 743	6 473	28
Charges des autres activités	-5 510	-5 435	28
<b>Produit net bancaire IFRS</b>	<b>5 359</b>	<b>5 005</b>	
Charges générales d'exploitation	-2 958	-2 806	29a, 29b
Dot/Rep sur amortissements et provisions des immos corporelles et incorporelles	-108	-209	29c
<b>Résultat brut d'exploitation IFRS</b>	<b>2 292</b>	<b>1 989</b>	
Coût du risque	-344	-315	30
<b>Résultat d'exploitation IFRS</b>	<b>1 948</b>	<b>1 674</b>	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	-242	-104	14
Gains ou pertes sur autres actifs	-1	11	31
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-15	-187	32
<b>Résultat avant impôt IFRS</b>	<b>1 690</b>	<b>1 394</b>	
Impôts sur les bénéfices	-687	-499	33
Gains et pertes nets d'impôts sur actifs abandonnés	5	46	3c
<b>Résultat net</b>	<b>1 009</b>	<b>941</b>	
Intérêts minoritaires	192	166	
<b>Résultat net (part du Groupe)</b>	<b>816</b>	<b>775</b>	

Résultat par action en euros\* 24,17 22,94 34

\* le résultat dilué par action est identique au résultat par action

### Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En millions d'euros	30.06.2017	30.06.2016	Notes IFRS
Résultat net	1 009	941	
Ecarts de conversion	-68	-95	
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	109	57	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	24	-2	
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	0	-5	
Total des gains et pertes recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	67	-45	
- Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	53	-77	
Total des gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	53	-77	22c, 22d
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>1 128</b>	<b>819</b>	
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>956</i>	<i>588</i>	
<i>Dont part des intérêts minoritaires</i>	<i>172</i>	<i>231</i>	

Les rubriques relatives aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sont présentées pour leur montant net d'impôt.

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

En millions	Capital	Primes	Réserves (1)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Résultat net - part du groupe	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres consolidés
				Ecart de conversion	Actifs disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture	Ecart actuariels				
Capitaux propres au 31 décembre 2015	1 689	4 509	12 631	143	1 322	-22	-157	1 542	21 657	3 738	25 395
Affectation du résultat de l'exercice précédent			1 542					-1 542	0		0
Augmentation de capital			-140						-140	-119	-259
Distribution de dividendes									0		0
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle									0		0
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	1 402	0	0	0	0	-1 542	-140	-119	-259
Résultat consolidé de la période								775	775	166	941
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente					-9	-3	-75		72	72	60
Variation des écarts actuariels				-99					-75	-2	-77
Variation des taux de conversion				-99					-99	-6	-105
Sous-total	0	0	0	-99	-9	-3	-75	775	588	231	819
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires			0					0	0	165	165
Autres variations			-43						-43	-8	-51
Capitaux propres au 30 juin 2016	1 689	4 509	13 990	43	1 313	-25	-232	775	22 062	4 007	26 069
Affectation du résultat de l'exercice précédent			0					0	0		0
Augmentation de capital	0		0						0		0
Distribution de dividendes			0						0	-3	-3
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle									0	15	15
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	12
Résultat consolidé de la période								880	880	122	1 002
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente					-151	4	-25		-147	-17	-165
Variation des écarts actuariels				41					-25	2	-23
Variation des taux de conversion				41	-151	4	-25	880	41	41	43
Sous-total	0	0	0	41	-151	4	-25	880	748	106	855
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires			0					0	0	10	10
Autres variations			15			0			15	-43	-27
Capitaux propres au 31 décembre 2016	1 689	4 509	14 006	84	1 162	-21	-256	1 655	22 825	4 092	26 918
Affectation du résultat de l'exercice précédent			1 655					-1 655	0		0
Augmentation de capital	0		-130						0		0
Distribution de dividendes			-57						-130	-102	-232
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle									-57	-312	-369
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	1 467	0	0	0	0	-1 655	-187	-414	-601
Résultat consolidé de la période								816	816	192	1 009
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente					152	25	51		177	-18	159
Variation des écarts actuariels				-88					51	2	52
Variation des taux de conversion				-88					-88	-4	-92
Sous-total	0	0	0	-88	152	25	51	816	956	172	1 128
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires			0					0	0	0	0
Autres variations			-24		0	0	0		-24	0	-25
Capitaux propres au 30 juin 2017	1 689	4 509	15 449	-4	1 314	4	-206	816	23 570	3 850	27 420

(1) Les réserves sont constituées au 30 juin 2017 par la réserve légale pour 169 M€, les réserves statutaires pour 2806 M€, et les autres réserves pour 12473 M€.

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE**

En millions d'euros	1er semestre 2017	1er semestre 2016
Résultat net	1 009	941
Impôt	687	499
Résultat avant impôts	1 695	1 440
+/- Dotations nettes aux amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	112	228
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	15	186
+/- Dotations nettes aux provisions	-133	63
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	242	104
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	1	-282
+/- /charges des activités de financement	0	0
+/- Autres mouvements	-849	2 600
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	-612	2 898
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-2 144	1 015
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-1 841	-2 894
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	2 529	6 146
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	3 481	-1 937
- Impôts versés	-415	-420
= Diminution/ nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	1 610	1 910
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE</b>	<b>2 693</b>	<b>6 249</b>
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	26	1 126
+/- Flux liés aux immeubles de placement	1	27
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-58	-50
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-31</b>	<b>1 104</b>
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-232	-259
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-628	127
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>-861</b>	<b>-133</b>
<b>EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET ASSIMILEE</b>	<b>-116</b>	<b>-71</b>
Augmentation/ nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 685	7 149
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	2 693	6 249
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-31	1 104
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-861	-133
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-116	-71
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>47 301</b>	<b>31 226</b>
Caisse, banques centrales, CCP	59 950	9 853
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-12 649	21 373
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>48 986</b>	<b>38 374</b>
Caisse, banques centrales, CCP	61 910	12 773
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-12 924	25 601
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>1 685</b>	<b>7 149</b>

## Notes relatives aux postes des états financiers

Les notes de l'annexe sont présentées en millions d'euros.

### NOTE 1 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2017. Ce référentiel IFRS comprend les normes IAS 1 à 41, les normes IFRS 1 à 8 et IFRS 10 à 13 et leurs interprétations SIC et IFRIC adoptées à cette date. Aucune norme non adoptée par l'Union Européenne n'est appliquée. Les documents de synthèse sont présentés selon la recommandation CNC 2009-R.04. L'ensemble des normes IAS/IFRS est disponible sur le site de la Commission européenne :

[https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_en#ifrs-financial-statements](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en#ifrs-financial-statements)

Ces états financiers intermédiaires sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet la publication d'états financiers condensés. Ils viennent en complément des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016 présentés dans le document de référence 2016. Les activités du groupe ne sont pas soumises à un caractère saisonnier ou cyclique. Des estimations et des hypothèses ont pu être faites lors de l'évaluation d'éléments du bilan.

#### Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et non encore appliquées :

##### IFRS 9 - instruments financiers

La norme IFRS 9 est appelée à remplacer la norme IAS 39 Instruments financiers « comptabilisation et évaluation ». Elle définit de nouvelles règles en matière de :

- classement et d'évaluation des instruments financiers (Phase 1),
- dépréciation du risque de crédit des actifs financiers (Phase 2), et de
- comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture (Phase 3).

Elle entre en vigueur de manière obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le classement et l'évaluation ainsi que le nouveau modèle de dépréciation d'IFRS 9 sont applicables rétrospectivement en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans obligation de retraiter les exercices présentés en comparatif. Ainsi, le groupe présentera ses comptes 2018 sans comparatif 2017 au format IFRS 9, l'explication du passage des portefeuilles entre les deux référentiels et les impacts sur les capitaux propres seront intégrés dans les annexes.

Le groupe a lancé le chantier en mode projet au deuxième trimestre 2015; il regroupe les différents acteurs (finance, risques, informatique,...), et est structuré autour du comité de pilotage « consolidation nationale » coordonné par la Direction Gestion Finances de la Confédération. Le projet est articulé en groupes de travail, selon les phases et les instruments (Crédits, Titres et dérivés) ; les travaux relatifs aux modèles de dépréciation étant sous la responsabilité de la Direction des risques CNCM. Les développements et adaptations informatiques nécessaires ont démarré en 2016 et se poursuivent en 2017.

L'amendement IFRS 4 a été étendu aux bancassureurs, suite au vote de l'ARC intervenu le 29 juin. Les pôles d'assurance du Groupe respectant les critères énoncés par le texte, et afin d'éviter toute distorsion de concurrence avec les assureurs traditionnels, le Groupe a décidé de reporter, à 2021, l'application d'IFRS 9 pour ces entités. Elles restent néanmoins totalement impliquées dans le chantier.

Les informations par phase sont présentées ci-après.

### *Phase 1 - Classement et évaluation*

Selon IFRS 9, le classement et l'évaluation des actifs financiers dépendront du modèle de gestion et des caractéristiques contractuelles des instruments, ce qui pourrait conduire à un classement et une évaluation de certains actifs financiers différents d'IAS 39.

Les prêts, créances, ou titres de dettes acquis seront classés :

- au coût amorti, si le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels, et si les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'une rémunération d'intérêts sur le principal (analyse réalisée via le test SPPI (seulement le paiement de principal et d'intérêts),
- en juste valeur par capitaux propres, si le modèle de gestion est de détenir l'instrument afin de collecter les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs en fonction des opportunités, et si les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal. En cas de cession de ces instruments, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres seront constatés en compte de résultat, comme actuellement sous IAS 39 en cas de classement en portefeuille d'actifs disponibles à la vente (AFS),
- en juste valeur par résultat, s'ils ne sont pas éligibles aux deux catégories précédentes ou si le Groupe choisit de les classer comme tel, sur option, à des fins de réduction d'incohérence comptable.

Les instruments de capitaux propres acquis (actions notamment) seront classés :

- en juste valeur par résultat, ou
- sur option, en juste valeur par capitaux propres. En cas de cession de ces instruments, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres ne seront pas recyclés en résultat, contrairement à la pratique actuelle en cas de comptabilisation en portefeuille d'actifs disponibles à la vente (AFS). Seuls les dividendes seront comptabilisés en résultat.

A noter que :

- les dérivés incorporés à des actifs financiers ne pourront plus être comptabilisés séparément du contrat hôte,
- les dispositions de la norme IAS 39 relatives à la décomptabilisation des actifs sont reprises dans la norme IFRS 9 sans modification,
- tout comme celles relatives aux passifs financiers, exceptée la comptabilisation des variations de juste valeur, résultant du risque de crédit propre des dettes désignées en juste valeur par résultat sur option. En effet, elles seront à constater en gains ou pertes latents ou différés dans les capitaux propres, et non plus en résultat. Le groupe est marginalement concerné par la problématique du risque de crédit propre.

Les travaux opérationnels menés dans le Groupe depuis le début de l'exercice 2017, ont visé à :

- actualiser la cartographie des instruments, tant sur les taux que sur les différentes clauses contractuelles,
- finaliser les tests SPPI,
- poursuivre le chantier de documentation des différents instruments, aux niveaux national et régional, tant sur les caractéristiques des instruments que sur les modèles de gestion.

A ce stade, seront principalement reclassés en juste valeur par résultat, les parts d'OPCVM et d'OPCI, et certaines obligations convertibles, ou structurées; l'impact des reclassements est modéré.

Le Crédit Mutuel n'a pas souhaité émettre de principes « Groupe » quant :

- à l'usage de l'option à la juste valeur par capitaux propres pour les instruments de capitaux propres,
- au classement en coût amorti, ou en juste valeur par capitaux propres, des instruments de dettes inclus dans le portefeuille de liquidité ; chaque groupe classera ses instruments en fonction de son propre modèle de gestion.



## *Phase 2 - Dépréciation*

Pour sa partie relative à la dépréciation du risque de crédit, IFRS 9 répond aux critiques soulevées par le modèle de pertes de crédit avérées de la norme IAS 39, d'une comptabilisation trop tardive et trop faible des pertes de crédit.

Elle permet de passer d'un provisionnement de pertes de crédit avérées à un provisionnement de pertes de crédit attendues. Les dépréciations seront constatées, pour les actifs financiers n'ayant pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie.

Cette approche du risque de crédit plus prospective est déjà prise en compte, pour partie, lorsque des provisions collectives sont actuellement constatées sur des portefeuilles homogènes d'actifs financiers en application de la norme IAS 39.

Ainsi, le nouveau modèle de dépréciation de la norme IFRS 9 s'appliquera à l'ensemble des instruments de dettes évalués au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres, qui seront répartis en 3 catégories ; ceux relevant :

- Statut 1 : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir) dès l'entrée au bilan des actifs financiers, et tant qu'aucune augmentation significative du risque de crédit n'a été constatée depuis la comptabilisation initiale,
- Statut 2 : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à maturité (résultant de risques de défauts sur toute la durée de vie résiduelle de l'instrument) dès lors qu'une augmentation significative du risque de crédit a été constatée depuis la comptabilisation initiale, et
- Statut 3 : catégorie regroupant les actifs financiers dépréciés pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt. Cette catégorie équivaut au périmètre des encours actuellement dépréciés individuellement sous IAS 39.

L'augmentation significative du risque de crédit s'appréciera en :

- tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables, et
- en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec celui à la date de la comptabilisation initiale.

Pour le groupe, cela se traduit par la mesure du risque au niveau de l'emprunteur, l'évaluation de la variation du risque étant réalisée contrat par contrat.

Les travaux opérationnels menés dans le Groupe depuis le début de l'exercice 2017, ont principalement visé à :

- affiner la frontière entre les statuts 1 et 2 :
- le groupe s'appuiera sur les modèles développés pour les besoins prudentiels et sur l'évaluation du risque de défaut à 12 mois (représenté par une cotation ou un taux de défaut), comme la norme l'y autorise.
- il associera à ces données quantitatives, des critères qualitatifs tels que les impayés/retards de plus de 30 jours, la notion de crédits restructurés,...
- des méthodes moins complexes seront utilisées pour les entités ou petits portefeuilles, classés prudentiellement en méthode standard et ne disposant pas de systèmes de notation
- définir le mode de calcul des probabilités de défaut la méthodologie de prise en compte, dans les paramètres, des informations de nature prospective.

A ce stade, le groupe estime que le niveau de dépréciation, sous IFRS 9, des statuts 1 et 2 sera sensiblement plus élevé que les provisions collectives actuellement constituées sous IAS 39. L'ensemble du processus étant en cours de fiabilisation, il ne souhaite pas communiquer des impacts chiffrés au 30 juin 2017.

## *Phase 3 - Comptabilité de couverture*

IFRS 9 permet aux entités de choisir, lors de la première application, d'appliquer les nouvelles dispositions en termes de comptabilité de couverture, ou de maintenir celles d'IAS 39.

Le Groupe Crédit Mutuel a choisi de conserver les dispositions actuelles. Des informations complémentaires en annexe seront, en revanche, incluses sur la gestion des risques et les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers, conformément à IFRS 7 révisé.

A noter qu'en outre, les dispositions prévues dans IAS 39 pour de la couverture de valeur du risque de taux d'un portefeuille d'actifs ou passifs financiers, telles qu'adoptées par l'Union Européenne, continueront de s'appliquer.

#### **IFRS 15 - produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients**

Cette norme remplacera plusieurs normes et interprétations relatives à la comptabilisation des revenus (notamment les normes IAS 18 Produits des activités ordinaires et IAS 11 Contrats de construction). Mais elle n'affecte pas les revenus résultant des contrats de location, des contrats d'assurance ou des instruments financiers.

La comptabilisation des produits résultant de contrats doit traduire le transfert du contrôle du bien (ou service) à un client, pour le montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit. A cette fin, la norme développe un modèle en cinq étapes, permettant de déterminer quand et pour quel montant les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés :

- identification du contrat conclu avec le client,
- identification des obligations de performance incluses dans le contrat,
- détermination du prix de transaction du contrat,
- allocation du prix de transaction aux différentes obligations de performance, et
- reconnaissance du revenu lorsqu'une obligation de performance est remplie.

Cette norme entrera en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.

L'analyse de la norme et une première identification de ses effets potentiels ont été réalisés dès 2016. Ces travaux s'effectuent au sein d'un groupe de travail confédéral dédié, auquel participent les différents groupes CM, et certaines filiales, le cas échéant. Les principaux métiers/produits ayant fait l'objet d'analyses sont les offres bancaires packagées, la gestion d'actifs (commissions de surperformance), la téléphonie, et les activités informatiques. A ce stade, les impacts attendus devraient être limités.

#### **Normes et interprétations non encore adoptées par l'union européenne :**

Il convient de noter principalement :

- IFRS 16 - Contrats de location dont la première application est prévue pour le 01.01.2019, sous réserve d'adoption par l'Union européenne,
- les amendements à IFRS 4 en lien avec IFRS 9 (Date d'application prévue : 01.01.2018) : cf. note précédente sur IFRS 9.
- IFRS 17 sur les contrats d'assurance

## IFRS 16 - Contrats de location

Elle remplacera la norme IAS 17 et les interprétations relatives à la comptabilisation des contrats de location. Selon IFRS 16, la définition des contrats de location implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif.

Du point de vue du bailleur, l'impact attendu devrait être limité, les dispositions retenues restant substantiellement inchangées par rapport à l'actuelle norme IAS 17.

Côté preneur, pour tout contrat de location simple, doivent être comptabilisés :

- dans les immobilisations : un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué,
- au passif, une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers à effectuer pendant la durée de la location, et
- dans le compte de résultat, la charge liée à l'amortissement linéaire de l'actif, séparément de la charge d'intérêts calculée actuariellement, sur la dette financière.

Pour rappel, selon la norme IAS 17 actuellement en vigueur, aucun montant n'est enregistré au bilan et le coût des contrats de location figurent dans les charges d'exploitation.

Le groupe poursuit ses travaux d'analyses de cette norme, notamment concernant les différentes options possibles (première application, séparation des composants, taux d'actualisation,...ainsi que le recensement de ses contrats de location. Les impacts devraient se concentrer principalement sur les biens immobiliers, les autres secteurs étant plus marginaux (informatique, flotte automobile,...).

## IFRS 17 - Contrats d'assurance

La norme IFRS 17 remplacera, à partir de 2021, IFRS 4, qui permet aux compagnies d'assurance de conserver leurs principes comptables locaux pour leurs passifs, ce qui nuit à la comparabilité des états financiers des entités du secteur.

IFRS 17 vise à harmoniser la comptabilisation des différents types de contrats d'assurance, et à fonder leur valorisation sur une évaluation prospective des engagements des assureurs. Cela nécessite un recours accru à des modèles complexes et à des concepts proches de Solvabilité 2. La communication financière devra être aussi largement adaptée.

## NOTE 2 - Répartition du compte de résultat par activité et par zone géographique

Les activités sont les suivantes :

- La banque de détail regroupe les banques régionales du CIC, Targobank Allemagne, Cofidis, la Banque Marocaine du Commerce Extérieur, la Banque de Tunisie ainsi que toutes les activités spécialisées dont la commercialisation des produits est assurée par le réseau : crédit-bail mobilier et immobilier, affacturation, gestion collective, épargne salariale, immobilier.

- L'activité d'assurance est constituée par le groupe des Assurances du Crédit Mutuel

- Les activités de financement et de marché regroupent :

a) le financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, les financements spécialisés, l'international et les succursales étrangères ;

b) les activités de marché au sens large, c'est-à-dire les activités sur taux, change et actions, qu'elles soient exercées pour le compte de la clientèle ou pour compte propre, y compris l'intermédiation boursière.

- Les activités de banque privée regroupent les sociétés dont c'est la vocation principale, tant en France qu'à l'étranger.

- Le capital-développement exercé pour compte propre et l'ingénierie financière constituent un pôle d'activité.

- La structure holding rassemble les éléments non affectables à une autre activité (holding) ainsi que les structures de logistique : les holdings intermédiaires, l'immobilier d'exploitation logé dans des entités spécifiques et les entités informatiques.

Les entités consolidées sont affectées en totalité à leur activité principale sur la base de leur contribution aux comptes consolidés. Seules deux entités font exception, le CIC et la BFCM en raison de leur présence dans plusieurs activités. Dans ce cas, les comptes sociaux font l'objet d'une répartition analytique. La répartition du bilan s'effectue de la même façon.

### 2a - Répartition du compte de résultat par activité

1er sem 2017	banque de détail	assurance	financements et marchés	banque privée	capital développement	logistique et holding	inter activités	Total
Produit net bancaire	3 530	852	463	262	169	117	-34	5 359
Frais généraux	-2 183	-263	-172	-171	-25	-287	34	-3 067
Résultat brut d'exploitation	1 347	588	291	92	144	-170	0	2 292
Coût du risque	-373		27			2		-344
Gains sur autres actifs *	16	7				-281		-258
Résultat avant impôts	990	595	318	92	144	-449		1 690
Impôt sur les sociétés	-376	-187	-105	-21	2	1		-687
Gains et pertes nets d'impôts sur actifs abandonnés				5				5
Résultat net comptable	613	408	213	76	146	-448		1 008
Minoritaires								192
<b>Résultat net part du groupe</b>								<b>816</b>

\* y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition (notes 14 et 17)

1er sem 2016 retraité**	banque de détail	assurance	financements et marchés	banque privée	capital développement	logistique et holding	inter activités	Total
Produit net bancaire	3 284	717	359	270	122	291	-38	5 005
Frais généraux	-2 085	-252	-158	-178	-22	-360	38	-3 016
Résultat brut d'exploitation	1 199	466	202	93	100	-70	0	1 989
Coût du risque	-316			-1		1		-315
Gains sur autres actifs *	-53	19		10		-257		-280
Résultat avant impôts	831	485	202	102	100	-326		1 393
Impôt sur les sociétés	-311	-145	-69	-16	-1	43		-499
Gains et pertes nets d'impôts sur actifs abandonnés				-20		66		46
Résultat net comptable	519	341	133	66	99	-217		941
Minoritaires								166
<b>Résultat net part du groupe</b>								<b>774</b>

\* y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition

\*\* L'information sectorielle a été légèrement modifiée à compter de début 2017 : les activités dépositaire (banque de détail) et trésorerie centrale (activité de marché) ont été rassemblées et affectées au métier « holding ». Des résultats retraités sont donc présentés pour ces trois métiers (banque de détail, activités de marché, holding) au 30 juin 2016.

2b - Répartition du compte de résultat par zone géographique

	1er sem 2017				1er sem 2016 retraité**			
	France	Europe hors France	Autres pays*	Total	France	Europe hors France	Autres pays*	Total
Produit net bancaire **	3 877	1 381	102	5 359	3 665	1 216	124	5 005
Frais généraux	-2 215	-807	-45	-3 067	-2 179	-780	-57	-3 016
Résultat brut d'exploitation	1 662	574	56	2 292	1 486	436	67	1 989
Coût du risque	-184	-172	13	-344	-185	-134	4	-315
Gains sur autres actifs ***	-285	-12	40	-258	-253	-89	61	-280
Résultat avant impôts	1 192	389	109	1 690	1 048	214	132	1 394
Résultat net global	659	259	90	1 009	715	116	110	941
Résultat net part du Groupe	499	231	86	816	584	89	102	775

\* USA, Singapour, Hong-Kong (en 2017), Saint Martin, Tunisie et Maroc

\*\* 28,2% du PNB (hors activités logistique et holding) a été réalisé à l'étranger au premier semestre 2017.

\*\*\* y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition

## NOTE 3 - Périmètre de consolidation

### 3a - Composition du périmètre de consolidation

La société mère du groupe est la Banque Fédérative du Crédit Mutuel.

Par rapport au 31 décembre 2016, les changements intervenus sur le périmètre de consolidation sont :

- Entrées de périmètre : CIC Hong-Kong (succursale CIC), Mutuelles Investissement, CM-CIC Caution Habitat SA
- Fusions, absorptions : CM-CIC Proximité avec CM-CIC Investissement SCR, CM Akquisitions avec BFCM
- Sorties de périmètre : Banco Popular Espanol

Par ailleurs, le groupe a effectué sur le premier semestre 2017 un rachat complémentaire de titres Cofidis Participation portant ainsi sa participation à 71%, ainsi que l'intégralité des titres Targobank Espagne pour un montant de 65 millions d'euros.

	Pays	30.06.2017			31.12.2016		
		Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *
<b>A. Réseau bancaire</b>							
Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM)	France	96	96	IG	96	96	IG
BECM Francfort (succursale de BECM)	Allemagne	100	96	IG	100	96	IG
BECM Saint Martin (succursale de BECM)	Saint Martin	100	96	IG	100	96	IG
CIC Est	France	100	94	IG	100	94	IG
CIC Iberbanco	France	100	100	IG	100	100	IG
CIC Lyonnaise de Banque (LB)	France	100	94	IG	100	94	IG
CIC Nord Ouest	France	100	94	IG	100	94	IG
CIC Ouest	France	100	94	IG	100	94	IG
CIC Sud Ouest	France	100	94	IG	100	94	IG
Crédit Industriel et Commercial (CIC)	France	94	94	IG	94	94	IG
CIC Hong-Kong (succursale du CIC)	Hong-Kong	100	94	IG			
CIC Londres (succursale du CIC)	Royaume-Uni	100	94	IG	100	94	IG
CIC New York (succursale du CIC)	Etats-Unis	100	94	IG	100	94	IG
CIC Singapour (succursale du CIC)	Singapour	100	94	IG	100	94	IG
Targobank AG & Co. KgaA	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Targobank Espagne	Espagne	100	100	IG	51	51	IG
<b>B. Filiales du réseau bancaire</b>							
Bancas	France	50	50	ME	50	50	ME
Banco Popular Español	Espagne			NC	4	4	ME
Banque de Tunisie	Tunisie	34	34	ME	34	34	ME
Banque du groupe Casino	France	50	50	ME	50	50	ME
Banque Européenne du Crédit Mutuel Monaco	Monaco	100	96	IG	100	96	IG
Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE)	Maroc	26	26	ME	26	26	ME
Cartes et crédits à la Consommation	France	100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Asset Management	France	74	73	IG	74	73	IG
CM-CIC Bail	France	99	93	IG	99	93	IG
CM-CIC Bail Espagne (succursale de CM-CIC Bail)	Espagne	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Caution Habitat SA	France	100	100	IG			
CM-CIC Epargne salariale	France	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Factor	France	96	89	IG	96	89	IG
CM-CIC Gestion	France	100	73	IG	100	73	IG
CM-CIC Home Loan SFH	France	100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Lease	France	100	97	IG	100	97	IG
CM-CIC Leasing Benelux	Belgique	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Leasing GmbH	Allemagne	100	93	IG	100	93	IG
CM-CIC Leasing Solutions SAS	France	100	100	IG	100	100	IG
Cofacredit	France	64	64	IG	64	64	IG
Cofidis Belgique	Belgique	100	71	IG	100	55	IG
Cofidis France	France	100	71	IG	100	55	IG
Cofidis Espagne (succursale de Cofidis France)	Espagne	100	71	IG	100	55	IG
Cofidis Hongrie (succursale de Cofidis France)	Hongrie	100	71	IG	100	55	IG
Cofidis Portugal (succursale de Cofidis France)	Portugal	100	71	IG	100	55	IG
Cofidis SA Pologne (succursale de Cofidis France)	Pologne	100	71	IG	100	55	IG
Cofidis SA Slovaquie (succursale de Cofidis France)	Slovaquie	100	71	IG	100	55	IG
Cofidis Italie	Italie	100	71	IG	100	55	IG
Cofidis République Tchèque	République Tchèque	100	71	IG	100	55	IG
Cofidis Slovaquie	Slovaquie	100	71	IG	100	55	IG
Creatis	France	100	71	IG	100	55	IG
Factofrance	France	100	100	IG	100	100	IG
FCT CM-CIC Home loans	France	100	100	IG	100	100	IG
LYF SA (ex Fivory)	France	87	87	IG	89	89	IG
Monabanq	France	100	71	IG	100	55	IG
SCI La Tréflière	France	46	46	ME	46	46	ME
Targo Commercial Finance AG	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Targo Factoring GmbH	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Targo Finanzberatung GmbH	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Targo Leasing GmbH	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
<b>C. Banque de financement et activités de marché</b>							
Cigogne Management	Luxembourg	100	96	IG	100	96	IG
Diversified Debt Securities SICAV - SIF	Luxembourg	100	94	IG	100	94	IG
Ventadour Investissement	France	100	100	IG	100	100	IG
<b>D. Banque privée</b>							
Banque de Luxembourg	Luxembourg	100	94	IG	100	94	IG
Banque Transatlantique (BT)	France	100	94	IG	100	94	IG
Banque Transatlantique Londres (succursale de BT)	Royaume-Uni	100	94	IG	100	94	IG
Banque Transatlantique Belgium	Belgique	100	94	IG	100	94	IG
Banque Transatlantique Luxembourg	Luxembourg	100	94	IG	100	94	IG

	Pays	30.06.2017			31.12.2016		
		Pourcentage	Pourcentage	Méthode	Pourcentage	Pourcentage	Méthode
		Contrôle	Intérêt	*	Contrôle	Intérêt	*
CIC Suisse	Suisse	100	94	IG	100	94	IG
Dubly-Douilhet Gestion	France	100	94	IG	100	94	IG
Transatlantique Gestion	France	100	94	IG	100	94	IG
<b>E. Capital développement</b>							
CM-CIC Capital et Participations	France	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Conseil	France	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Innovation	France	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Investissement	France	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Investissement SCR	France	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Proximité	France			FU	100	94	IG
<b>F. Logistique et holding</b>							
Adepi	France	100	94	IG	100	94	IG
CIC Participations	France	100	94	IG	100	94	IG
CM Akquisitions	Allemagne			FU	100	100	IG
CMCP - Crédit Mutuel Cartes de Paiement	France	45	45	ME	45	45	ME
Cofidis Participations	France	71	71	IG	55	55	IG
Euro-Information	France	26	26	ME	26	26	ME
Euro Protection Surveillance	France	25	25	ME	25	25	ME
Gesteurop	France	100	94	IG	100	94	IG
Groupe Républicain Lorrain Communication (GRLC)	France	100	100	IG	100	100	IG
Heller GmbH	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
L'Est Républicain	France	92	92	IG	92	92	IG
Mutuelles Investissement	France	90	90	IG			
SAP Alsace	France	99	97	IG	99	97	IG
Société Civile de Gestion des Parts dans l'Alsace (SCGPA)	France	50	50	IG	50	50	IG
Société de Presse Investissement (SPI)	France	100	100	IG	100	100	IG
Société d'Investissements Medias (SIM)	France	100	100	IG	100	100	IG
Targo Deutschland GmbH	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Targo Dienstleistungs GmbH	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Targo IT Consulting GmbH	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Targo IT Consulting GmbH Singapour (succursale de Targo IT consulting GmbH)	Singapour	100	100	IG	100	100	IG
Targo Management AG	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Targo Realty Services GmbH	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
<b>G. Sociétés d'assurance</b>							
ACM GIE	France	100	72	IG	100	72	IG
ACM IARD	France	96	69	IG	96	69	IG
ACM Nord IARD	France	49	35	ME	49	35	ME
ACM RE	Luxembourg	100	72	IG	100	72	IG
ACM Services	France	100	72	IG	100	72	IG
ACM Vie SA	France	100	72	IG	100	72	IG
Agrupació AMCI d'Assegurances i Reassegurances S.A.	Espagne	95	69	IG	95	69	IG
Agrupación pensiones, entidad gestora de fondos de pensiones, S.A. (ex Agrupació Bankpyme Pensiones)	Espagne	100	69	IG	100	69	IG
Agrupació Serveis Administratius	Espagne	100	69	IG	100	69	IG
AMDIF	Espagne	100	69	IG	100	69	IG
Amgen Seguros Generales Compañía de Seguros y Reaseguros SA	Espagne	100	72	IG	100	72	IG
AMSYR	Espagne	100	69	IG	100	69	IG
Asesoramiento en Seguros y Previsión Atlantis SL	Espagne	80	58	IG	80	58	IG
Asistencia Avanzada Barcelona	Espagne	100	69	IG	100	69	IG
ASTREE Assurances	Tunisie	30	22	ME	30	22	ME
Atlantis Asesores SL	Espagne	80	58	IG	80	58	IG
Atlantis Correduría de Seguros y Consultoría Actuarial SA	Espagne	60	43	IG	60	43	IG
Atlantis Vida, Compañía de Seguros y Reaseguros SA	Espagne	88	65	IG	88	65	IG
GACM España	Espagne	100	72	IG	100	72	IG
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)	France	73	72	IG	73	72	IG
ICM Life	Luxembourg	100	72	IG	100	72	IG
Margem-Mediação Seguros, Lda	Portugal	100	71	IG	100	55	IG
NELB (North Europe Life Belgium)	Belgique	49	35	ME	49	35	ME
Partners	Belgique	51	37	IG	51	37	IG
Procurtage	France	100	72	IG	100	72	IG
Royale Marocaine d'Assurance (ex RMA Watanya)	Maroc	22	16	ME	22	16	ME
Serenis Assurances	France	100	72	IG	100	72	IG
Voy Mediación	Espagne	90	64	IG	90	64	IG
<b>H. Autres sociétés</b>							
Affiches D'Alsace Lorraine	France	100	100	IG	100	100	IG
Alsacienne de Portage des DNA	France	100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Immobilier	France	100	100	IG	100	100	IG
Distripub	France	100	97	IG	100	97	IG
Documents AP	France	100	100	IG	100	100	IG
Est Bourgogne Médias	France	100	100	IG	100	100	IG
Foncière Massena	France	100	72	IG	100	72	IG
France Régie	France	100	100	IG	100	100	IG
GEIE Synergie	France	100	71	IG	100	55	IG
Groupe Dauphiné Media	France	100	100	IG	100	100	IG
Groupe Progrès	France	100	100	IG	100	100	IG
Groupe Républicain Lorrain Imprimeries (GRLI)	France	100	100	IG	100	100	IG
Jean Bozzi Communication	France	100	100	IG	100	100	IG
Journal de la Haute Marne	France	50	46	ME	50	46	ME
La Liberté de l'Est	France	97	89	IG	97	89	IG
La Tribune	France	100	100	IG	100	100	IG
Le Dauphiné Libéré	France	100	100	IG	100	100	IG
Le Républicain Lorrain	France	100	100	IG	100	100	IG
Les Dernières Nouvelles d'Alsace	France	100	100	IG	100	100	IG
Lumedia	Luxembourg	50	50	ME	50	50	ME
Mediaportage	France	100	97	IG	100	97	IG
Presse Diffusion	France	100	100	IG	100	100	IG
Publiprint province n°1	France	100	100	IG	100	100	IG
Quanta	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Républicain Lorrain Communication	France	100	100	IG	100	100	IG
Républicain Lorrain - Tv News	France	100	100	IG	100	100	IG
SCI ACM	France	87	62	IG	87	62	IG
SCI Le Progrès Confluence	France	100	100	IG	100	100	IG
Société d'Édition de l'Hebdomadaire du Louhannais et du Jura (SEHLJ)	France	100	100	IG	100	100	IG

\* Méthode :  
IG = Intégration Globale  
ME = Mise en Equivalence  
NC = Non Consolidée  
FU = Fusionnée

### 3b - Entités intégrées globalement ayant des intérêts minoritaires significatifs

30.06.2017	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives aux entités intégrées globalement *			
	Pourcentage d'intérêt	Résultat net	Montant dans les capitaux propres	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	Réserves OCI	PNB	Résultat net
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)	28%	120	2 404	-78	98 535	1 132	852	403
Cofidis Belgique	29%	1	208	0	818	-2	50	2
Cofidis France	29%	9	319	0	8 119	-4	269	36

\* Montants avant élimination des comptes et opérations réciproques

31.12.2016	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives aux entités intégrées globalement *			
	Pourcentage d'intérêt	Résultat net	Montant dans les capitaux propres	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	Réserves OCI	PNB	Résultat net
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)	28%	203	2 307	-81	97 698	1 206	1 421	684
Cofidis Belgique	45%	3	316	0	835	-2	95	6
Cofidis France	45%	20	427	0	7 928	-4	545	54

\* Montants avant élimination des comptes et opérations réciproques

### 3c - Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

En application d'IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », l'activité Banque privée de la succursale de Singapour, dont la cession a été annoncée au 1er semestre 2017, a été classée dans les rubriques Actifs non courants destinés à être cédés, Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et Gains & pertes nets d'impôts / activités en cours de session.

Décomposition des Actifs non courants destinés à être cédés	30.06.2017	31.12.2016
Actifs financiers		31
Créances clientèle		2 363
<b>Total</b>		<b>2 394</b>

Décomposition des Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	30.06.2017	31.12.2016
Passifs financiers		8
Dettes envers les établissements de crédit		1 611
Dettes envers la clientèle		770
<b>Total</b>		<b>2 389</b>

## NOTE 4 - Caisse, Banques centrales

### 4a - Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30.06.2017	31.12.2016
<b>Caisse, Banques centrales</b>		
Banques centrales	61 795	59 206
dont réserves obligatoires	1 753	1 678
Caisse	723	744
<b>TOTAL</b>	<b>62 518</b>	<b>59 950</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>		
Comptes réseau Crédit Mutuel (1)	4 463	4 123
Autres comptes ordinaires	2 356	2 380
Prêts	33 528	36 404
Autres créances	1 082	671
Titres non cotés sur un marché actif	338	486
Pensions	11 805	8 850
Créances rattachées	192	224
<b>TOTAL</b>	<b>53 763</b>	<b>53 138</b>

(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu)

### 4b - Dettes envers les établissements de crédit

	30.06.2017	31.12.2016
<b>Banques centrales</b>	608	
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>		
Autres comptes ordinaires	12 447	11 721
Emprunts	12 571	15 292
Autres dettes	336	2 646
Pensions	29 141	25 761
Dettes rattachées	43	55
<b>TOTAL</b>	<b>55 146</b>	<b>55 475</b>

Le groupe participe au TLTRO II (Targeted Long Term Refinancing Operation) proposé par la BCE à hauteur de 9 994 millions d'euros au 30 juin 2017. Le TLTRO II s'accompagne d'un dispositif de réduction du taux d'intérêt de 0,4% sur la durée de l'opération (4 ans) sous réserve d'améliorer suffisamment son activité de prêt à l'économie. Compte-tenu de la progression de nos encours éligibles au 30 juin 2017, le groupe estime avoir une "assurance raisonnable" que l'objectif de progression sera atteint et a comptabilisé en conséquence les intérêts courus de la bonification sur la période écoulée.



NOTE 5 - Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

5a - Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2017			31.12.2016		
	Transaction	Juste valeur sur option	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Total
. Titres	9 449	16 912	26 361	7 812	14 734	22 546
- Effets publics	1 461	1	1 461	865	1	866
- Obligations et autres titres à revenu fixe	6 504	1 825	8 329	6 280	1 774	8 055
. Cotés	6 504	1 374	7 878	6 280	1 381	7 662
. Non cotés	0	451	451	0	393	393
- Actions et autres titres à revenu variable	1 484	15 087	16 571	666	12 959	13 626
. Cotés	1 484	12 463	13 947	666	10 867	11 533
. Non cotés	0	2 624	2 624	0	2 092	2 092
. Instruments dérivés de transaction	3 654	0	3 654	4 327	0	4 327
. Autres actifs financiers		65	65		54	54
<b>TOTAL</b>	<b>13 103</b>	<b>16 978</b>	<b>30 081</b>	<b>12 139</b>	<b>14 788</b>	<b>26 927</b>

5b - Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2017	31.12.2016
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	7 059	6 419
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	4 461	4 859
<b>TOTAL</b>	<b>11 520</b>	<b>11 279</b>

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

	30.06.2017	31.12.2016
. Vente à découvert de titres	2 833	1 840
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 324	864
- Actions et autres titres à revenu variable	1 508	975
. Instruments dérivés de transaction	3 798	4 505
. Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction	428	75
<b>TOTAL</b>	<b>7 059</b>	<b>6 419</b>

Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	30.06.2017			31.12.2016		
	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart
. Dettes interbancaires	4 461	4 461	0	4 789	4 789	0
. Dettes envers la clientèle	0	0	0	71	71	0
<b>TOTAL</b>	<b>4 461</b>	<b>4 461</b>	<b>-0</b>	<b>4 859</b>	<b>4 860</b>	<b>-1</b>

L'évaluation du risque de crédit propre n'est pas significative.

5c - Hiérarchie de Juste Valeur sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

30.06.2017	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>				
Disponibles à la vente	90 180	2 785	2 753	95 718
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	15 743	2	0	15 745
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	64 114	1 474	1 085	66 673
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	9 001	883	233	10 118
- Participations et ATDLT - DALV	1 305	420	1 005	2 730
- Parts entreprises liées - DALV	17	6	430	453
Transaction / JVO	21 657	5 629	2 794	30 081
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	1 170	289	3	1 461
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	1	0	0	1
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	5 273	891	341	6 504
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	1 134	327	365	1 825
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	1 484	0	0	1 484
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	12 414	875	1 799	15 087
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	65	0	65
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	183	3 183	288	3 654
Instruments dérivés de couverture	0	3 776	20	3 797
<b>TOTAL</b>	<b>111 837</b>	<b>12 191</b>	<b>5 567</b>	<b>129 595</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Transaction / JVO	3 465	7 685	370	11 520
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	4 461	0	4 461
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	3 465	3 224	370	7 059
Instruments dérivés de couverture	0	4 024	13	4 036
<b>TOTAL</b>	<b>3 465</b>	<b>11 708</b>	<b>383</b>	<b>15 556</b>

NOTE 6 - Couverture

6a - Instruments dérivés de couverture

	30.06.2017		31.12.2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. couverture de juste valeur (variation enregistrée en résultat)	3 796	4 036	4 856	4 930
<b>TOTAL</b>	<b>3 797</b>	<b>4 036</b>	<b>4 856</b>	<b>4 930</b>

La couverture en juste valeur est la couverture d'une exposition au changement de la juste valeur d'un instrument financier attribuable à un risque particulier. Les variations de juste valeur de la couverture ainsi que des éléments couverts, pour la partie attribuable au risque couvert, sont comptabilisées en résultat.

6b - Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	Juste valeur 30.06.2017	Juste valeur 31.12.2016	Variation de juste valeur
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles			
. d'actifs financiers	498	604	-106
. de passifs financiers	-411	-573	162

6c - Analyse des instruments dérivés

	30.06.2017			31.12.2016		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
<i>Instruments dérivés de transaction</i>						
<i>Instrument de taux</i>						
Swaps	78 863	2 406	2 269	81 652	2 766	2 745
Autres contrats fermes	205 296	2	3	111 153	5	1
Options et instruments conditionnels	23 451	90	225	21 466	73	197
<i>Instrument de change</i>						
Swaps	100 137	56	82	95 821	73	69
Autres contrats fermes	8 537	655	626	7 140	622	576
Options et instruments conditionnels	26 044	111	122	24 989	200	191
<i>Autres que taux et change</i>						
Swaps	14 466	106	139	12 733	76	129
Autres contrats fermes	4 252	23	97	1 157	14	63
Options et instruments conditionnels	8 530	204	235	11 784	499	531
<b>Sous-total</b>	<b>469 577</b>	<b>3 654</b>	<b>3 798</b>	<b>367 895</b>	<b>4 327</b>	<b>4 505</b>
<i>Instruments dérivés de couverture</i>						
<i>couverture de Fair Value Hedge</i>						
Swaps	98 440	3 800	4 036	120 403	4 856	4 930
Autres contrats fermes	33 502	0	0	15 782	0	0
Options et instruments conditionnels	0	(4)	0	0	(0)	0
<b>Sous-total</b>	<b>131 942</b>	<b>3 797</b>	<b>4 036</b>	<b>136 185</b>	<b>4 856</b>	<b>4 930</b>
<b>TOTAL</b>	<b>601 518</b>	<b>7 451</b>	<b>7 834</b>	<b>504 080</b>	<b>9 183</b>	<b>9 434</b>

La CVA (credit value adjustment) et la DVA (debt value adjustment) consistent à retenir le risque de crédit propre et s'élèvent respectivement au 30 juin 2017 à - 26 millions d'euros (-41 millions d'euros au 31 décembre 2016) pour la CVA et à 2 millions d'euros pour la DVA (3 millions au 31 décembre 2016). La FVA (funding value adjustment) qui correspond aux coûts ou bénéfices liés au financement de certains dérivés non couverts par un accord de compensation s'élève à - 10 millions d'euros au 31 décembre 2016 (-14 millions d'euros au 31 décembre 2016).

Les expositions nécessaires au calcul des ajustements CVA, DVA et FVA sont déterminées à l'aide de simulations de Monte Carlo.

Le modèle de diffusion des taux d'intérêt retenu pour les économies matures est un modèle linéaire gaussien à deux facteurs. Ce modèle est utilisé pour les économies qui bénéficient d'un niveau suffisant d'information sur le marché à travers de prix de marché de dérivés optionnels. Pour les économies secondaires, le modèle de diffusion des taux d'intérêt retenu est un modèle Hull and White à un facteur. Ce modèle est utilisé pour les économies pour lesquelles il n'existe pas d'information sur le marché. Le modèle de change est un modèle à un facteur spécifique de type log normal. Le modèle de crédit est un modèle à intensité.

L'ensemble des opérations de dérivés OTC est pris en compte pour CVA, tandis que seuls les deals collatéralisés le sont pour DVA et seuls les deals non collatéralisés le sont pour FVA, le collatéral est rémunéré à un taux équivalent à celui utilisé pour la construction des courbes d'actualisation associées.

Pour les CVA/DVA, le spread de crédit est un spread de marchés (CDS) pour les contreparties dont le CDS est coté et liquide ; pour les autres contreparties, le spread issu des probabilités de défaut historiques est recalé sur des niveaux de marché comme exigé par les régulateurs prudentiels et comptables.

Le spread utilisé pour le calcul de la FVA est déduit des cotations sur le marché secondaire des émissions BFCM.

Un périmètre (Equity, produits de taux et crédit non vanille...) dont le poids se situe entre 10 et 15% n'est pas pris en compte dans le calcul, un coefficient d'extrapolation calibré tous les mois permet de mesurer une provision complémentaire sur ces opérations.

## NOTE 7 - Actifs financiers disponibles à la vente

### 7a - Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2017	31.12.2016
. Effets publics	15 636	15 703
. Obligations et autres titres à revenu fixe	66 591	68 289
- Cotés	65 936	67 676
- Non cotés	655	613
. Actions et autres titres à revenu variable	10 117	9 471
- Cotés	9 929	9 257
- Non cotés	189	214
. Titres immobilisés	3 161	2 880
- Titres de participations	2 472	2 205
- Autres titres détenus à long terme	258	261
- Parts dans les entreprises liées	431	414
. Créances rattachées	213	254
<b>TOTAL</b>	<b>95 718</b>	<b>96 597</b>
<i>Dont plus/moins values latentes sur obligations et autres titres à revenus fixe et sur effets publics comptabilisées directement en capitaux propres</i>	753	703
<i>Dont plus/moins values latentes sur actions et autres titres à revenu variable et sur titres immobilisés comptabilisées directement en capitaux propres</i>	988	849
<i>Dont dépréciations des obligations et autres titres à revenu fixe</i>	-41	-37
<i>Dont dépréciations des actions et autres titres à revenu variable et des titres immobilisés</i>	-1 292	-1 314

### 7b - Exposition au risque souverain

#### Pays bénéficiant d'un plan de soutien

Expositions nettes*	30.06.2017		31.12.2016	
	Portugal	Irlande	Portugal	Irlande
Actifs à la juste valeur par résultat	22		31	
Actifs disponibles à la vente	59	160	68	161
Actifs détenus jusqu'à l'échéance				
<b>TOTAL</b>	<b>81</b>	<b>160</b>	<b>99</b>	<b>161</b>

\* Les montants des expositions nettes s'entendent après prise en compte de la participation aux bénéfices des assurés pour la partie assurance.

Durée résiduelle contractuelle	30.06.2017		31.12.2016	
	Portugal	Irlande	Portugal	Irlande
<1 an	63	40	14	30
1 à 3 ans		4	50	89
3 à 5 ans	2	90		5
5 à 10 ans	6	27	22	37
Sup à 10 ans	10		13	
<b>TOTAL</b>	<b>81</b>	<b>160</b>	<b>99</b>	<b>161</b>

#### Autres expositions souveraines du portefeuille bancaire

Expositions nettes	30.06.2017		31.12.2016	
	Espagne	Italie	Espagne	Italie
Actifs à la juste valeur par résultat	53	346	35	353
Actifs disponibles à la vente	548	842	427	1 028
Actifs détenus jusqu'à l'échéance				
<b>TOTAL</b>	<b>600</b>	<b>1 188</b>	<b>462</b>	<b>1 381</b>

Activités de marché en valeur de marché, autres métiers en valeur nominale. Les encours sont présentés nets de CDS.

Durée résiduelle contractuelle	30.06.2017		31.12.2016	
	Espagne	Italie	Espagne	Italie
<1 an	517	896	419	810
1 à 3 ans	6	183	8	384
3 à 5 ans	34	11	6	49
5 à 10 ans	3	80		129
Sup à 10 ans	40	18	29	9
<b>TOTAL</b>	<b>600</b>	<b>1 188</b>	<b>462</b>	<b>1 381</b>

## NOTE 8 - Clientèle

### 8a - Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2017	31.12.2016
Créances saines	200 771	196 645
. Créances commerciales	12 475	13 001
. Autres concours à la clientèle	187 629	182 919
- crédits à l'habitat	74 298	72 834
- autres concours et créances diverses dont pensions	113 331	110 085
. Créances rattachées	382	384
. Titres non cotés sur un marché actif	285	340
Créances d'assurance et réassurance	285	257
Créances dépréciées sur base individuelle	10 494	10 751
Créances brutes	211 550	207 652
Dépréciations individuelles	-6 609	-6 725
Dépréciation collectives	-427	-403
<b>SOUS TOTAL I</b>	<b>204 514</b>	<b>200 524</b>
Location financement (investissement net)	13 311	13 037
. Mobilier	8 765	8 540
. Immobilier	4 092	4 030
. Créances dépréciées sur base individuelle	453	467
Dépréciations	-214	-232
<b>SOUS TOTAL II</b>	<b>13 097</b>	<b>12 805</b>
<b>TOTAL</b>	<b>217 611</b>	<b>213 329</b>
<i>dont prêts participatifs</i>	<i>7</i>	<i>8</i>
<i>dont prêts subordonnés</i>	<i>15</i>	<i>15</i>

### Opérations de location financement avec la clientèle

	31.12.2016	Acquisition	Cession	Autres	30.06.2017
Valeur brute comptable	13 037	829	-553	-2	13 311
Dépréciations des loyers non recouvrables	-232	-64	82	0	-214
Valeur nette comptable	12 805	765	-471	-2	13 097

### 8b - Dettes envers la clientèle

	30.06.2017	31.12.2016
. Comptes d'épargne à régime spécial	52 158	51 216
- à vue	38 431	37 960
- à terme	13 728	13 256
. Dettes rattachées sur comptes d'épargne	224	1
<b>Sous-total</b>	<b>52 382</b>	<b>51 217</b>
. Comptes à vue	85 990	82 180
. Comptes et emprunts à terme	39 917	42 894
. Pensions	2 638	1 575
. Dettes rattachées	180	300
. Dettes d'assurance et de réassurance	193	90
<b>Sous-total</b>	<b>128 917</b>	<b>127 039</b>
<b>TOTAL</b>	<b>181 299</b>	<b>178 256</b>

## NOTE 9 - Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

	30.06.2017	31.12.2016
. Titres	9 837	10 112
- Obligations et autres titres à revenu fixe	9 827	10 112
. Cotés	7 502	7 414
. Non cotés	2 325	2 698
. Créances rattachées	0	1
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>9 837</b>	<b>10 112</b>
<i>dont actifs dépréciés</i>	<i>28</i>	<i>20</i>
Dépréciations	-20	-11
<b>TOTAL NET</b>	<b>9 817</b>	<b>10 101</b>

## NOTE 10 - Variation des dépréciations

	31.12.2016	Dotation	Reprise	Autres	30.06.2017
Prêts et créances sur la clientèle	-7 360	-776	872	14	-7 250
Titres en AFS "disponibles à la vente"	-1 351	-71	87	2	-1 333
Titres en HTM "détenus jusqu'à l'échéance"	-11	-9	0	0	-20
<b>TOTAL</b>	<b>-8 722</b>	<b>-856</b>	<b>960</b>	<b>16</b>	<b>-8 602</b>

Au 30/06/2017, les provisions sur les prêts et les créances à la clientèle s'élevaient à 7 250 M€ (contre 7 360 M€ à fin 2016) dont 427 M€ de provisions collectives. S'agissant des provisions individuelles, elles se concentrent essentiellement sur les comptes ordinaires débiteurs à hauteur de 634 M€ (contre 632 M€ à fin 2016) ainsi que les provisions sur les créances commerciales et autres concours (dont crédits à l'habitat) à hauteur de 5 975 M€ (contre 6 093 M€ à fin 2016).

## NOTE 11 - Note sur les encours de titrisation

Conformément à la demande du superviseur bancaire et du régulateur des marchés, il est présenté ci-après les expositions sensibles basées sur les recommandations du FSB. Les portefeuilles de trading et AFS ont été valorisés en prix de marché à partir de données externes venant des marchés organisés, des principaux brokers ou, lorsqu'aucun prix n'était disponible, à partir de titres comparables cotés sur le marché.

Synthèse	Valeur comptable	
	30.06.2017	31.12.2016
RMBS	1 995	2 797
CMBS	56	51
CLO	2 032	2 075
Autres ABS	1 798	1 640
<b>Sous-total</b>	<b>5 880</b>	<b>6 564</b>
RMBS couverts par des CDS	0	0
CLO couverts par des CDS	0	5
Lignes de liquidité des programmes ABCP	185	185
<b>TOTAL</b>	<b>6 065</b>	<b>6 754</b>

*Sauf mention contraire, les titres ne sont pas couverts par des CDS.*

Expositions au 30/06/2017	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	292	5	77	83	458
AFS	1 282	50	1 821	1 490	4 643
Loans	421		133	225	779
<b>TOTAL</b>	<b>1 995</b>	<b>56</b>	<b>2 032</b>	<b>1 798</b>	<b>5 880</b>
France	211		95	400	705
Espagne	93		-	200	294
Royaume Uni	206		19	185	410
Europe hors France, Espagne, Royaume Uni	401	56	452	1 005	1 914
USA	1 053		777	-	1 829
Autres	31		689	9	728
<b>TOTAL</b>	<b>1 995</b>	<b>56</b>	<b>2 032</b>	<b>1 798</b>	<b>5 880</b>
US Agencies	706		-	-	706
AAA	672		1 933	1 016	3 622
AA	195		64	550	809
A	67		19	6	93
BBB	4	56	4	226	289
BB	20				20
Inférieur ou égal à B	330				330
Non noté	-		11		11
<b>TOTAL</b>	<b>1 995</b>	<b>56</b>	<b>2 032</b>	<b>1 798</b>	<b>5 880</b>
Origination 2005 et avant	130	56			186
Origination 2006-2008	518		20	32	569
Origination 2009-2011	91				91
Origination 2012-2015	1 256		2 012	1 767	5 034
<b>TOTAL</b>	<b>1 995</b>	<b>56</b>	<b>2 032</b>	<b>1 798</b>	<b>5 880</b>

Expositions au 31/12/2016	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	762		113	47	921
AFS	1 500	51	1 814	1 367	4 733
Loans	535		148	226	910
<b>TOTAL</b>	<b>2 797</b>	<b>51</b>	<b>2 075</b>	<b>1 640</b>	<b>6 564</b>
France	130		58	413	600
Espagne	72			116	188
Royaume Uni	295		85	162	541
Europe hors France, Espagne, Royaume Uni	449	51	436	950	1 887
USA	1 850		894	0	2 744
Autres	1		602		603
<b>TOTAL</b>	<b>2 797</b>	<b>51</b>	<b>2 075</b>	<b>1 640</b>	<b>6 564</b>
US Agencies	1 451		0	0	1 451
AAA	686		1 990	972	3 649
AA	157		48	425	630
A	62		22	13	96
BBB	31	51	4	230	316
BB	31				31
Inférieur ou égal à B	380			0	380
Non noté	0		11		11
<b>TOTAL</b>	<b>2 797</b>	<b>51</b>	<b>2 075</b>	<b>1 640</b>	<b>6 564</b>
Origination 2005 et avant	150	51	0	0	201
Origination 2006-2008	650	0	46	32	727
Origination 2009-2011	136	0	0	0	136
Origination 2012-2014	1 862	0	2 030	1 608	5 500
<b>TOTAL</b>	<b>2 797</b>	<b>51</b>	<b>2 075</b>	<b>1 640</b>	<b>6 564</b>

## NOTE 12 - Impôts

### 12a - Impôts courants

	30.06.2017	31.12.2016
Actif (par résultat)	636	797
Passif (par résultat)	540	456

### 12b - Impôts différés

	30.06.2017	31.12.2016
Actif (par résultat)	774	770
Actif (par capitaux propres)	163	178
Passif (par résultat)	614	556
Passif (par capitaux propres)	612	608

**NOTE 13 - Comptes de régularisation, actifs et passifs divers**

13a - Comptes de régularisation et actifs divers

	30.06.2017	31.12.2016
<i>Comptes de régularisation actif</i>		
Valeurs reçues à l'encaissement	68	115
Comptes d'ajustement sur devises	26	967
Produits à recevoir	550	469
Comptes de régularisation divers	3 016	1 519
<b>Sous-total</b>	<b>3 660</b>	<b>3 070</b>
<i>Autres actifs</i>		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	464	120
Dépôts de garantie versés	5 933	6 091
Débiteurs divers	3 375	3 924
Stocks et assimilés	11	13
Autres emplois divers	16	15
<b>Sous-total</b>	<b>9 800</b>	<b>10 164</b>
<i>Autres actifs d'assurance</i>		
Provisions techniques - Part des réassureurs	306	319
Autres	116	113
<b>Sous-total</b>	<b>423</b>	<b>432</b>
<b>Total</b>	<b>13 882</b>	<b>13 666</b>

13b - Comptes de régularisation et passifs divers

	30.06.2017	31.12.2016
<i>Comptes de régularisation passif</i>		
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	135	265
Comptes d'ajustement sur devises	334	15
Charges à payer	851	830
Produits constatés d'avance	666	657
Comptes de régularisation divers	6 815	1 940
<b>Sous-total</b>	<b>8 800</b>	<b>3 707</b>
<i>Autres passifs</i>		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	899	270
Versements restant à effectuer sur titres	289	231
Créditeurs divers	4 700	5 588
<b>Sous-total</b>	<b>5 888</b>	<b>6 088</b>
<i>Autres passifs d'assurance</i>		
Dépôts et cautionnements reçus	201	200
<b>Sous-total</b>	<b>201</b>	<b>200</b>
<b>Total</b>	<b>14 889</b>	<b>9 995</b>

**NOTE 14 - Participation dans les entreprises mises en équivalence**

Quote-part dans le résultat net des entreprises MEE

	30.06.2017						
	Pays	QP détenue	Valeur de MEE	QP de résultat	Dividendes reçus	JV de la participation	
<i>Entités sous influence notable</i>							
ACM Nord IARD	Non Coté	France	49,00%	34	4	8	NC*
ASTREE Assurances	Coté	Tunisie	30,00%	16	1	1	27
Banco Popular Español	Non Coté	Espagne	0,00%	0	-246	0	0
Banque de Tunisie	Coté	Tunisie	34,00%	163	8	8	178
Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE)	Coté	Maroc	26,21%	981	-20	18	931
CMCP - Crédit Mutuel Cartes de Paiement	Non Coté	France	45,05%	1	0	0	NC*
Euro-Information	Non Coté	France	26,36%	325	12	1	NC*
Euro Protection Surveillance	Non Coté	France	25,00%	25	3	0	NC*
NELB (North Europe Life Belgium)	Non Coté	Belgique	49,00%	22	1	0	NC*
Royale Marocaine d'Assurance (ex RMA Watanya)	Non Coté	Maroc	22,02%	111	1	9	NC*
SCI La Tréflière	Non Coté	France	46,09%	10	0	0	NC*
Autres participations	Non Coté			2	0	0	NC*
<b>TOTAL (1)</b>				<b>1 689</b>	<b>-236</b>	<b>45</b>	
<i>Coentreprises</i>							
Bancas	Non Coté	France	50,00%	1	0	0	NC*
Banque du groupe Casino	Non Coté	France	50,00%	41	-6	0	NC*
<b>TOTAL (2)</b>				<b>42</b>	<b>-6</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL (1) + (2)</b>				<b>1 731</b>	<b>-242</b>	<b>45</b>	

\* NC : Non communiqué

	31.12.2016						
	Pays	QP détenue	Valeur de MEE	QP de résultat	Dividendes reçus	JV de la participation	
<i>Entités sous influence notable</i>							
ACM Nord IARD	Non Coté	France	49,00%	39	7	9	NC*
ASTREE Assurances	Coté	Tunisie	30,00%	18	2	1	18
Banco Popular Español	Coté	Espagne	3,95%	245	-262	4	152
Banque de Tunisie	Coté	Tunisie	34,00%	173	14	6	198
Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE)	Coté	Maroc	26,21%	1 039	52	19	984
CMCP - Crédit Mutuel Cartes de Paiement	Non Coté	France	45,05%	1	0	0	NC*
Euro-Information	Non Coté	France	26,36%	308	24	1	NC*
Euro Protection Surveillance	Non Coté	France	25,00%	22	6	0	NC*
NELB (North Europe Life Belgium)	Non Coté	Belgique	49,00%	21	3	0	NC*
Royale Marocaine d'Assurance (ex RMA Watanya)	Non Coté	Maroc	22,02%	102	33	10	NC*
SCI La Tréflière	Non Coté	France	46,09%	10	0	0	NC*
Autres participations	Non Coté			2	1	0	NC*
<b>TOTAL (1)</b>				<b>1 981</b>	<b>-120</b>	<b>49</b>	
<i>Coentreprises</i>							
Bancas	Non Coté	France	50,00%	1	0	0	NC*
Banque du groupe Casino	Non Coté	France	50,00%	47	-2	0	NC*
<b>TOTAL (2)</b>				<b>48</b>	<b>-2</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL (1) + (2)</b>				<b>2 028</b>	<b>-122</b>	<b>49</b>	

\* NC : Non communiqué

**Banco Popular Español (BPE) :**

Pour rappel, au 31 décembre 2016 l'investissement dans BPE était consolidé par mise en équivalence compte tenu des liens d'influence notable entre le Groupe et BPE : représentation du Crédit Mutuel-CIC au Conseil d'administration de BPE, existence d'une entreprise bancaire commune aux deux groupes et de multiples accords commerciaux croisés sur les marchés franco-espagnols des reprises et des particuliers.

Suite à d'importantes contraintes de liquidité, la Banque Centrale Européenne a décidé le 6 juin 2017 que Banco Popular était susceptible de faire faillite et en a informé le Comité de Résolution Unique en conséquence.

Le Comité de Résolution Unique et l'autorité de résolution Espagnole (FROB) ont décidé que la vente de Banco Popular à Banco Santander était dans l'intérêt public en protégeant tous ses déposants et en assurant ainsi sa stabilité financière. Le plan de résolution est entré en vigueur le 7 juin 2017 et le Comité de Résolution Unique a transféré ensemble des actions et instruments de capital de Banco Popular à Banco Santander pour un montant de 1 euro.

Le groupe BFCM possédant 3,95% des actions Banco Popular a constaté en résultat net des reprises mises en équivalence une moins-value de cession nette de 232 M€ dans ses comptes consolidés au 30 juin 2017. Cette moins-value de cession est le résultat de la mise à zéro de la valeur de mise en équivalence au 30 juin 2017 (405,6 M€) et de la reprise de la dépréciation (174 M€).

**Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE)**

L'investissement dans BMCE a fait l'objet d'un test de dépréciation au 30/06/2017 et a conduit à un impairment de 50 millions d'euros.

**NOTE 15 - Immeubles de placement**

	31.12.2016	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2017
Coût historique	2 228	15	-1	-124	2 118
Amortissement et dépréciation	-325	-15	0	42	-297
Montant net	1 903	0	0	-82	1 821

**NOTE 16 - Immobilisations corporelles et incorporelles***16a - Immobilisations corporelles*

	31.12.2016	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2017
Coût historique					
Terrains d'exploitation	438	1	0	29	468
Constructions d'exploitation	2 988	33	-15	75	3 082
Autres immobilisations corporelles	1 217	35	-33	16	1 235
<b>TOTAL</b>	<b>4 643</b>	<b>69</b>	<b>-48</b>	<b>121</b>	<b>4 784</b>
Amortissement et dépréciation					
Terrains d'exploitation	-5	-1	0	0	-6
Constructions d'exploitation	-1 874	-55	11	-21	-1 939
Autres immobilisations corporelles	-918	-27	14	-19	-950
<b>TOTAL</b>	<b>-2 797</b>	<b>-83</b>	<b>26</b>	<b>-40</b>	<b>-2 894</b>
Montant net	1 846	-14	-23	81	1 890

*16b - Immobilisations incorporelles*

	31.12.2016	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2017
Coût historique					
. Immobilisations générées en interne	16	0	-16	0	0
. Immobilisations acquises	1 428	15	-13	-2	1 428
- logiciels	497	10	-10	0	497
- autres	931	5	-3	-1	931
<b>TOTAL</b>	<b>1 444</b>	<b>15</b>	<b>-29</b>	<b>-2</b>	<b>1 428</b>
Amortissement et dépréciation					
. Immobilisations acquises	-878	-30	26	2	-880
- logiciels	-481	-9	26	0	-464
- autres	-396	-22	0	2	-416
<b>TOTAL</b>	<b>-878</b>	<b>-30</b>	<b>26</b>	<b>2</b>	<b>-880</b>
Montant net	566	-16	-3	0	548

**NOTE 17 - Ecart d'acquisition**

	31.12.2016	Augmentation	Diminution	Variation dépréciation	Autres variations*	30.06.2017
Ecart d'acquisition brut	4 563	0	0		-24	4 539
Dépréciations	-475	0		-15	0	-490
Ecart d'acquisition net	4 088	0	0	-15	-24	4 049

Filliales	Valeur de l'EA au 31.12.2016	Augmentation	Diminution	Variation dépréciation	Autres variations*	Valeur de l'EA au 30.06.2017
Targobank Allemagne	2781					2 781
Crédit Industriel et Commercial (CIC)	506					506
Cofidis Participations	457					457
Amgen Seguros Generales Compañía de Seguros y Reaseguros SA	53					53
CM-CIC Investissement SCR	21					21
CIC Iberbanco	15			-15		0
Banque de Luxembourg	13					13
Cofidis Italie	9					9
Banque Transatlantique	6					6
Transatlantique Gestion	5					5
FactoFrance SAS	80				-12	68
Heller Gmbh et Targo Leasing GmbH	75				-12	63
Autres	66					66
<b>TOTAL</b>	<b>4 088</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-15</b>	<b>-24</b>	<b>4 049</b>

\* Les autres variations correspondent aux diminutions de valeur des écarts d'acquisition suite à l'ajustement du prix d'acquisition des entités concernées.

NOTE 18 - Dettes représentées par un titre

	30.06.2017	31.12.2016
Bons de caisse	140	211
TMI & TCN	56 770	61 262
Emprunts obligataires	53 294	49 406
Dettes rattachées	662	1 424
<b>TOTAL</b>	<b>110 867</b>	<b>112 304</b>

NOTE 19 - Provisions techniques des contrats d'assurance

	30.06.2017	31.12.2016
Vie	70 646	70 569
Non vie	3 232	3 138
Unités de compte	8 624	7 545
Autres	341	294
<b>TOTAL</b>	<b>82 842</b>	<b>81 547</b>
<i>Dont participation aux bénéfices différée passive</i>	<i>10 402</i>	<i>9 956</i>
Part des réassureurs dans les provisions techniques	306	319
<b>TOTAL - Provisions techniques nettes</b>	<b>82 536</b>	<b>81 228</b>

NOTE 20 - Provisions

	31.12.2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres variations	30.06.2017
Provisions pour risques	305	64	-16	-40	-3	309
Sur engagements par signature	119	24	0	-28	-1	114
Sur engagements de financement et de garantie	1	0	0	0	0	1
Sur risques pays	0	0	0	0	0	0
Provision pour impôt	38	2	-1	-6	0	33
Provisions pour litiges	86	36	-14	-6	30	132
Provision pour risques sur créances diverses	61	2	-1	0	-32	29
Autres provisions	986	115	-177	-73	-11	840
Provision pour épargne logement	55	4	0	0	0	59
Provisions pour éventualités diverses	515	74	-158	-68	51	414
Autres provisions (1)	416	37	-19	-5	-62	367
Provisions pour engagements de retraite	944	19	-12	-11	-77	863
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de Retraite						
Indemnités de fin de carrière (2)	701	16	-7	-11	-75	624
Compléments de retraite	159	3	-5	-1	-1	156
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	53	0	-1	0	0	52
sous-total comptabilisé	913	19	-12	-11	-76	832
Retraites complémentaires à prestations définies assurées par les caisses de retraite du groupe						
Provision de l'insuffisance de réserve des caisses de retraite (3)	31	0	0	0	0	31
sous-total comptabilisé	31	0	0	0	0	31
<b>TOTAL</b>	<b>2 235</b>	<b>198</b>	<b>-205</b>	<b>-125</b>	<b>-91</b>	<b>2 012</b>

(1) Les autres provisions comprennent notamment des provisions sur des GIE à hauteur de 342 millions d'euros.

(2) Les autres variations résultent de l'évolution du taux d'actualisation, estimé à partir de l'indice IBOXX, retenu à 1,64 % au 30 juin 2017 contre 1,2 % au 31 décembre 2016.

(3) Les provisions concernant les insuffisances des caisses de retraite sont relatives aux entités situées à l'étranger.

NOTE 21 - Dettes subordonnées

	30.06.2017	31.12.2016
Dettes subordonnées	6 113	5 611
Emprunts participatifs	24	24
Dettes subordonnées à durée indéterminée	1 661	1 661
Autres dettes	0	0
Dettes rattachées	117	64
<b>TOTAL</b>	<b>7 914</b>	<b>7 360</b>

Principales dettes subordonnées

en M€	Type	Date Emission	Montant Emission	Montant fin d'exercice (1)	Taux	Echéance
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	06.12.2011	1000 M€	1000 M€	5,30	06.12.2018
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	22.10.2010	1000 M€	911 M€	4,00	22.10.2020
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	21.05.2014	1000 M€	1000 M€	3,00	21.05.2024
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	11.09.2015	1000 M€	1000 M€	3,00	11.09.2025
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	24.03.2016	1000 M€	1000 M€	2,48	24.03.2026
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	04.11.2016	700 M€	700 M€	1,88	04.11.2026
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	31.03.2017	500 M€	500 M€	2,63	31.03.2027
CIC	Participatif	28.05.1985	137 M€	10 M€	(2)	(3)
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	Emprunt	28.12.2005	500 M€	500 M€	(4)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	15.12.2004	750 M€	737 M€	(5)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	25.02.2005	250 M€	250 M€	(6)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	17.10.2008	147 M€	147 M€	(7)	indéterminé



- (1) Montants nets d'intra-groupe.  
(2) Minimum 85% (TAM+TMO)/2. Maximum 130% (TAM+TMO)/2.  
(3) Non amortissable, mais remboursable au gré de l'emprunteur à compter du 28.05.1997 à 130% du nominal revalorisé de 1,5% par an pour les années ultérieures.  
(4) Taux Euribor 1 an + 0,3 point de base.  
(5) CMS 10 ans ISDA CIC +10 points de base.  
(6) CMS 10 ans ISDA+10 points de base.  
(7) Taux Euribor 3 mois + 665 points de base.

## NOTE 22 - Capitaux propres

### 22a - Capitaux propres part du groupe (hors gains ou pertes latents ou différés)

	30.06.2017	31.12.2016
. Capital et réserves liées au capital	6 197	6 197
- Capital	1 689	1 689
- Prime d'émission, apport, fusion, scission, conversion	4 509	4 509
. Réserves consolidées	15 449	14 006
- Réserves réglementées	8	8
- Autres réserves (dont effets liés à la première application)	15 440	13 997
- Report à nouveau	0	1
. Résultat de l'exercice	816	1 655
<b>TOTAL</b>	<b>22 462</b>	<b>21 857</b>

### 22b - Gains ou pertes latents ou différés

	30.06.2017	31.12.2016
<i>Gains ou pertes latents ou différés* liés aux :</i>		
. Actifs disponibles à la vente		
- actions	905	799
- obligations	690	687
. Dérivés de couverture (CFH)	5	-19
. Ecart actuariels	-211	-264
. Ecart de conversion	28	95
. Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	17	17
<b>TOTAL</b>	<b>1 434</b>	<b>1 315</b>
<i>dont part du groupe</i>	<i>1 108</i>	<i>968</i>
<i>dont part des intérêts minoritaires</i>	<i>326</i>	<i>347</i>
* soldes net d'IS.		

### 22c - Recyclage de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	Variations 2017	Variations 2016
<i>Ecart de conversion</i>		
- Reclassement vers le résultat	0	-66
- Autres mouvements	-68	3
<i>Sous-total - Ecart de conversion</i>	<i>-68</i>	<i>-63</i>
<i>Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</i>		
- Reclassement vers le résultat	0	-213
- Autres mouvements	109	104
<i>Sous-total - Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</i>	<i>109</i>	<i>-108</i>
<i>Réévaluation des instruments dérivés de couverture</i>		
- Autres mouvements	24	1
<i>Sous-total - Réévaluation des instruments dérivés de couverture</i>	<i>24</i>	<i>1</i>
- Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	0	3
<i>Sous-total - Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE</i>	<i>0</i>	<i>3</i>
<b>TOTAL - Gains et pertes recyclables</b>	<b>67</b>	<b>-168</b>
- Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	53	-102
<b>TOTAL - Gains et pertes non recyclables</b>	<b>53</b>	<b>-102</b>
<b>Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres</b>	<b>119</b>	<b>-270</b>

### 22d - Impôt relatif à chaque composante de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	Variations 2017			Variations 2016		
	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette
Ecart de conversion	-68		-68	-63		-63
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	167	-57	109	-165	57	-108
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	37	-13	24	2	-1	1
Réévaluation des immobilisations	0		0	0		0
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	80	-28	53	-155	53	-102
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	0		0	3		3
<b>Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres</b>	<b>217</b>	<b>-98</b>	<b>119</b>	<b>-379</b>	<b>110</b>	<b>-270</b>

## NOTE 23 - Engagements donnés et reçus

	30.06.2017	31.12.2016
<b>Engagements donnés</b>		
<i>Engagements de financement</i>		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	1 385	1 316
Engagements en faveur de la clientèle	44 929	43 180
<i>Engagements de garantie</i>		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	3 059	2 560
Engagements d'ordre de la clientèle	14 697	15 191
<i>Engagements sur titres</i>		
Autres engagements donnés	1 816	89
<i>Engagements donnés de l'activité d'assurance</i>	<i>1 477</i>	<i>1 379</i>

Engagements reçus	30.06.2017	31.12.2016
<i>Engagements de financement</i>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	18 219	17 664
Engagements reçus de la clientèle	0	56
<i>Engagements de garantie</i>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	40 431	38 745
Engagements reçus de la clientèle	11 643	11 437
<i>Engagements sur titres</i>		
Autres engagements reçus	1 893	740
<i>Engagements reçus de l'activité d'assurance</i>	4 463	4 713

#### NOTE 24 - Intérêts et produits/charges assimilés

	1er sem 2017		1er sem 2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
. Etablissements de crédit & banques centrales	264	-176	444	-270
. Clientèle	4 529	-1 827	4 481	-1 914
- dont location financement et location simple	1 527	-1 348	1 409	-1 281
. Instruments dérivés de couverture	968	-984	1 037	-1 085
. Actifs financiers disponibles à la vente	225		272	
. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	51		111	
. Dettes représentées par un titre		-864		-968
. Dettes subordonnées		-14		-16
<b>TOTAL</b>	<b>6 037</b>	<b>-3 865</b>	<b>6 345</b>	<b>-4 253</b>

#### NOTE 25 - Commissions

	1er sem 2017		1er sem 2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	2	-3	3	-5
Clientèle	604	-7	512	-8
Titres	396	-32	347	-33
<i>dont activités gérées pour compte de tiers</i>	284		257	
Instruments dérivés	1	-2	2	-2
Change	9	-1	10	-1
Engagements de financement et de garantie	35	-10	52	-6
Prestations de services	812	-513	686	-409
<b>TOTAL</b>	<b>1 860</b>	<b>-569</b>	<b>1 612</b>	<b>-464</b>

#### NOTE 26 - Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	1er sem 2017	1er sem 2016
Instruments de transaction	270	260
Instruments à la juste valeur sur option (1)	265	134
Inefficacité des couvertures	-46	-46
. Sur couverture de juste valeur (FVH)	-46	-46
. Variations de juste valeur des éléments couverts	107	-288
. Variations de juste valeur des éléments de couverture	-153	243
Résultat de change	40	20
<b>Total des variations de juste valeur</b>	<b>528</b>	<b>368</b>

(1) dont 165 millions d'euros provenant de l'activité Capital Développement au 30 juin 2017 contre 130 millions d'euros au 30 juin 2016.

#### NOTE 27 - Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

	1er sem 2017			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		94	0	94
. Actions et autres titres à revenu variable	13	-12	11	11
. Titres immobilisés (1)	34	0	-4	30
. Autres	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>47</b>	<b>82</b>	<b>6</b>	<b>135</b>

	1er sem 2016			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		30	-	30
. Actions et autres titres à revenu variable	61	49	2	9
. Titres immobilisés (1)	33	271	17	321
. Autres	-	0	-	0
<b>TOTAL</b>	<b>93</b>	<b>252</b>	<b>15</b>	<b>360</b>

(1) comprend le résultat de la cession des titres VISA

## NOTE 28 - Produits et charges des autres activités

	1er sem 2017	1er sem 2016
<b>Produits des autres activités</b>		
. Contrats d'assurance :	6 228	5 991
. Immeubles de placement :	0	1
- reprises de provisions/amortissements	0	0
. Charges refacturées	14	12
. Autres produits	500	468
<b>Sous-total</b>	<b>6 743</b>	<b>6 473</b>
<b>Charges des autres activités</b>		
. Contrats d'assurance :	-5 224	-5 132
. Immeubles de placement :	-19	-17
- dotations aux provisions/amortissements (selon traitement retenu)	-19	-17
. Autres charges	-267	-285
<b>Sous-total</b>	<b>-5 510</b>	<b>-5 435</b>
<b>Total net des autres produits et charges</b>	<b>1 233</b>	<b>1 038</b>

### Produits nets des activités d'assurance

	1er sem 2017	1er sem 2016
Primes acquises	4 765	5 252
Charges des prestations	-3 684	-3 400
Variations des provisions	-1 546	-1 732
Autres charges et produits techniques et non techniques	41	32
Produits nets des placements	1 428	706
<b>TOTAL</b>	<b>1 004</b>	<b>859</b>

## NOTE 29 - Frais généraux

	1er sem 2017	1er sem 2016
Charges de personnel	-1 596	-1 547
Autres charges	-1 470	-1 469
<b>TOTAL</b>	<b>-3 067</b>	<b>-3 016</b>

### 29a - Charges de personnel

	1er sem 2017	1er sem 2016
Salaires et traitements	-1 049	-1 020
Charges sociales (1)	-367	-351
Avantages du personnel à court terme	-1	-1
Intéressement et participation des salariés	-80	-74
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-101	-101
Autres	1	0
<b>TOTAL</b>	<b>-1 596</b>	<b>-1 547</b>

(1) Le montant du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) comptabilisé au crédit des charges de personnel s'élève à 19 millions d'euros au premier semestre 2017.

### Effectifs

	1er sem 2017	1er sem 2016
<b>Effectifs moyens</b>		
Techniciens de la banque	26 533	25 914
Cadres	15 602	14 939
<b>TOTAL</b>	<b>42 135</b>	<b>40 853</b>
<b>Ventilation par pays</b>		
France	28 876	27 918
Etranger	13 259	12 935
<b>TOTAL</b>	<b>42 135</b>	<b>40 853</b>
	1er sem 2017	1er sem 2016
<b>Effectifs inscrits*</b>	<b>45 276</b>	<b>43 757</b>

\*Les effectifs inscrits correspondent à la totalité des effectifs de fin de période des entités sous contrôle du Groupe, par différence avec les effectifs moyens en équivalent temps plein (dits ETP), limités au périmètre de la consolidation financière par intégration globale.

### 29b - Autres charges d'exploitation

	1er sem 2017	1er sem 2016
Impôts et taxes (1)	-270	-233
Services extérieurs	-1 104	-1 034
Autres charges diverses (transports, déplacements, ...)	12	8
<b>TOTAL</b>	<b>-1 362</b>	<b>-1 260</b>

(1) dont 87 millions d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique en 2017 contre 63 millions en 2016.

### 29c - Dotations et reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles

	1er sem 2017	1er sem 2016
Amortissements :	-100	-119
- immobilisations corporelles	-80	-82
- immobilisations incorporelles	-19	-37
Dépréciations :	-9	-90
- immobilisations corporelles	-1	0
- immobilisations incorporelles	-8	-90
<b>TOTAL</b>	<b>-108</b>	<b>-209</b>

NOTE 30 - Coût du risque

1er sem 2017	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	8	0	0	2	10
Clientèle	-761	809	-342	-143	95	-342
. Location financement	-57	63	-12	-1	1	-5
. Autres - clientèle	-704	745	-330	-142	94	-337
Sous total	-761	817	-342	-143	97	-332
AFS - DALV	-3	0	-1	-7	8	-3
Autres	-35	36	0	-1	0	0
TOTAL	-808	853	-343	-150	105	-344

1er sem 2016	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	2	0	0	0	2
Clientèle	-623	668	-201	-240	72	-324
. Location financement	-3	4	-1	-1	0	0
. Autres - clientèle	-621	663	-200	-239	72	-324
Sous total	-623	670	-201	-240	72	-321
HTM - DJM	0	0	0	0	0	0
AFS - DALV	-1	0	-2	-6	9	1
Autres	-28	34	0	-1	0	6
TOTAL	-652	704	-202	-247	82	-315

NOTE 31 - Gains ou pertes sur autres actifs

	1er sem 2017	1er sem 2016
Immobilisations corporelles et incorporelles	-1	11
. MV de cession	-3	-1
. PV de cession	2	12
Gains ou pertes nets sur titres consolidés	0	0
TOTAL	-1	11

NOTE 32 - Variations de valeur des écarts d'acquisition

	1er sem 2017	1er sem 2016
Dépréciation des écarts d'acquisition	-15	-187
TOTAL	-15	-187

NOTE 33 - Impôts sur les bénéfices

Décomposition de la charge d'impôt

	1er sem 2017	1er sem 2016
Charge d'impôt exigible	-664	-541
Charge d'impôt différé	-24	42
Ajustements au titre des exercices antérieurs	1	-1
TOTAL	-687	-499

NOTE 34 - Résultat par action

	1er sem 2017	1er sem 2016
Résultat net part du Groupe	816	775
Nombre d'actions à l'ouverture	33 770 590	33 770 590
Nombre d'actions à la clôture	33 770 590	33 770 590
Nombre moyen pondéré d'actions	33 770 590	33 770 590
Résultat de base par action	24,17	22,94
Nombre moyen pondéré d'actions susceptibles d'être émises	0	0
Résultat dilué par action	24,17	22,94

**NOTE 35 - Encours des opérations réalisées avec les parties liées**  
*Éléments de bilan relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées*

	30.06.2017			31.12.2016		
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises mères Groupe Crédit Mutuel-CM11	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises mères Groupe Crédit Mutuel-CM11
<b>Actif</b>						
Prêts, avances et titres						
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 115	2 545	29 989	958	2 206	32 427
Prêts et créances sur la clientèle	26	9	0	28	16	0
Titres	117	149	543	61	148	763
Actifs divers	4	27	0	6	24	3
<b>Total</b>	<b>1 262</b>	<b>2 731</b>	<b>30 532</b>	<b>1 053</b>	<b>2 395</b>	<b>33 193</b>
<b>Passif</b>						
Dépôts						
Dettes envers les établissements de crédit	186	701	9 822	74	642	8 902
Dettes envers la clientèle	435	1 521	25	471	1 537	25
Dettes représentées par un titre	0	446	0	0	555	0
Passifs divers	35	73	756	41	64	781
<b>Total</b>	<b>656</b>	<b>2 742</b>	<b>10 602</b>	<b>586</b>	<b>2 799</b>	<b>9 708</b>
Engagements de financement et de garantie						
Engagements de financement donnés	440	3	0	390	10	0
Engagements de garantie donnés	13	15	14	13	13	0
Engagements de garantie reçus	0	537	1 607	0	543	1 445

*Éléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées*

	1er sem 2017			1er sem 2016		
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres Ets adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises mères Groupe Crédit Mutuel-CM11	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres Ets adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises mères Groupe Crédit Mutuel-CM11
Intérêts reçus	7	5	327	7	14	391
Intérêts versés	0	-10	-22	0	-11	-23
Commissions reçues	9	0	2	8	0	2
Commissions versées	-9	0	-25	-12	0	-18
Autres produits et charges	17	9	-2	18	-8	-29
Frais généraux	-196	0	-23	-191	0	-23
<b>TOTAL</b>	<b>-173</b>	<b>5</b>	<b>257</b>	<b>-171</b>	<b>-5</b>	<b>301</b>

*Les "Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale" correspondent à la Caisse Centrale de Crédit Mutuel ainsi qu'aux autres fédérations régionales du Crédit Mutuel non adhérentes à la Caisse fédérale de Crédit Mutuel.  
 Les relations avec les entreprises mères sont principalement des prêts et emprunts dans le cadre de la gestion de la trésorerie.*



## **5. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle du groupe BFCM**

### **PricewaterhouseCoopers France**

63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
S.A.R.L. au capital de € 86.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

### **ERNST & YOUNG et Autres**

1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **Banque Fédérative du Crédit Mutuel**

**BFCM**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2017

### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la BFCM, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 1<sup>er</sup> août 2017

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers France

ERNST & YOUNG et Autres

Jacques Lévi

Olivier Durand

Hassan Baaj



## 6. Complément sur les informations relatives au pilier 3 des accords de Bâle au 31 décembre 2016 du groupe Crédit Mutuel-CM11

Les dates d'« Échéance initiale » des instruments de fonds propres de catégorie 2 (T2) détaillées aux pages 213 à 219 du document de référence 2016 du groupe Crédit Mutuel-CM11 sont modifiées comme suit :

1	Emetteur	5/ Banque Fédérative du Crédit Mutuel
2	Identifiant unique (par exemple CUSIP, ISIN or Bloomberg pour placement privé)	FR0011138742
3	Droit régissant l'instrument	Français
13	Echéance initiale	12/06/2018

1	Emetteur	6/ Banque Fédérative du Crédit Mutuel
2	Identifiant unique (par exemple CUSIP, ISIN or Bloomberg pour placement privé)	XS0548803757
3	Droit régissant l'instrument	Anglais sauf subordination
13	Echéance initiale	22/10/2020

1	Emetteur	7/ Banque Fédérative du Crédit Mutuel
2	Identifiant unique (par exemple CUSIP, ISIN or Bloomberg pour placement privé)	XS1069549761
3	Droit régissant l'instrument	Anglais sauf subordination
13	Echéance initiale	21/05/2024

1	Emetteur	8/ Banque Fédérative du Crédit Mutuel
2	Identifiant unique (par exemple CUSIP, ISIN or Bloomberg pour placement privé)	XS1288858548
3	Droit régissant l'instrument	Anglais sauf subordination
13	Echéance initiale	09/11/2025

1	Emetteur	9/ Banque Fédérative du Crédit Mutuel
2	Identifiant unique (par exemple CUSIP, ISIN or Bloomberg pour placement privé)	XS1385945131
3	Droit régissant l'instrument	Anglais sauf subordination
13	Echéance initiale	24/03/2026

1	Emetteur	10/ Banque Fédérative du Crédit Mutuel
2	Identifiant unique (par exemple CUSIP, ISIN or Bloomberg pour placement privé)	XS1512677003
3	Droit régissant l'instrument	Anglais sauf subordination
13	Echéance initiale	11/04/2026

En complément des informations communiquées au paragraphe « IV.3.3 – Rapprochement bilan financier / bilan réglementaire / fonds propres » du document de référence 2016 du groupe Crédit

Mutuel-CM11 en page 221, le tableau ci-dessous reprend les données exhaustives de la ventilation des fonds propres :

Fonds propres retenus au numérateur du ratio	CET1	AT1	AT2
<b>Fonds Propres - Part du groupe</b>			
Capital appelé versé	5 927		
(-) Participations indirectes en instruments de CET1	0		
Primes d'émission	0		
Résultats antérieurs non distribués	27 924		
Bénéfice ou perte (part du groupe)	2 410		
(-) Part des bénéfices intermédiaires ou de fin d'exercice non éligible	-68		
<b>Fonds Propres - Intérêts minoritaires</b>			
Intérêts minoritaires éligibles	1 177	0	0
<b>Autres éléments du résultat global accumulés</b>	202		
dont instruments de capitaux propres	412		
dont instruments de dettes	5		
dont Réserve de couverture de flux de trésorerie	-32		
<i>FRBG (entité solo en normes françaises)</i>	0		
<b>Éléments bilantiels entrant dans le calcul des Fonds propres</b>			
(-) Montant brut des autres immobilisations incorporelles y compris IDP sur immobilisations incorporelles (a-b)	-486		
(-) Écart d'acquisition en immobilisations incorporelles	-4 859		
(-) IDA dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles nets des passifs d'impôts associés	-6		
(-) Impôts différés actifs déductibles dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles	0		
Dettes subordonnées			5 211
(-) Positions de titrisation qui peuvent sur option faire l'objet d'une pondération de 1250%	-386		
(-) Instruments d'entités pertinentes dans lesquelles l'établissement ne détient pas un investissement significatif	0	0	0
(-) Instruments d'entités pertinentes dans lesquelles l'établissement détient un investissement significatif	0	0	0
<b>Autres ajustements</b>			
Filtre prudentiel : Réserve de couverture de flux de trésorerie	32		
Filtre prudentiel : Ajustements de valeurs dus aux exigences d'évaluation prudente	-53		
Filtre prudentiel : Pertes ou gains cumulés dus à l'évolution de la qualité de crédit propre sur les passifs évalués à la juste valeur	0		
Filtre prudentiel : Pertes ou gains à la JV résultant du propre risque de crédit lié aux instruments dérivés passif	-4		
Ajustements transitoires dus aux clauses de grand-père sur instruments de fonds propres	0	1 299	55
Ajustements transitoires dus aux clauses de grand-père sur intérêts minoritaires additionnel	335	0	46
Ajustements transitoires sur PMV sur instruments de capitaux propres	-165		
Ajustements transitoires sur PMV sur instruments de dettes	-2		
Autres ajustements transitoires	-34	0	91
En IRB, différence négative entre les provisions et les pertes attendues	-716		
En IRB, différence positive entre les provisions et les pertes attendues			96
Ajustements du risque de crédit (Approche standard)			237
<b>TOTAL</b>	<b>31 227</b>	<b>1 299</b>	<b>5 737</b>

Les unités des tableaux présentés au paragraphe « IV.8.6 – Expositions par type de titrisation » du document de référence 2016 du groupe Crédit Mutuel-CM11 en page 245 sont modifiées comme suit :

<i>Titrisation par nature</i>		2016		
EAD en milliards d'€	Portefeuille bancaire		Portefeuille de négociation	Portefeuille de corrélation
<i>Echelons de qualité de crédit</i>	approche standard	approche notations internes	approche notations internes	approche notations internes
Investisseur				
titrisation classique	0,2	5,7	0,9	
titrisation synthétique				0,9
Retitrisation classique				
Retitrisation synthétique				
Sponsor		0,0		
<b>Total</b>	<b>0,2</b>	<b>5,7</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>

<i>Détail des encours par échelon de qualité de crédit</i>		2016		
EAD en milliards d'€	Portefeuille bancaire		Portefeuille de négociation	Portefeuille de corrélation
<i>Echelons de qualité de crédit</i>	approche standard	approche notations internes	approche notations internes	approche notations internes
E1	0,1	4,2	0,9	
E2		0,8	0,0	
E3		0,0		
E4		0,0		
E5		0,0	0,0	
E6	0,1	0,0		
E7		0,1	0,0	
E8		0,2		
E9		0,0		
E10	0,0	0,0		
E11		0,0	0,0	
Positions pondérées à 1250%	0,0	0,4	0,0	
<b>Total</b>	<b>0,2</b>	<b>5,7</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9 *</b>

\* la titrisation du portefeuille de corrélation est calculée selon la méthode de la formule réglementaire et ne peut donc pas être renseignée par échelon de qualité de crédit



## 7. Gouvernance

### Conseil d'administration de la BFCM

Le conseil d'administration du 6 avril 2017 a :

- renouvelé pour une durée de trois années le mandat de membre du conseil d'administration de MM Hervé BROCHARD, Jean Louis GIRODOT, Damien LIEVENS, Gérard OLIGER, Michel VIEUX et Nicolas THÉRY.
- renouvelé pour une durée de trois années le mandat de censeur de MM Robert LAVAL et Fernand LUTZ.
- nommé M. Philippe TUFFREAU pour une durée de trois années au poste de censeur en remplacement de M. Bernard FLOURIOT.

Le conseil d'administration du 27 juillet 2017 a renouvelé les mandats de censeurs de Mme Marie-Hélène DUMONT et M. Alain TESSIER pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 27 juillet 2020.

### Tableau de synthèse de la composition du conseil d'administration

Mandataire	Représentant	Fonction	Nomination	Echéance
THÉRY Nicolas		Président du Conseil d'Administration	14/11/2014	03/05/2020
HUMBERT Jacques		Vice-Président	03/05/2006	30/06/2018
BOISSON Jean-Louis		Administrateur	03/05/2006	30/06/2018
BONTOUX Gérard		Administrateur	06/05/2009	30/06/2018
BROCHARD Hervé		Administrateur	10/05/2013	03/05/2020
CORGINI Maurice		Administrateur	03/05/2006	30/06/2018
CORMORECHE Gérard		Administrateur	10/05/2007	30/06/2019
GIRODOT Jean-Louis		Administrateur	07/05/2008	03/05/2020
GRAD Etienne		Administrateur	17/12/2010	30/06/2019
LIEVENS Damien		Administrateur	30/07/2015	03/05/2020
LUCAS Michel		Administrateur	10/05/2007	30/06/2019
MARTIN Jean-Paul		Administrateur	10/05/2007	30/06/2019
MIARA Lucien		Administrateur	13/05/2015	30/06/2018
OLIGER Gérard		Administrateur	07/05/2008	03/05/2020
ROCIPON Daniel		Administrateur	25/02/2016	03/05/2018
TETEDOIE Alain		Administrateur	10/05/2007	30/06/2018
VIEUX Michel		Administrateur	11/05/2011	03/05/2020
Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie	LEROYER Daniel	Administrateur	18/11/2011	30/06/2018

**Censeurs :**

BAZILLE Jean Louis, BLANC Yves, BOKARIUS Michel, BRUTUS Aimée, COURTOIS Claude, DANGUEL Roger, DIACQUENOD Gérard, DUMONT Marie-Hélène, GROC Monique, LAVAL Robert, LUTZ Fernand, PUPEL Alain, TESSIER Alain, TRINQUET Dominique, TRUFFREAU Philippe.

Direction générale de la BFCM et de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel

Le 6 avril 2017, les conseils d'administration de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel et de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel ont nommé M. Daniel Baal en qualité de directeur général et dirigeant effectif à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017, en remplacement de M. Alain Fradin.

**M. Daniel BAAL**, Président du conseil d'administration

*Né le 27 décembre 1957 à Strasbourg (67)*

*Adresse professionnelle :*

*Fédération du Crédit Mutuel Île-de-France*

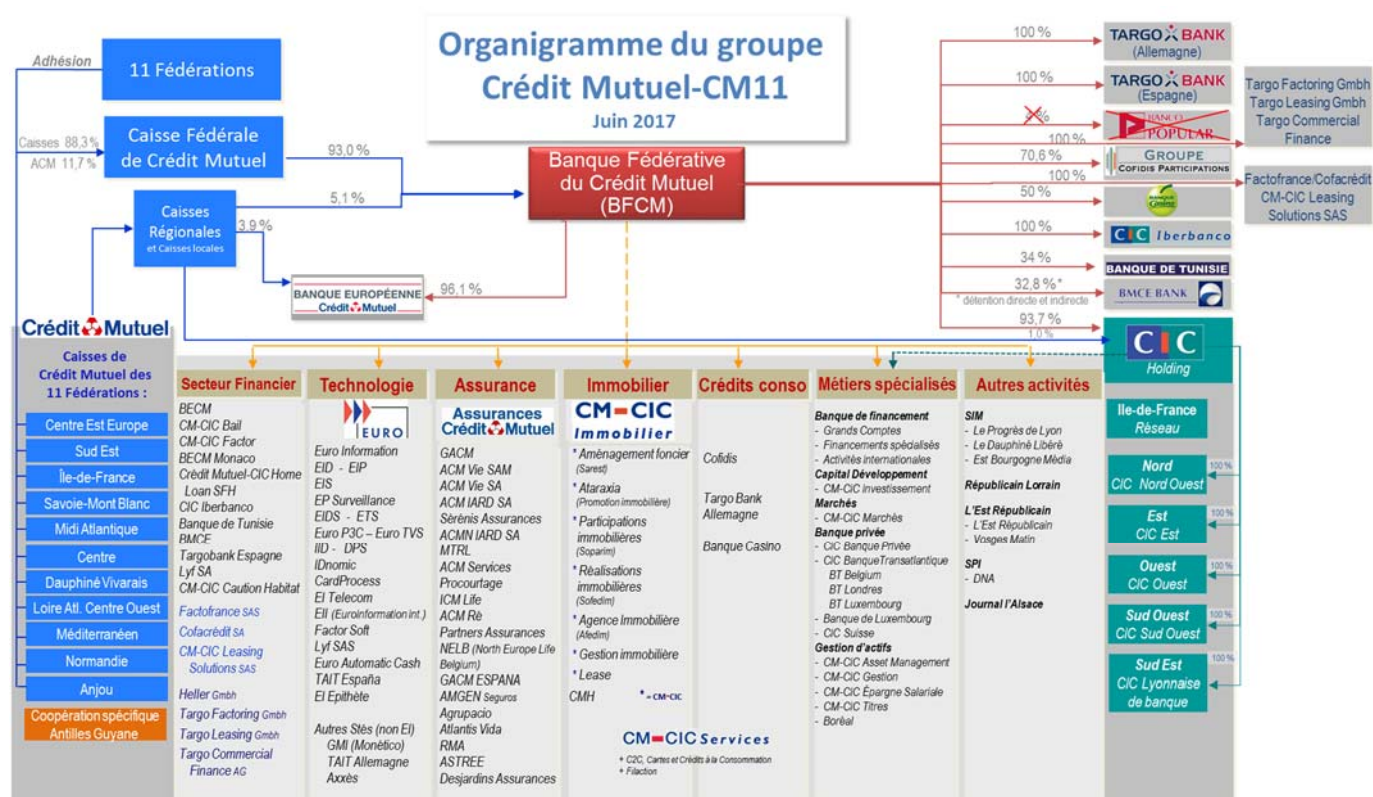
*18, rue de la Rochefoucauld – 75439 Paris Cedex*

*Autres mandats au sein du groupe :*

Fonction	Dénomination sociale de l'entité
Directeur général	Fédération Centre Est Europe
	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel
	Banque Fédérative du Crédit Mutuel
	Crédit Industriel et Commercial
Président ou Vice-Président du conseil d'administration ou du conseil de surveillance	CIC Sud-Ouest
	CIC Ouest
	Cofidis
	Cofidis Participations
	Euro Information Production
	Targo Deutschland GmbH
	Targo Management AG
Targobank AG	
Membre du Directoire	GACM
Vice-Président organe de surveillance	Banque de Luxembourg

## 8. Informations concernant le groupe Crédit Mutuel-CM11 et la BFCM – Événements récents et perspectives

### 8.1 Présentation du groupe



#### Evolutions depuis le 31 décembre 2016.

- 1) Après avoir racheté en 2016 à CM Akquisitions GmbH (CMA) 100% des actions Targo Deutschland GmbH qu'elle détenait, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM) absorbe CMA. La fusion transfrontalière a été définitivement enregistrée au greffe du registre du commerce de Düsseldorf en date du 15 mars 2017 et le certificat de légalité établi par notaire a validé la fusion en France avec une date d'effet au 22 mars 2017. La fusion absorption BFCM / CMA entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société absorbée (CMA) au profit de la société absorbante (BFCM) ; l'ensemble des actifs et passifs de CMA sont donc transférés à BFCM par voie d'opération de fusion, entraînant la dissolution sans liquidation de CMA.
- 2) Le 30 mars 2017, la BFCM a racheté 16% du capital de Cofidis Participations, portant ainsi sa participation à 70,63%. L'opération fait suite à l'exercice des options réciproques de vente / achat décidées en 2008.
- 3) Le 2 juin 2017, BFCM devient l'associé unique de Targobank Espagne en acquérant 48,98 % du capital de Targobank Espagne auprès de Banco Popular. Cette acquisition s'est effectuée après approbation de l'opération par les organes compétents de Banco Popular et de la BFCM, et accomplissement des formalités auprès de la Banque d'Espagne (Banco de España) et des organismes de supervision, conformément à la législation en vigueur. Déjà détentrice de 51,02 % du capital social de Targobank Espagne, la BFCM en est désormais l'unique actionnaire. Cette opération s'inscrit dans la continuité de la prise de contrôle majoritaire intervenue il y a quelques mois. Elle résulte de la volonté du groupe Crédit Mutuel-CM11 de poursuivre son

développement sur le marché espagnol du particulier et de l'entreprise dans ses cœurs de métiers de la banque, de l'assurance et des services.

- 4) Pour rappel, au 31 décembre 2016 l'investissement dans Banco Popular Español (BPE) était consolidé par mise en équivalence compte tenu des liens d'influence notable entre le groupe et BPE : représentation du groupe Crédit Mutuel-CM11 au conseil d'administration de BPE, existence d'une entreprise bancaire commune aux deux groupes et de multiples accords commerciaux croisés sur les marchés franco-espagnols des entreprises et des particuliers.

Suite à d'importantes contraintes de liquidité, la Banque Centrale Européenne a décidé le 6 juin 2017 que BPE était susceptible de faire faillite et en a informé le Comité de Résolution Unique en conséquence. Le Comité de Résolution Unique et l'autorité de résolution Espagnole (FROB) ont décidé que la vente de BPE à Banco Santander était dans l'intérêt public en protégeant ainsi tous ses déposants et en assurant ainsi sa stabilité financière. Le plan de résolution est entré en vigueur le 7 juin 2017 et le Comité de Résolution Unique a transféré l'ensemble des actions et instruments de capital de BPE à Banco Santander pour un montant de 1 euro.

Le groupe Crédit Mutuel-CM11 possédant 3,95% des actions BPE a constaté en résultat net des entreprise mises en équivalence une moins-value de cession nette des dépréciations déjà comptabilisées de 232 millions d'euros dans ses comptes consolidés au 30 juin 2017. Cette moins-value de cession de 232 millions est le résultat de la mise à zéro de la valeur de mise en équivalence au 30 juin 2017 (405,6 millions) et de la reprise de la dépréciation (174 millions).

#### ***Evolutions devant intervenir postérieurement à la clôture du 30 juin 2017.***

- 1) Le 6 juin 2017, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM) et Mutuelles Investissement, société détenue à hauteur de 90% par BFCM et 10% par Assurances du Crédit Mutuel Vie, annoncent avoir l'intention de déposer prochainement auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) un projet d'offre publique d'achat simplifiée sur les actions du CIC.

Le projet d'offre vise l'ensemble des actions CIC non encore détenues, directement ou indirectement, par BFCM1 au prix de 390 euros par action, soit 6,86% du capital du CIC. Le prix proposé fait ressortir (i) une prime de 78,1% sur le cours de bourse du 2 juin 2017, et (ii) une prime de 91,6% sur la moyenne des cours sur les 3 derniers mois, et représente une opportunité de liquidité attractive pour les actionnaires.

Si les conditions sont réunies à l'issue de l'offre, BFCM et Mutuelles Investissement ont l'intention de demander à l'AMF la mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire ce qui permettrait une simplification des structures du groupe.

Après examen préalable des principaux termes du projet d'offre, le conseil d'administration du CIC, réuni le 6 juin 2017, a :

- accueilli favorablement à l'unanimité le projet d'offre publique ;
- décidé la création d'un comité ad hoc, composé de deux administrateurs, qui sera en charge d'assurer un suivi du déroulement de la mission de l'expert indépendant (désigné ci-dessous) ;
- désigné, sur proposition des membres du comité ad hoc, le cabinet Finexsi, représenté par Messieurs Olivier Peronnet et Lucas Robin, en tant qu'expert indépendant.

Sur la base du rapport de cet expert et de l'avis du comité ad hoc, le conseil d'administration du CIC a rendu le 28 juin 2017 son avis motivé sur le projet d'offre publique. Le même jour, le projet de note en réponse du CIC a été déposé à l'AMF. Il contient notamment le rapport de Finexsi sur les conditions financières de l'offre publique d'achat simplifiée.

Le 18 juillet 2017, l'AMF a déclaré conforme l'offre. La note d'information des co-initiateurs BFCM et Mutuelles Investissement (visa de l'AMF n°17-362 en date du 18 juillet 2017) et la



note en réponse de la société CIC (visa de l'AMF n°17-363 en date du 18 juillet 2017) ont été diffusées et les informations mentionnées à l'article 231-28 du règlement général de l'AMF (informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables, des co-initiateurs et du CIC) ont été déposées et diffusées (communiqués diffusés le 19 juillet 2017).

L'offre publique d'achat a été ouverte du 20 juillet au 2 août inclus.

La publication de l'avis de résultat de l'offre par l'AMF est prévue le 7 août 2017 et, le cas échéant, la procédure de retrait obligatoire et le retrait de la cote le 11 août 2017.

Les communiqués et documents afférents à cette opération sont disponibles sur les sites Internet de la BFCM ([www.bfcm.creditmutuel.fr](http://www.bfcm.creditmutuel.fr)), de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et du CIC ([www.cic.fr](http://www.cic.fr)).

- 2) Le 6 juin 2017, le CIC annonce être entré en discussions exclusives avec Indosuez Wealth Management en vue de lui céder ses activités de banque privée à Singapour et Hong-Kong. Le rapprochement des activités de banque privée à Singapour et Hong-Kong du CIC et d'Indosuez Wealth Management offrirait aux clients, aux équipes et aux partenaires du CIC dans ce domaine des opportunités de développement et de croissance sous le contrôle d'une institution financière solide. L'opération réunirait deux activités de banque privée performantes qui disposent d'une culture et de valeurs très similaires afin de renforcer leur implantation en Asie. L'opération permettrait à la plateforme de banque privée en Asie du CIC, à ses équipes et à ses clients de s'appuyer sur la dynamique actuelle afin d'atteindre un stade de développement supplémentaire et d'élargir sa gamme de services.

Le CIC demeure pleinement présent en Asie et concentrerait ses activités sur le développement et la croissance de ses cœurs de métier dans la région Asie-Pacifique que sont le *Corporate Banking*, les financements structurés et les services aux institutionnels.

Le CIC continuera à promouvoir ses activités auprès des *corporate* et des institutionnels, en s'appuyant sur les nombreuses opportunités identifiées dans la région Asie-Pacifique et à se concentrer sur ses perspectives de croissance prometteuses. Dans cette perspective, ses succursales en Asie continueront de bénéficier de la force du groupe Crédit Mutuel CM11. La finalisation de l'opération pourrait intervenir avant la fin de l'année, sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires, et est soumise à la consultation des instances représentatives du personnel compétentes en France.

Le 13 juillet 2017, le CIC a conclu un accord avec Indosuez Wealth Management pour lui céder ses activités de banque privée à Singapour et à Hong-Kong.

La réalisation de l'opération, qui reste soumise à l'obtention préalable des autorisations réglementaires requises, est attendue pour la fin de l'année.

## 8.2 Répartition du capital de la BFCM au 30 juin 2017

Raison sociale détentrice	% détenu	nombre d'actions	montant nominal détenu (en euros)
Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	92,98%	31 401 572	1 570 078 600
CRCM Midi Atlantique	0,07%	24 484	1 224 200
CCM Sud Est (ex CFCM)	0,18%	61 535	3 076 750
CRCM Savoie Mont-Blanc	0,00%	20	1 000
CRCM Méditerranéen	0,22%	74 560	3 728 000
Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe	0,00%	81	4 050
CRCM Loire Atlantique Centre Ouest	2,20%	741 949	37 097 450
CRCM Ile de France	0,43%	146 411	7 320 550
CRCM de Normandie	0,37%	123 806	6 190 300
CRCM du Centre	0,91%	308 726	15 436 300
CRCM Dauphiné Vivarais	0,01%	2 470	123 500
Personnes physiques	0,00%	42	2 100
CRCM Anjou	0,52%	176 001	8 800 050
CFCM Maine Anjou Basse-Normandie	1,36%	459 722	22 986 100
CFCM Océan	0,51%	172 116	8 605 800
CFCM Nord Europe	0,00%	1	50
CFCM Antilles Guyane	0,01%	3 111	155 550
CCM Anjou	0,00%	390	19 500
CCM Centre Est Europe	0,17%	59 066	2 953 300
CCM Centre	0,00%	1 030	51 500
CCM Dauphiné Vivarais	0,00%	551	27 550
CCM Ile de France	0,01%	1 890	94 500
CCM Loire Atlantique Centre Ouest	0,00%	1 480	74 000
CCM Méditerranéen	0,00%	1 340	67 000
CCM Midi Atlantique	0,00%	1 172	58 600
CCM Normandie	0,00%	870	43 500
CCM Savoie Mont-Blanc	0,00%	490	24 500
CCM Sud Est	0,02%	5 704	285 200
	100,00%	33 770 590	1 688 529 500

*CRCM : Caisse Régionale de Crédit Mutuel / CCM : Caisses de Crédit Mutuel / CFCM : Caisse Fédérale de Crédit Mutuel*

Modifications intervenues dans la répartition du capital social au cours du semestre :

La Caisse Fédérale de Crédit Mutuel a cédé 20 actions de la BFCM au profit de deux caisses locales.

La CRCM Sud Est a cédé 10 actions de la BFCM au profit d'une caisse locale.

## 8.3 Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2017

Les principaux risques et incertitudes liés au contexte macro-économique sont développés en pages 6 et 7 dans la sous-partie « Perspective 2017 ».

#### **8.4 Evénements récents propres au groupe Crédit Mutuel-CM11 et à la BFCM intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité**

Le 6 juin 2017, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM) et Mutuelles Investissement, société détenue à hauteur de 90% par BFCM et 10% par Assurances du Crédit Mutuel Vie, annoncent avoir l'intention de déposer prochainement auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) un projet d'offre publique d'achat simplifiée sur les actions du CIC.

Le projet d'offre vise l'ensemble des actions CIC non encore détenues, directement ou indirectement, par BFCM1 au prix de 390 euros par action, soit 6,86% du capital du CIC. Le prix proposé fait ressortir (i) une prime de 78,1% sur le cours de bourse du 2 juin 2017, et (ii) une prime de 91,6% sur la moyenne des cours sur les 3 derniers mois, et représente une opportunité de liquidité attractive pour les actionnaires.

Si les conditions sont réunies à l'issue de l'offre, BFCM et Mutuelles Investissement ont l'intention de demander à l'AMF la mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire ce qui permettrait une simplification des structures du groupe.

Après examen préalable des principaux termes du projet d'offre, le conseil d'administration du CIC, réuni le 6 juin 2017, a :

- accueilli favorablement à l'unanimité le projet d'offre publique ;
- décidé la création d'un comité ad hoc, composé de deux administrateurs, qui sera en charge d'assurer un suivi du déroulement de la mission de l'expert indépendant (désigné ci-dessous) ;
- désigné, sur proposition des membres du comité ad hoc, le cabinet Finexsi, représenté par Messieurs Olivier Peronnet et Lucas Robin, en tant qu'expert indépendant.

Sur la base du rapport de cet expert et de l'avis du comité ad hoc, le conseil d'administration du CIC a rendu le 28 juin 2017 son avis motivé sur le projet d'offre publique. Le même jour, le projet de note en réponse du CIC a été déposé à l'AMF. Il contient notamment le rapport de Finexsi sur les conditions financières de l'offre publique d'achat simplifiée.

Le 18 juillet 2017, l'AMF a déclaré conforme l'offre. La note d'information des co-initiateurs BFCM et Mutuelles Investissement (visa de l'AMF n°17-362 en date du 18 juillet 2017) et la note en réponse de la société CIC (visa de l'AMF n°17-363 en date du 18 juillet 2017) ont été diffusées et les informations mentionnées à l'article 231-28 du règlement général de l'AMF (informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables, des co-initiateurs et du CIC) ont été déposées et diffusées (communiqués diffusés le 19 juillet 2017).

L'offre publique d'achat a été ouverte du 20 juillet au 2 août inclus.

La publication de l'avis de résultat de l'offre par l'AMF est prévue le 7 août 2017 et, le cas échéant, la procédure de retrait obligatoire et le retrait de la cote le 11 août 2017.

L'impact de l'OPA sur les actions CIC a été simulé sur les calculs du ratio CET1 du 31 mars 2017. Il se traduirait par une diminution de 0,2 point du ratio.

Au final, le ratio CET1 simulé du 31 mars 2017, après impact de l'OPA sur les titres CIC, ressort à 15,5% et reste en très nette progression par rapport au ratio CET1 du 31 décembre 2016 (15,1%).



## **9. Documents accessibles au public – Responsable de l’information**

### **Documents accessibles au public**

Pendant la durée de validité du document de référence, les documents suivants (ou copie de ces documents) peuvent être consultés :

Par voie électronique sur le site internet de la BFCM (espace institutionnel)

**<http://www.bfcm.creditmutuel.fr>**

- Les informations financières historiques de la BFCM et du groupe Crédit Mutuel-CM11 pour chacun des deux exercices précédant la publication du document d’enregistrement.
- Le document de référence de l’exercice 2016 et ceux des deux exercices précédents.

Sur support physique

- L’acte constitutif et les statuts de l’émetteur.
- Tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l’émetteur, dont une partie est incluse ou visée dans le document de référence.
- Les informations financières historiques des filiales de la BFCM pour chacun des deux exercices précédant la publication du document d’enregistrement.

En adressant une demande par courrier à :

Banque Fédérative du Crédit Mutuel  
Département Juridique  
34, rue du Wacken BP 412  
67002 STRASBOURG Cedex

### **Responsable de l’information**

M. Marc BAUER

Directeur Général Adjoint de la BFCM et Directeur financier du groupe Crédit Mutuel-CM11

Téléphone : 03 88 14 68 03

Email : [marc.bauer@creditmutuel.fr](mailto:marc.bauer@creditmutuel.fr)

### **Responsables du contrôle des comptes**

En complément des informations reprises page 479 du document de référence 2016, M. Hassan BAAJ représente, en sus de M. Olivier DURAND, le cabinet **Ernst & Young et Autres**.

M. Jacques Lévi représente le cabinet **PricewaterhouseCoopers France**.



## **10. Responsable de l'actualisation du document de référence et du rapport financier semestriel – Attestation**

M. Daniel Baal, Directeur général de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes Ernst & Young et Autres et PricewaterhouseCoopers France une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence et de son actualisation.

Fait à Strasbourg, le 2 août 2017





## 11. Table de concordance

Table de concordance du document de référence Chapitres du schéma de l'annexe XI du règlement européen n° 809/2004	Document de référence 2016 déposé le 28 avril 2017 sous le n° D.17-0479	Actualisation le 2 août 2017 sous le n°D.17-0479-A01
<b>Chapitre I Personnes responsables</b>		
1.1 Responsable du document de référence	478	109
1.2 Attestation du responsable	478	109
<b>Chapitre II Contrôleurs légaux des comptes</b>		
2.1 Contrôleurs légaux des comptes	479	-
2.2 Démission et non renouvellement	479	-
<b>Chapitre III Facteurs de risque</b>		
3.1 Les risques de l'émetteur	83	-
<b>Chapitre IV Informations concernant l'émetteur</b>		
4.1 Histoire et évolution de la société	28	-
4.1.1 Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	472	-
4.1.2 Lieu de constitution de l'émetteur et son numéro d'enregistrement	472	-
4.1.3 Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	472	-
4.1.4 Siège social, forme juridique, législation régissant les activités de l'émetteur, pays d'origine, numéro de téléphone du siège statutaire de l'émetteur	472	-
4.1.5 Evènements récents propres à l'émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité	474	105
<b>Chapitre V Aperçu des activités</b>		
5.1 Principales activités		
5.1.1 Principales activités	16	13
5.1.2 Nouveau produit vendu et/ou nouvelle activité exercée	15	-
5.1.3 Principaux Marchés	15	-
5.1.4 Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	15	-
<b>Chapitre VI Organigramme</b>		
6.1 Présentation de la société et du groupe	10	101
6.2 Lien de dépendance de l'émetteur par rapport à d'autres entités du groupe.	455	-
<b>Chapitre VII Informations sur les tendances</b>		
7.1 Déclaration sur les perspectives du groupe Crédit Mutuel-CM11	264	104
7.2 Tendance connue, incertitude ou demande ou tout engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur au moins pour l'exercice en cours	264	104
<b>Chapitre VIII Prévisions ou estimations de bénéfice</b>		
	474	
<b>Chapitre IX Organes d'administration, de direction et de surveillance</b>		
9.1 Noms et fonctions des membres des organes d'administration, de direction de la BFCM et principales activités significatives exercées en dehors de celle-ci.	32	99
9.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance	46	-

<b>Chapitre X Principaux actionnaires</b>		
10.1 Indications quant à la détention et au contrôle direct ou indirect de la BFCM par le groupe Crédit Mutuel-CM11 et description de la nature de ce contrôle.	455	-
10.2 Accord connu par la BFCM susceptible d'entraîner un changement de son contrôle.	455	-
<b>Chapitre XI Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur</b>		
11.1 Informations financières historiques	398	107
11.2 Etats financiers	114/286/368	35-61/65-91
11.3.1 Rapport d'audit des contrôleurs légaux sur les informations financières historiques	190/362/404	63-64/93-94
11.3.2 Autres informations vérifiées par les contrôleurs légaux	447/470	-
11.3.3 Informations financières figurant dans le document d'enregistrement qui ne sont pas tirées des états financiers vérifiés de l'émetteur	474	-
11.4 Date des dernières informations financières	474	5
11.5 Informations semestrielles intermédiaires	474	-
11.5.1 Informations financières semestrielles	474	5-33
11.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage	474	-
11.7 Changement significatif de la situation financière de l'émetteur	474	-
<b>Chapitre XII Contrats importants</b>	474	-
<b>Chapitre XIII Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts</b>	474	-
<b>Chapitre XIV Documents accessibles au public</b>		
14.1 Documents accessibles au public	478	107
14.2 Responsable de l'information	478	107

Banque Fédérative du Crédit Mutuel – Société Anonyme au capital de 1 688 529 500 €

Siège social : 34, rue du Wacken – 67913 Strasbourg Cedex 9 – Tel. 03 88 14 88 14

Adresse télégraphique : CREDITMUT – Telex : CREMU X 880034 F – Télécopieur : 03 88 14 67 00

Adresse SWIFT : CMCIFRPA – R.C.S. Strasbourg B 355 801 929 – ORIAS N° 07 031 238

N° d'identification de TVA intracommunautaire : FR 48 355 801 929